



Leibniz, l'espion des princes allemands à la cour de Louis XIV

Dan Franck, l'homme qui passe son temps à écrire

L'été des Livres

PAGES 17 À 20

AFFAIRE BENALLA: L'ÉLYSÉE MIS EN CAUSE

► Le parquet de Paris a ouvert jeudi une enquête pour violences et usurpation de fonction, visant Alexandre Benalla, un proche d'Emmanuel Macron

► « Le Monde » a révélé que ce chargé de mission à l'Élysée, coiffé d'un casque des forces de l'ordre, a frappé un manifestant à terre, le 1^{er} mai, à Paris

► Ce collaborateur s'est vu infliger une suspension de quinze jours par l'Élysée pour son « comportement manifestement inapproprié »

► Le porte-parole de la présidence, Bruno Roger-Petit, a jugé que cette sanction était « la plus grave jamais prononcée contre un chargé de mission »

► L'Élysée se retrouve dans la tourmente, alors que l'affaire enflamme l'ensemble du monde politique français

PAGES 8-9

Concurrence Bruxelles inflige une amende record à Google

MERCREDI 18 juillet, la commissaire européenne à la concurrence Margrethe Vestager, a conclu une enquête ouverte voici trois ans en condamnant Google et Android à une amende record de 4,34 milliards d'euros pour abus de position dominante. La pénalité infligée au géant californien, à qui la commissaire a donné quatre-vingt-dix jours pour cesser ses pratiques, est la plus importante jamais prononcée par Bruxelles dans ce type d'infraction. Google a annoncé immédiatement son intention de faire appel. A une semaine de la rencontre entre le président de la Commission, Jean-Claude Juncker et Donald Trump, la décision européenne pourrait aggraver les tensions entre Bruxelles et Washington.

PAGE 11

ALERTE SUR LA FAUSSE SCIENCE, CE BUSINESS FLORISSANT

► Une vingtaine de médias internationaux, dont « Le Monde », se sont associés pour enquêter sur la « fake science » et lancer une alerte mondiale

► Tous les ans, de pseudo-revues savantes publient des milliers d'articles qui n'ont pas de valeur scientifique mais qui alimentent le chiffre d'affaires d'éditeurs peu scrupuleux

► Ces titres prospèrent sur l'injonction faite aux chercheurs de publier beaucoup

PAGES 6-7

ÉDITORIAL
GANGRÈNE SCIENTIFIQUE

PAGE 27

Israël Nétanyahou se rapproche des populistes d'Europe centrale

Après le chancelier autrichien, Israël accueille le premier ministre hongrois, en dépit de soupçons d'antisémitisme

PAGES 2-3

Nicaragua

Le régime reprend par les armes une ville de l'opposition

La police et les paramilitaires ont repris Masaya, mardi 17 juillet, un bastion des contestataires pacifiques du président Ortega

PAGE 4

Tourisme Maignon corrige le plan d'ouverture des magasins le dimanche

PAGE 12

Politique La chute sans fin des Patriotes, la maison de Florian Philippot

PAGE 10

Culture Gordon Matta-Clark, pionnier américain de « l'anarchitecture »

PAGE 14

Santé Hausse des infections sexuellement transmissibles

Les infections à chlamydia trachomatis et à gonocoque ont triplé en France en 2016 par rapport à 2012. Ces infections ne se signalent pas toujours par des symptômes, notamment chez les femmes, qui peuvent être infectées sans le savoir

PAGE 5

L'été

L'agonie des Habsbourg 1918, le dernier jour

Ray Charles à Marciac
Passion jazz

Le stratège du forum Reddit
Talents du Net

PAGES 22-26



Nétanyahou soigne les « illibéraux » est-européens

Le premier ministre israélien cultive ses liens avec les dirigeants d'Europe centrale, dont Viktor Orban, en visite à Tel-Aviv, pour mieux peser sur l'UE

JÉRUSALEM - correspondant

Dîner avec les Nétanyahou, visite au mémorial de l'Holocauste Yad Vashem et au Mur des lamentations: Viktor Orban tient à ce que son passage à Jérusalem soit réussi et remarqué. Le premier ministre hongrois sera chaleureusement reçu en Israël, au cours de sa visite du 18 au 20 juillet. Il est considéré, en Europe, comme le chef de file de la vague nationaliste dite « illibérale ». Mais il est un interlocuteur apprécié par son hôte et homologue, Benjamin Nétanyahou, qui avait effectué une visite très commentée à Budapest il y a un an.

L'objectif immédiat de ce dernier consiste à convaincre les pays européens du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) d'organiser leur prochain sommet en Israël. Une telle délocalisation illustrerait le rapprochement entre l'Etat hébreu et ces nations, dont certaines présentent pourtant des symptômes d'antisémitisme.

« *Chaque premier ministre israélien essaie d'obtenir des soutiens où il peut, cela ne signifie pas qu'on soutient en retour l'idéologie des dirigeants en place*, assure le professeur Shlomo Avineri, ancien directeur général du ministère des affaires étrangères à l'époque de Yitzhak Rabin. *Les gouvernements polonais et hongrois ne sont pas antisémites. C'est un fait,*

il s'agit de régimes néo-autoritaires, mais visiblement cela est accepté au sein même de l'Union européenne. »

Tolérer des épanchements antisémites chez soi et choyer la relation avec Israël serait-il la nouvelle norme? Viktor Orban a été précédé le 10 juin à Jérusalem par le chancelier autrichien, Sebastian Kurz, qui se trouve à la tête d'une coalition avec la formation d'extrême droite Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ). Mais cette alliance n'a pas provoqué de réaction épidermique de la part de l'Etat hébreu. Lors de sa visite, le chancelier Kurz a donné les gages attendus, déclarant: « *Je dois admettre qu'il y a eu beaucoup de gens en Autriche qui n'ont rien fait pour combattre le régime nazi, et beaucoup trop qui ont activement soutenu ces horreurs et en ont même été les perpétrateurs.* »

Entre la Pologne et Israël, une loi mémorielle, adoptée par le Parlement à Varsovie fin janvier, a compliqué des relations autrement étroites. Le texte prévoyait jusqu'à trois ans de prison pour « *l'attribution à la nation ou à l'Etat polonais, en dépit des faits, de crimes contre l'humanité* » dans le contexte de la seconde guerre mondiale.

SOROS, ENNEMI COMMUN

Ce délit a été finalement abandonné. Mais M. Nétanyahou a accepté une déclaration commune, le 27 juin, qui était marquée, selon le centre d'études Yad Vashem, par « *des erreurs graves et des tromperies* ». Elle représentait les

L'alliance du chancelier autrichien avec l'extrême droite n'a pas provoqué de réaction épidermique de l'Etat hébreu

Polonais en héros ou en victimes, minimisant leur participation aux crimes contre les juifs. Pour le premier ministre, les intérêts de l'Etat ont primé. Une constante.

Avant l'arrivée de M. Nétanyahou à Budapest il y a un an, Viktor Orban avait qualifié l'ancien dirigeant hongrois Miklos Horthy d'« *homme d'Etat exceptionnel* ». C'est pourtant sous son autorité que des législations antijuives avaient été adoptées entre 1920 et 1944.

Devant M. Nétanyahou, M. Orban avait assuré à l'époque que la Hongrie aurait une « *zéro tolérance envers l'antisémitisme* ». Au même moment toutefois, se

poursuivait une campagne d'affichage aux relents antisémites contre le milliardaire philanthrope George Soros, qui a consacré des fonds considérables depuis la chute du communisme au soutien des sociétés civiles d'Europe orientale.

Viktor Orban a désigné ce dernier comme le suppôt caché de la cause des migrants, le bouc émissaire de sa politique nationaliste. Cela n'a nullement dérangé le premier ministre israélien. Bien au contraire: il partage l'aversion de son homologue, qui est aussi celle d'Etats autoritaires comme la Russie.

En février, devant les membres de son parti, le Likoud, M. Nétanyahou a prétendu que M. Soros finançait les campagnes de protestation contre l'expulsion des réfugiés d'Erythrée et du Soudan vers des pays tiers. Le milliardaire est devenu l'incarnation du cosmopolitisme et des valeurs libérales, à l'heure de l'ethnicisation de la politique en Occident. Israël, où les députés viennent de voter une loi définissant le pays comme Etat juif, se trouve en pointe de ce phénomène.

Président du Israel Council on Foreign Relations, Dan Meridor se dit très inquiet de cette tendance. Figure du Likoud historique, qui a quitté le parti en constatant sa dérive droitière, il aimerait que son pays « *se tienne clairement dans le groupe des démocraties libérales. Or on assiste chez nous à des tentatives pour changer la nature de notre système, par des projets de loi et une certaine rhétorique. Plus globalement, on voit bien dans le monde une attaque générale contre les valeurs fondamentales de la période post-seconde guerre mondiale, contre la démocratie, les droits de l'homme, l'Etat de droit.* »

« PASSER LE MESSAGE »

MM. Nétanyahou et Orban sont proches, aussi, parce que leurs intérêts convergent et leurs pratiques du pouvoir se ressemblent. Ces dirigeants d'une droite identitaire partagent un discours anti-médias; ils mettent sous tension les rapports entre les pouvoirs exécutif et judiciaire; ils considèrent les ONG critiques de leur gouvernement comme une « *cinquième colonne* ».

Le dirigeant hongrois – comme le parti Droit et justice (PiS) en Pologne – apprécie cette proximité, qui permet en partie de légitimer ses politiques agressives et nationalistes: si on est ami avec Israël, comment pourrait-on être suspecté de tolérer ou d'encourager l'antisémitisme?

M. Orban est aussi un adversaire de l'UE, la faisant dérailler de l'intérieur. Le premier ministre israélien, lui, veut bloquer à Bruxelles toute déclaration commune ou initiative qui critiquerait la colonisation en Cisjordanie ou l'emploi de la force militaire à Gaza. Pour cela, Budapest et Varsovie sont des alliés. La plus belle preuve de leur amitié serait le transfert de leur ambassade vers Jérusalem. On n'en est pas là. En échange, assure la presse israélienne, M. Nétanyahou intercède déjà en faveur de la Hongrie auprès de l'administration Trump.

LE CONTEXTE

COOPÉRATION

Le rapprochement diplomatique entre Israël et les pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) s'est notamment traduit, en décembre 2017, par l'abstention de la Hongrie lors du vote à l'ONU condamnant la reconnaissance par les Etats-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël, à l'encontre du consensus international. Avec la République tchèque et la Roumanie, la Hongrie a également bloqué, en mai, une déclaration de l'Union européenne critiquant la décision de Donald Trump de démissionner l'ambassade des Etats-Unis, de Tel-Aviv à Jérusalem.

Un épisode a résumé la stratégie de M. Nétanyahou, qui mise sur les divisions entre Etats membres de l'UE, à la manière de ce que fait la Russie depuis longtemps. Le 19 juillet 2017, à Budapest, lors d'une session fermée avec le groupe de Visegrad, M. Nétanyahou avait parlé sans retenue de sa frustration vis-à-vis de l'UE. « *C'est fou, c'est vraiment fou* », disait-il au sujet des conditions posées par l'UE pour faire avancer ses relations avec Israël, sur la résolution du conflit avec les Palestiniens et l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie.

« *Je pense que l'Europe doit décider si elle veut vivre et prospérer, ou bien se flétrir et disparaître* », avait ajouté le premier ministre, en demandant à ses interlocuteurs de « *passer le message aux collègues dans le reste de l'Europe* »: l'UE devrait changer d'attitude vis-à-vis de l'Etat hébreu. Ces propos ont été portés à la connaissance de la presse grâce à un micro laissé ouvert dans la salle. A Jérusalem, certains suspectent un oubli volontaire. ■

PIOTR SMOLAR

Polémique en Autriche sur l'abattage rituel

LE GOUVERNEMENT régional de Basse-Autriche s'apprête-t-il à faire des listes de juifs? Une polémique autour de l'égorgeage halal et casher a pris, mercredi 18 juillet, une ampleur qui en dit long sur l'atmosphère politique empoisonnée en Autriche depuis le retour de l'extrême droite au pouvoir en décembre 2017, en coalition avec les conservateurs. Tout est parti de la volonté d'un ministre issu du Parti de la liberté (FPÖ, extrême droite) du Land de Basse-Autriche, une région qui encadre Vienne, de limiter considérablement les méthodes d'abattage religieuses.

Chargé du bien-être animal dans le gouvernement de coalition local dominé par les conservateurs, Gottfried Waldhäusl n'a jamais caché son hostilité à l'égorgeage d'animaux non étourdis prescrit par les religions juive et musulmane. Le FPÖ est régulièrement accusé d'agiter le sujet des souffrances animales pour cacher des mo-

tifs plus basement antisémites ou islamophobes. Mais à défaut de pouvoir l'interdire totalement – une compétence nationale –, M. Waldhäusl a expliqué au quotidien *Wiener Zeitung* qu'il souhaitait limiter la pratique au maximum en « *liant la fourniture de viande à la résidence effective* » dans la région. « *Il n'est pas acceptable que des Viennois viennent faire égorger des milliers d'animaux en Basse-Autriche* », a-t-il justifié.

« Les chapitres les plus sombres »

Cette idée a immédiatement déclenché les protestations du Consistoire juif de Vienne. Pour son président, Oskar Deutsch, elle impliquerait la création de liste nominative de coreligionnaires. « *Or, cela rappelle presque l'époque nazie* », a-t-il dénoncé. Alors que les sujets migratoires, historiques et religieux sont sensibles depuis le retour au pouvoir du FPÖ, la polémique a pris une ampleur nationale. « *Cet enregistrement rappelle les*

chapitres les plus sombres de notre histoire », a fustigé le leader des sociaux-démocrates autrichiens, Christian Kern, en demandant la démission du ministre.

Visiblement gênés, les conservateurs, partenaires majoritaires du FPÖ au niveau national et en Basse-Autriche, ont écarté toute constitution de liste de juifs. « *Nous allons trouver une solution pour dissiper les inquiétudes du président du Consistoire* », a ainsi promis un représentant local de la formation du chancelier Sebastian Kurz.

Mercredi, les sites autrichiens notaient d'ailleurs avec ironie que c'est le prédécesseur social-démocrate de M. Waldhäusl qui avait autorisé les premières restrictions en septembre 2017, en demandant notamment aux autorités locales de vérifier scrupuleusement que les abattoirs pratiquant l'égorgeage ne le fassent que pour des raisons strictement religieuses. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND





Benyamin Nétanyahou et Viktor Orban, à Budapest, en juillet 2017.
BALAZS MOHAI/MTI VIA AP

Nouvelle passe d'armes entre Bruxelles et Tel-Aviv

L'UE dénonce la « confusion inacceptable » faite entre terrorisme et boycottage d'Israël

JÉRUSALEM - correspondant

Sous la politesse qui sied à la diplomatie européenne se devine un énervement profond. Le 5 juillet, la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Federica Mogherini, a adressé une lettre au ton ferme, dont *Le Monde* a eu connaissance, à l'attention du gouvernement israélien. Plus précisément à Gilad Erdan, le ministre de la sécurité publique et des affaires stratégiques.

Son administration avait publié, fin mai, un rapport mettant en cause le financement par l'UE, à hauteur d'environ 5 millions d'euros en 2016, d'une douzaine d'ONG accusées d'appeler au boycottage d'Israël et de soutenir le terrorisme. Des « accusations vagues et sans fondement servant seulement à alimenter des campagnes de désinformation », estime M^{me} Mogherini.

Le rapport faisait la leçon aux Européens, sans nuance ni délicatesse. Il appelait l'UE à agir « en pleine transparence » et à révéler « l'ampleur de son aide financière à des organisations en lien avec le terrorisme et la promotion des boycottages d'Israël ». Les partisans du mouvement BDS (boycottage, désinvestissement, sanctions) souhaitent qu'Israël soit puni en raison de la poursuite de l'occupation en Cisjordanie. Les

autorités israéliennes, elles, considèrent que le BDS est un faux nez pour des groupes hostiles à l'existence même d'Israël, voire antisémites. Le gouvernement a choisi ces dernières années une stratégie beaucoup plus offensive et proactive contre les partisans de ce mouvement.

Dans son courrier, Federica Mogherini dénonce la « confusion inacceptable » que le rapport du ministère israélien introduit entre le terrorisme et la question du boycottage. Elle rappelle la position de l'UE, qui distingue le territoire israélien des territoires occupés depuis 1967. C'est dans cette perspective qu'a été adoptée en novembre 2015 la notice interprétative sur l'étiquetage des produits fabriqués dans les colonies israéliennes en Cisjordanie.

« L'UE rejette toute tentative pour isoler Israël », souligne Federica Mogherini. Toutefois, le simple fait qu'une organisation ou un individu soit lié aux mouvements BDS ne signifie pas que cette entité soit impliquée dans l'incitation ou la réalisation d'actes illégaux, ni que cela la rendrait inéligible pour prétendre à des fonds de l'UE. »

Cette appréciation relève toutefois largement des Etats membres. En France, par exemple, deux arrêts de la Cour de cassation de fin 2015 ont estimé illégaux les appels au boycottage d'Israël. ■

P. SM.

La Knesset adopte une loi controversée définissant Israël comme « Etat juif »

Le texte risque, selon ses détracteurs, d'altérer la nature démocratique de l'Etat

JÉRUSALEM - correspondant

C'est un marqueur identitaire promu par la droite israélienne de longue date. Par 62 voix contre 55, les députés de la Knesset ont adopté, dans la soirée du 18 juillet, une loi controversée définissant Israël comme « foyer national du peuple juif ». Ce texte, prenant force de Loi fondamentale dans un pays sans Constitution, regroupe des éléments qui figuraient déjà dans la déclaration d'indépendance de 1948, dans d'autres lois ou bien ne faisant l'objet d'aucune contestation. Le texte passe en revue les attributs de souveraineté, comme le drapeau, l'hymne national, le calendrier juif.

Mais il comporte aussi des clauses plus sensibles. Il définit Jérusalem comme la capitale « complète et unifiée » d'Israël, alors que le statut de la ville ne devrait être tranché, selon le consensus international, qu'au terme de négociations de paix avec les Palestiniens. Il dégrade la langue arabe en ne lui accordant qu'un statut spécial, la seule langue d'Etat étant l'hébreu. Enfin, il accorde une « valeur nationale » au développement de communautés juives, que l'Etat devrait encourager.

Cette dernière mention a fait l'objet de négociations en début de semaine. Le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et le ministre de l'éducation, Naftali Bennett, leader de la droite messianique, ont convenu d'abandonner la formule initiale, critiquée par les juristes, qui autorisait la formation de communautés exclusivement juives. Même

le président, Réouven Rivlin, avait adressé une lettre aux députés pour s'émouvoir de cette initiative discriminatoire.

Cette loi est « la mort de la démocratie », s'est ému le député Ahmad Tibi, de la Liste arabe unie. Elle était débattue depuis sept ans, sous de nombreuses formes, par les députés. Elle avait même été le prétexte à l'implosion du gouvernement fin 2014 et à la convocation d'élections anticipées par M. Nétanyahou. Ses adversaires estiment que l'équilibre entre les principes démocratiques et la nature juive de l'Etat se trouve menacé.

Stigmatisation

Ces derniers jours, les alertes sur ce front se sont multipliées à la Knesset, notamment au travers de deux autres textes. Le premier, voté le 16 juillet, est associé à une célèbre organisation non gouvernementale (ONG), Breaking the Silence. Composée de vétérans de l'armée, elle documente les crimes et les abus commis par les occupants de la Cisjordanie, ainsi que lors des guerres successives dans la bande de Gaza. La nouvelle loi stipule que dorénavant, les individus et les organisations qui promeuvent des poursuites judiciaires à l'étranger contre les soldats israéliens ne seront plus autorisés à intervenir dans les lycées.

Le paradoxe est que Breaking the Silence, organisation honnie par la droite, n'a jamais milité pour que de hauts gradés ou de simples soldats soient traduits devant un tribunal international. L'ONG n'a fait que recueillir les témoignages, les recouper et essayer d'en extraire

une cohérence en matière de règles d'engagement. Mais elle est devenue pour ses détracteurs le symbole d'une « cinquième colonne » fantasmée.

Au dernier moment de la discussion parlementaire, un amendement a été ajouté par le député du Likoud Amir Ohana. Il étend l'application de la loi aux individus et organisations appelant à « des actes politiques contre l'Etat d'Israël ». Les termes vagues de cette incrimination ouvrent la porte à une stigmatisation publique en fonction de critères purement partisans.

« Il s'agit d'un pic historique dans les atteintes à la liberté d'expression en Israël », explique Michael Sfard, avocat de renom défendant la plupart des ONG mises en cause par la droite. Il y a trois semaines, j'étais à Londres, où j'ai rencontré une vingtaine de députés de tous les partis. Est-ce que j'ai dénoncé la colonisation? Absolument. Est-ce que cela signifie que je serai interdit d'intervenir dans les lycées? » L'avocat dit n'avoir « aucun doute » sur l'extension future de cette loi au-delà du système scolaire.

« Chasse aux traîtres »

L'amendement de dernière minute se veut une réponse à l'intervention devant le Conseil de sécurité des Nations unies (ONU), en octobre 2016, de Hagai El-Ad, directeur de l'ONG B'Tselem. Celui-ci avait alors dénoncé la poursuite de l'occupation, appelant le Conseil à agir. La coalition avait, dès lors, redoublé d'efforts pour mettre en cause les ONG dites de gauche. « Les députés avancent avec de plus en plus de confiance contre

les Palestiniens, mais aussi contre ceux, en Israël, qui s'opposent à cette injustice, explique Hagai El-Ad. Ils sont partis à la chasse aux traîtres. »

La troisième loi votée à la Knesset concerne les recours en justice de Palestiniens, essentiellement de la zone C (60 % de la Cisjordanie), s'estimant atteints dans leurs droits par l'occupant israélien. Certains dénoncent l'expropriation de leurs terres par les colons ou la destruction de leur maison. D'autres contestent l'interdiction qui leur est opposée de voyager en sortant via Israël.

Jusqu'à présent, ces Palestiniens saisissaient directement la Haute Cour de justice. Mais dorénavant, c'est un tribunal civil ordinaire qui examinera leurs plaintes en première instance. Pour les initiateurs du projet, c'est une façon d'offrir aux colons le même cadre juridique que les autres citoyens israéliens. L'autre justification est l'engorgement de la Haute Cour, qui doit gérer près de dix mille dossiers par an.

Derrière ces arguments apparaît en réalité une avancée importante vers l'annexion. « Il s'agit de normaliser la présence israélienne en Cisjordanie, pour en faire un simple district israélien », explique Michael Sfard. Historiquement, c'est la loi militaire qui s'appliquait en Cisjordanie. Mais les députés de droite promeuvent différentes initiatives pour que toutes les lois votées à la Knesset s'appliquent aussi aux juifs vivant en Cisjordanie. Une façon d'étendre la souveraineté politique et juridique d'Israël. ■

P. SM.

Tensions entre la Grèce et la Russie au sujet de la Macédoine

Moscou critique l'expulsion par Athènes de deux diplomates accusés d'ingérence

MOSCOU - correspondante

Eclipée par le débat sur l'ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine de 2016, une autre affaire met en lumière l'intrusion présumée de Moscou dans les affaires intérieures d'un pays européen, la Grèce. Le 11 juillet, au début du sommet de l'OTAN à Bruxelles, Athènes a expulsé deux diplomates russes et interdit son territoire à deux autres diplomates.

Le milliardaire russo-grec Ivan Savvidis, patron du PAOK, le club de football de Thessalonique, est également mis en cause dans ces interférences, qui ont pour toile de fond l'accord historique signé le 17 juin entre la Grèce et la Macédoine, afin de rebaptiser l'ex-république yougoslave en « Macédoine du Nord », lui ouvrant ainsi la voie d'une adhésion à l'Alliance atlantique et à l'Union européenne.

« Cet accord a conduit à une scission profonde dans la société en Grèce et en Macédoine », a déclaré, le 18 juillet, la porte-parole du ministère des affaires étrangères russe, Maria Zakharova. Il est évident qu'il est loin de consolider la paix et la sécurité dans les Balkans, ce n'est qu'un outil exclusif pour attirer plus rapidement la république de Macédoine dans l'OTAN. »

Ces propos ont indigné Athènes, qui dénonce « un exemple caractéristique d'irrespect pour un pays tiers et de manque de compréhension du monde actuel, où les Etats, indépendamment de leur taille, sont indépendants ». Mercredi soir, la diplomatie grecque a estimé que Moscou « semble vouloir légitimer ces actions illégales », ajoutant : « Personne ne peut ou n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de la Grèce. »

Inhabituelles entre la Russie et la Grèce – qui ne s'était pas jointe au vaste mouvement d'expulsions de diplomates russes d'Europe dans le cadre de l'affaire Skripal –, ces nouvelles tensions sont apparues lorsque, citant des sources diplomatiques, le journal grec *Kathimerini* a révélé que les autorités grecques soupçonnaient Moscou d'avoir cherché à saboter l'accord.

Versements

Signé par le premier ministre, Alexis Tsipras, et son homologue macédonien, Zoran Zaev – en dépit de l'opposition de son président, Gjorge Ivanov –, le document a mis fin à un différend vieux de vingt-sept ans. Jusqu'alors, Athènes avait toujours opposé son veto au changement de nom de l'ancienne république yougoslave (ARYM en abrégé), redoutant des visées de Skopje sur la province septentrionale de la Grèce, qui s'appelle aussi la Macédoine.

Selon plusieurs sources, les diplomates russes auraient notam-

L'accord sur le nouveau nom de la Macédoine lui ouvre la voie d'une adhésion à l'OTAN et à l'UE

ment tenté d'influencer la République monastique du Mont-Athos pour contrer le projet. Dans ce haut lieu orthodoxe, considéré de tout temps comme une porte d'entrée des espions russes d'après les médias grecs, pas moins de quatre-vingt-dix moines russes ont changé de nationalité ces dix dernières années.

De plus, selon une enquête de l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), un collectif de journalistes d'investigation est-européen, soutenu par le département d'Etat américain, le milliardaire Ivan Savvidis aurait déboursé des centaines de milliers d'euros pour financer des mouvements de protestation à Skopje contre l'accord du 17 juin. Le ministère de l'intérieur macédonien détient les preuves d'au moins une partie des versements effectués, parfois transférés en liquide à la frontière grecque, affirme Investigative Reporting Lab Macedonia, partenaire de l'OCCRP. Parmi ces bénéficiaires figuraient des responsables politiques macédoniens de divers partis d'organisations nationalistes liés à l'association de supporters Komiti du club Vardar.

Réciprocité

L'ancien dirigeant de Komiti, Alexander Kolevski, s'est récemment vu refuser l'entrée en Grèce parce qu'il représentait un « danger pour la paix et la sécurité publiques, la sécurité intérieure et les relations internationales de la Grèce », selon Investigative Reporting Lab. Le club Vardar est détenu par un riche homme d'affaires, Sergueï Samsonenko, actuel consul honoraire de Russie dans la ville macédonienne de Bitola.

Ivan Savvidis, qui s'est illustré le 11 mars en déboulant avec un pistolet à la ceinture sur la pelouse d'un stade, en Grèce, doit sa fortune, estimée à 1,9 milliard de dollars, au principal fabricant de cigarettes russes, Donskoy Tabak, devenu sa propriété après sa privatisation. Député russe jusqu'en 2011, cet homme de 59 ans, que l'on dit proche de Vladimir Poutine, a acquis la nationalité grecque en 2013.

Le 13 juillet, Moscou a convoqué l'ambassadeur grec pour lui reprocher « des décisions antirusse » derrière lesquelles se tiendrait « Washington », et menacer Athènes de réciprocité en renvoyant deux diplomates. « Vouloir intégrer de force la Macédoine ne fait que confirmer que la politique de la « porte ouverte » est devenue pour l'OTAN un but en soi et un moyen de prendre le contrôle de territoires », fulmine la diplomatie russe.

Dans un rapport du 6 juillet, le Parlement britannique avait souligné le « risque » d'une « ingérence étrangère » dans ce processus, au sein d'une région sensible aux yeux de Moscou depuis le conflit des années 1990 et la dislocation de la Yougoslavie, ajoutant : « La Russie est prête à faire tout ce qu'elle peut pour perturber le chemin des Balkans vers la stabilité et la démocratie. » L'accord « historique » entre Athènes et Skopje doit encore être approuvé par référendum dans les deux pays. ■

ISABELLE MANDRAUD
(AVEC MARINA RAFENBERG, À ATHÈNES)

TURQUIE

Levée de l'état d'urgence

La Turquie a levé, jeudi 19 juillet, l'état d'urgence en vigueur depuis deux ans, mais l'opposition craint qu'il ne perdure de fait à travers une nouvelle loi « antiterroriste ». Ce régime d'exception avait été mis en place le 20 juillet 2016, quelques jours après une tentative de coup d'Etat contre le président Recep Tayyip Erdogan. Au cours des deux années sous état d'urgence, la Turquie a vécu des purges qui ont conduit à l'incarcération de près de 80 000 personnes soupçonnées de liens avec le putsch manqué ou avec le « terrorisme » et au limogeage de plus de 150 000 fonctionnaires. La levée de l'état d'urgence survient moins d'un mois après les élections présidentielle et législatives remportées par M. Erdogan. — (AFP)

AUSTRALIE

Pédophilie : l'Australie demande le renvoi d'un archevêque

Le premier ministre australien, Malcolm Turnbull, a appelé, jeudi 19 juillet, le pape François à limoger un archevêque condamné pour avoir couvert des actes pédophiles. Philip Wilson, archevêque d'Adélaïde, a été condamné début juillet à un an de prison après avoir été reconnu coupable d'avoir dissimulé les sévices commis dans les années 1970 par le prêtre pédophile Jim Fletcher. Mais il a été maintenu dans ses fonctions. « Il aurait dû démissionner, et le temps est venu pour le pape de le limoger », a déclaré M. Turnbull. — (AFP)

Au Nicaragua, le « nettoyage » d'Ortega

Les forces du régime ont violemment repris Masaya, bastion de l'opposition

MEXICO - correspondance

La répression s'accroît au Nicaragua à la veille du 39^e anniversaire, jeudi 19 juillet, de la révolution sandiniste. Armés de fusils d'assaut, des policiers et des paramilitaires ont repris, mardi, le contrôle de la ville rebelle de Masaya (ouest), un des principaux bastions du mouvement pacifique de contestation contre le président Daniel Ortega. Ce bras de fer entre le gouvernement et ses opposants a fait près de 300 morts, malgré la levée de boucliers de la communauté internationale.

Des centaines de Nicaraguayens fuyaient, mercredi 18 juillet, Masaya, ville de 100 000 habitants située à 35 km de la capitale, Managua. « Le gouvernement et ses escadrons de la mort pourchassent les protestataires jusque dans les maisons », s'alarme un habitant qui souhaite rester anonyme, joint par téléphone au lendemain d'une opération policière meurtrière. Cette dernière a ciblé le quartier indigène de Monimbo, devenu l'épicentre de la révolte qui exige le départ de M. Ortega depuis trois mois.

Un millier d'hommes cagoulés, armés de kalachnikov et de M-16, ont pénétré, mardi, à Monimbo, tirant sur les opposants qui tentaient de répliquer à coups de mortiers ou de pierres. Selon le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh), qui a dénoncé « un usage excessif de la force », les affrontements ont fait



au moins deux morts, dont un policier, et des dizaines de blessés. « Depuis, toutes les barricades que nous avons dressées ont été retirées et les forces progouvernementales patrouillent », déplore cet habitant apeuré.

La veille, le gouvernement s'est félicité, dans un communiqué, d'avoir « libéré » ce « quartier historique, après avoir été kidnappé par des terroristes financés par la droite putschiste ». Des images diffusées sur les réseaux sociaux montraient des policiers et des paramilitaires tirant en l'air et brandissant le drapeau rouge et noir du Front sandiniste de libération nationale (FSLN, au pouvoir) dans une ville désertée. « Monimbo est un symbole pour Ortega, qui voulait récupérer ce quartier à tout prix avant l'anniversaire de la révolution », explique l'historienne Monica Baltodano, qui était membre du FSLN avant de s'opposer au régime. Monimbo a joué un rôle-clé dans

la révolution sandiniste de 1979, qui a renversé la dictature de la famille Somoza. A l'époque, les guérilleros sandinistes, menés par Daniel Ortega, s'étaient repliés dans ce quartier avant l'attaque finale, le 19 juillet 1979 à Managua, contre le régime dynastique.

« Ortega est devenu le dictateur que nous avons combattu, déplore M^{me} Baltodano. Monimbo est aujourd'hui le bastion de la résistance contre lui. » Cette résistance populaire est née le 18 avril d'une première manifestation contre une réforme de la sécurité sociale, avant de devenir un mouvement national de protestation, dont les étudiants sont les fers de lance. Les opposants accusent l'ancien guérillero de 72 ans, au pouvoir depuis 2007 après avoir gouverné le pays de 1979 à 1990, d'avoir instauré avec son épouse et vice-présidente, Rosario Murillo, un régime corrompu et népotiste. Ils réclament le départ du couple et l'organisation d'élections anticipées.

Opposants « diaboliques »

Mais M. Ortega et M^{me} Murillo s'accrochent au pouvoir dans ce pays de six millions d'habitants. Leur répression a fait plus de 280 morts, selon le Cenidh. Lundi, la première dame avait annoncé publiquement « un nettoyage » de Monimbo des opposants « diaboliques, satanistes et terroristes ». Quelques heures plus tard, l'Assemblée nationale, contrôlée par le gouvernement, votait une loi punissant de quinze à vingt

Le quartier de Monimbo, épicentre de la révolte, a été ciblé par la police

ans de prison les actes de terrorisme « altérant l'ordre constitutionnel ». Pour M^{me} Baltodano, « le gouvernement cherche à faire condamner les leaders de la protestation pour tenter d'étouffer le mouvement ». A l'instar de Medardo Mairena, représentant paysan de l'opposition, arrêté vendredi à Managua, et accusé, mardi, de terrorisme et d'assassinats par le ministère public.

Quatre jours plus tôt, le 13 juillet, alors qu'une grève générale paralysait le pays, les troupes antiémeutes, épaulées par des paramilitaires, attaquaient l'Université nationale autonome de Managua (UNAN), qui était occupée depuis trois mois par les protestataires. « Deux compagnons sont morts et seize sont blessés », dénonce Jonathan Lopez, 20 ans, qui a été pris pour cible aux côtés de 250 camarades. Depuis, les étudiants ont abandonné l'UNAN. « La révolution continue !, assure cet étudiant en économie qui se cache pour ne pas être arrêté. On s'organise désormais via les réseaux sociaux au nom de la justice et de la démocratie. »

Des exigences soutenues par la communauté internationale, qui

réclame la fin de la répression. Mercredi, l'Organisation des Etats américains (OEA) a approuvé une résolution condamnant les violations des droits de l'homme par le régime. Le texte exhorte le gouvernement à démanteler ses groupes paramilitaires et à établir avec l'opposition un calendrier pour des élections anticipées. Quelques heures plus tôt, des sénateurs américains, démocrates et républicains, présentaient un projet de loi prévoyant des sanctions contre les membres du gouvernement Ortega. La veille, l'Union européenne avait demandé la fin immédiate des violences, emboîtant le pas à l'ONU et à treize pays d'Amérique latine.

M^{me} Murillo n'a pas commenté la résolution de l'OEA, se contentant d'annoncer dans les médias la célébration, jeudi, de l'anniversaire de la révolution dans « toutes les municipalités du pays ». Pour M^{me} Baltodano, « le soutien de la communauté internationale est important. Mais c'est la résistance populaire et pacifique qui fera partir Ortega et Murillo. Leur contrôle de Masaya et de l'UNAN est une victoire empirique pour eux. Mais ces prises par la force sont déjà des dérives morale et politique pour le couple, révélant le fossé qui se creuse entre le pouvoir et la population ». M^{me} Baltodano doute de la capacité du gouvernement à rassembler les masses pour fêter, jeudi, une révolution « qu'Ortega a transformée en dictature ». ■

FRÉDÉRIC SALIBA

Le Monde
WEEK-END

DÈS VENDREDI EN KIOSQUE



LEMONDE.FR/M-LE-MAG

Cuba reconnaît la propriété privée dans une refonte de sa Constitution

La réforme entérine les transformations économiques lancées en 2010 par l'ex-président et chef du Parti communiste Raul Castro

Petite révolution ou continuité dans le changement ? Le régime cubain a décidé d'inscrire dans la Constitution le « rôle du marché et de nouvelles formes de propriété, parmi lesquelles la propriété privée ». Cette reconnaissance, faite dans le cadre d'une vaste refonte de la Loi fondamentale, doit être débattue à l'Assemblée nationale à partir du samedi 21 juillet, avant d'être soumise à référendum.

Si le texte souligne aussi « l'importance de l'investissement étranger pour le développement économique du pays », Granma, le bulletin officiel du Parti communiste cubain (PCC), qui en a dévoilé les grandes lignes le 13 juillet, s'empresse de préciser qu'il « réaffirme le caractère socialiste du système politique, économique et social », ainsi que le « rôle directeur du PCC comme force dirigeante supérieure de la société et de l'Etat ».

« Attitude ambiguë »

Au niveau institutionnel, le poste de premier ministre est créé et le mandat du président est limité à cinq ans, renouvelable une seule fois – ce que le président Raul Castro, successeur de son frère aîné, Fidel, depuis 2008 (et par intérim depuis 2006), avait déjà appliqué à lui-même, permettant l'arrivée au pouvoir de Miguel Diaz-Canel, élu le 19 avril par les députés cubains.

La décision de réformer la Constitution de 1976 a été approuvée le 2 juin par l'Assemblée nationale, qui avait mandaté à cette fin une commission composée de 33 députés et présidée par M. Castro, qui demeure le premier secrétaire du comité central du PCC.

La réforme présentée par Granma ne fait qu'entériner les

transformations économiques lancées depuis 2010 sous la présidence de Raul Castro. A cette date, le régime avait autorisé les Cubains à exercer 201 métiers ou activités à leur propre compte (les fameux *cuentapropistas*), comme travailleur indépendant ou auto-entrepreneur. Un embryon d'économie marchande, alors que les ressources de l'Etat avaient fondu après la fin des subsides de l'Union soviétique. Aujourd'hui, presque 600 000 Cubains, soit 13 % de la population active, sont *cuentapropistas*.

« Ce projet de réforme va-t-il déboucher sur un changement plus important ? », s'interroge Jérôme Leleu, doctorant en sciences économiques à l'EHESS, qui travaille sur le rôle de l'Etat et les finances publiques à Cuba. Je ne crois pas. Cette dernière année, le gouvernement a eu une attitude ambiguë vis-à-vis du secteur privé, notamment avec la suspension, en août 2017, de l'octroi de licences de travail pour les *cuentapropistas*.

Pour Vincent Bloch, sociologue spécialiste de Cuba, « le fait que les moyens de production restent la propriété collective et que la planification d'Etat soit toujours en vigueur montre que rien ne

change vraiment ». « Est-ce que la reconnaissance du rôle du marché signifie que l'on reconnaît la division entre intérêts publics et intérêts privés ? Pas du tout », insiste M. Bloch.

Mais, nuance le sociologue auteur de deux ouvrages sur Cuba, « cela ne veut pas dire non plus que la doctrine est immuable ». Depuis quinze ans, explique-t-il, « les questions sont toujours les mêmes : est-ce qu'il y a un vrai changement, est-ce que les réformes portent... Ces questions viennent d'une conception erronée selon laquelle le régime était totalement immobile et que tout se serait effondré avec la chute du Mur. Il y a toujours eu à Cuba un processus dynamique à l'intérieur de règles certes immuables ».

Autre nouveauté : le texte, qui comptera un préambule et 224 articles, garantira, selon Granma, la « non-discrimination pour identité de genre », une revendication de Mariela Castro – la fille de Raul –, défenseuse des droits des personnes LGBT (lesbiennes, gays, bi, trans). La formule est vague et, surtout, ne mentionne pas l'orientation sexuelle. Mais elle pourrait, considère Jérôme Leleu, ouvrir la voie à des lois comme le mariage pour tous.

« Le fait que ce soit écrit dans la réforme constitutionnelle est un premier pas, concède Vincent Bloch. Il faut maintenant se demander s'il s'agit d'une réelle volonté politique ou si cela relève d'une habitude qu'a prise le régime cubain de suivre certains paramètres imposés par les organisations internationales, pour montrer qu'il mérite d'être réintégré dans le concert des nations. » ■

ANGELINE MONTOYA

Le texte garantira la « non-discrimination pour identité de genre ». Une nouveauté

Hausse des infections sexuellement transmissibles

En France, les infections à chlamydia et à gonocoque, très contagieuses, ont triplé entre 2012 et 2016

Au début des vacances estivales, propices aux rencontres, Santé publique France a publié, mercredi 18 juillet, des chiffres montrant la recrudescence des infections sexuellement transmissibles (IST), qui se transmettent principalement lors de rapports sexuels non protégés. Fréquentes et très contagieuses, les infections à chlamydia trachomatis et à gonocoque ont l'une et l'autre triplé en 2016 par rapport à 2012. Des chiffres élevés par rapport à d'autres pays européens.

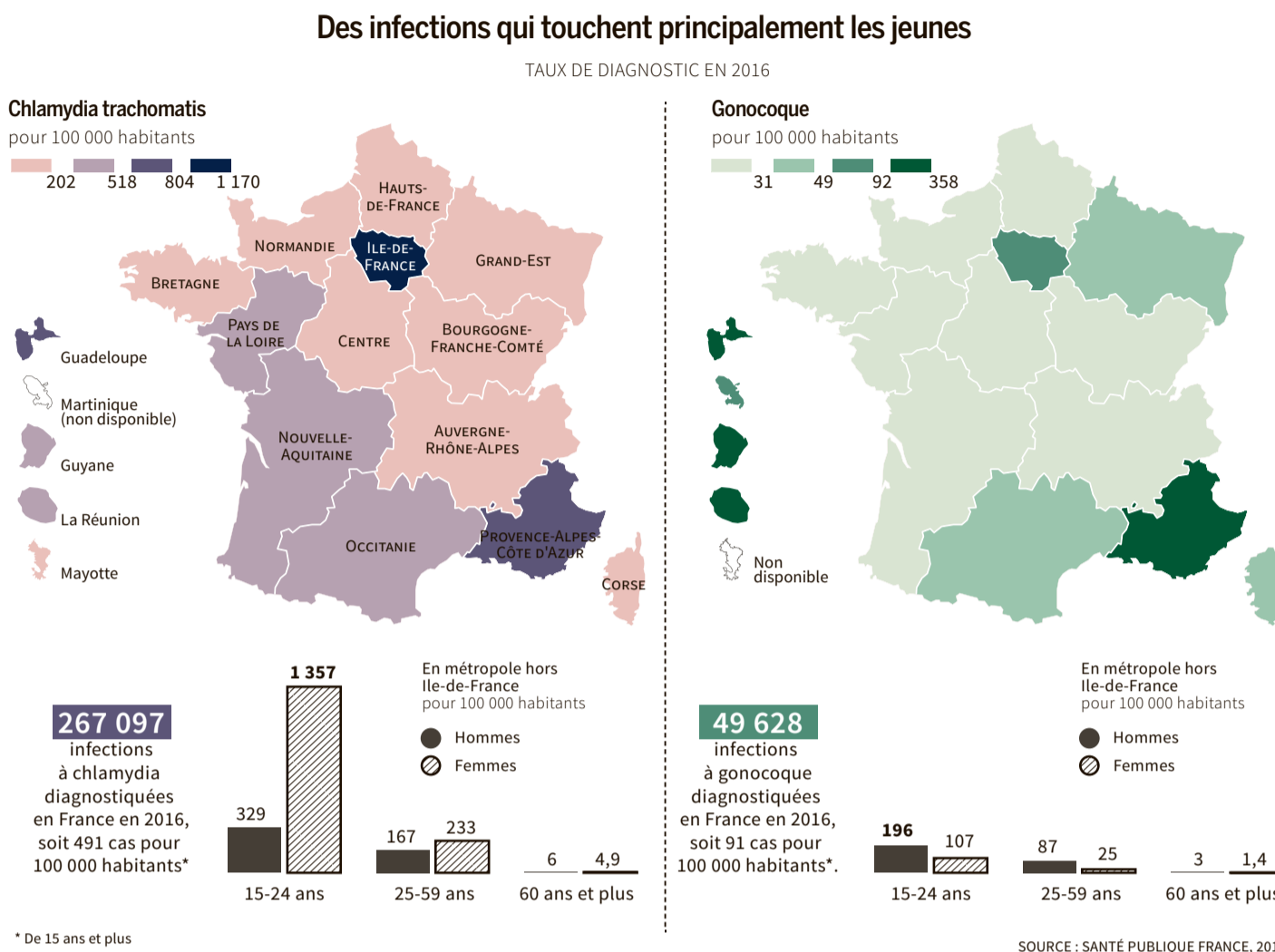
Ainsi, selon cette enquête menée auprès des laboratoires de biologie médicale publics et privés volontaires, une infection à chlamydia a été diagnostiquée en France chez 267 097 personnes en 2016, soit 491 cas pour 100 000 habitants, ainsi que 49 628 infections à gonocoque, encore appelées blennorragie ou « chaude-pisse » par Rabelais. Pour mémoire, en 2012, le nombre de diagnostics de ces IST se chiffrait respectivement à 77 000 et à 15 000 cas.

Pour la première fois, précise l'agence, ces estimations renseignent sur le sexe, l'âge et la région. Les jeunes femmes de 15-24 ans sont les plus touchées par les infections à chlamydia, elles représentent 38 % de l'ensemble des diagnostics. Les régions les plus affectées sont l'Ile-de-France et la Guadeloupe.

Infections « silencieuses »

« C'est en réalité beaucoup plus. Il ne s'agit là que de nouveaux diagnostics, qui ne prennent évidemment pas en compte les personnes qui n'ont pas consulté », explique Florence Lot, responsable de l'unité VIH-Sida IST à Santé publique France.

Car ces infections sont très souvent « silencieuses », ne donnant pas lieu à des symptômes, notamment chez les femmes. Toute personne peut ainsi sans le savoir être porteuse d'une IST et contaminer sa ou son partenaire. Et une IST non diagnostiquée peut, à la longue, entraîner d'importantes complications : risques de salpingite, de stérilité, de grossesse extra-utérine, de douleurs pelviennes chroniques...



Dans les pays industrialisés, l'infection à chlamydia est la principale cause d'infertilité

Dans les pays industrialisés, l'infection à chlamydia trachomatis est la principale cause d'infertilité, du fait de l'inflammation des trompes utérines, précise le site *Info-ist.fr*. Les risques de complication concernent surtout les femmes, mais les hommes sont aussi touchés et peuvent transmettre les chlamydia à leur partenaire.

Quant aux infections à gonocoques, les hommes, majoritaires, représentent près des trois quarts des diagnostics (73 %), sauf dans les départements d'outre-mer où les femmes prédominent. De plus, les personnes qui consultent en médecine générale ne sont pas forcément prises en compte dans les statistiques de Santé publique France. Comment expliquer une telle hausse? Pour l'agence sanitaire, elle est sans doute due à une sous-estimation du nombre de cas en 2012 et à une amélioration de la sensibilité des tests utilisés, mais pas seulement. « La prévalence élevée de ces infections chez les moins de 25 ans s'explique par un nombre de partenaires important, et un recours non systématique au préservatif », souligne Florence Lot.

Si la plupart des jeunes utilisent un préservatif lors du premier rapport sexuel, 48 % des étudiants et 20 % des lycéens déclarent ne pas en utiliser à chaque rapport, selon l'enquête de la mutuelle Smerep sur la santé des étudiants, fin juin. De plus, 71 % des étudiants et 80 % des lycéens ne se font pas systématiquement dépister lors d'un changement de partenaire, et même jamais pour 41 % et 62 % d'entre eux, selon cette enquête. Or, en cas de dépistage positif, un traitement antibiotique permet de guérir l'infection. Ce traitement doit concerner la personne diagnostiquée et ses partenaires. Le dépistage peut être effectué à l'issue d'une consultation chez un médecin, mais aussi dans les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic.

Le préservatif reste le moyen le plus efficace pour lutter contre les IST, insiste Santé publique France, qui vient de lancer une campagne de prévention visant à en faire « l'accessoire indispensable du quotidien ». La campagne renvoie aussi sur le site consacré à la sexualité des jeunes *Onsexprime.fr*. « Tout rapport sexuel doit être protégé, qu'il soit vaginal, anal ou buccal (fellation) », insistent les médecins qui suivent les IST. « C'est un problème de santé publique, alerte Florence Lot, car ces infections sont très contagieuses, très fréquentes, et leurs complications nombreuses. » La Haute Autorité de santé (HAS) a travaillé sur une nouvelle évaluation de la stratégie de dépistage des infections à chlamydia, les précédentes recommandations datant de 2003.

« Tout rapport sexuel doit être protégé, qu'il soit vaginal, anal ou buccal (fellation) », insistent les médecins qui suivent les IST

Le phénomène n'est pas nouveau. Mais cette augmentation s'amplifie. De plus, les cas de syphilis, une maladie qui avait disparu, sont progressivement réapparus au début des années 2000. L'infection par le virus du sida (VIH) se maintient, elle, à un niveau élevé dans l'Hexagone, avec environ 6 000 personnes qui ont découvert leur séropositivité en 2016, selon Santé publique France.

Niveau record aux Etats-Unis
Le nombre de cas d'hépatite B déclarés est stable ces dernières années. Les cas de lymphogranulomatose vénérienne rectale (LGV), dus eux aussi à chlamydia trachomatis, sont en hausse. Les co-infections sont en outre fréquentes, d'où l'importance que ces infections soient bien dépistées. La tendance à la hausse des IST sévit également dans d'autres pays, comme le Royaume-Uni. Public Health England a récemment publié des chiffres montrant leur forte augmentation outre-Manche. De même, elles ont atteint un niveau record aux Etats-Unis, avec plus de deux millions de cas de chlamydie, de gonorrhée et de syphilis recensés en 2016, « le chiffre le plus élevé jamais atteint », indique le rapport annuel sur la surveillance des maladies sexuellement transmissibles, publié par les Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies. Selon l'Organisation mondiale de la santé, plus d'un million de personnes contractent chaque jour une IST. Des lacunes dans l'éducation sexuelle sont souvent pointées avec un manque d'information. Dans ce contexte, il est nécessaire de repenser la prévention. ■

PASCALE SANTI

Des substances toxiques dans les tampons et serviettes hygiéniques

Sans émettre d'alerte, l'agence sanitaire française recommande aux marques d'éliminer certains composants de leurs procédés de fabrication

Le lindane et le quintozone sont deux pesticides dont l'usage est interdit en Europe depuis 2000. Ils sont pourtant présents là où on les attendrait le moins : dans des serviettes hygiéniques et des protège-slips commercialisés en France. Et ils ne sont pas les seules substances dangereuses à se cacher dans les protections intimes. On y retrouve même du glyphosate, le célèbre herbicide de Monsanto.

Un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), publié jeudi 19 juillet, dresse la liste des composés chimiques « préoccupants » identifiés. Elle est effarante.

Outre des pesticides, des tests conduits en 2016 ont montré la présence d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ou de phtalates dans les protections externes, de dioxines et furanes ainsi que de DnOP (phtalate) dans les tampons. Des substances aux effets cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR) démontrés, ou considérées comme perturbateurs endocriniens.

Comment ces substances peuvent-elles se retrouver dans des protections intimes? Les experts de l'Anses notent que les matériaux de fabrication sont « mal documentés » et que les auditions des fabricants n'ont « pas permis de les caractériser de façon précise ». Sur la base des informations données par les marques, ils estiment néanmoins que, hormis une substance parfumante (BMHCA, perturbateur endocrinien potentiel), les produits incriminés n'ont pas été ajoutés intentionnellement. Ils sont issus d'une contamination des matières premières (pesticides dans les produits d'origine naturelle dérivés du coton) et des procédés de fabrication.

« Composés organiques volatils »
Des agents chlorés utilisés dans le processus de blanchiment peuvent ainsi être à l'origine de la formation de dioxines et furanes. Pour les HAP, que l'on retrouve habituellement dans la fumée de cigarette et des moteurs diesel, les experts penchent pour le mode d'assemblage ou de conditionnement à haute température.

Saisie en avril 2016 par le ministère de la santé et la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), l'Anses se veut toutefois rassurante. Elle conclut à « l'absence de risque sanitaire » par voie cutanée en raison des « très faibles concentrations » mesurées et toutes « sans dépassements de seuils sanitaires ». Néanmoins, l'Agence précise que les calculs de risque ne prennent pas en compte les effets perturbateurs endocriniens ni les effets sensibilisants cutanés de ces composés chimiques.

Aussi l'Anses recommande-t-elle aux marques d'améliorer la qualité des matières premières et de réviser certains procédés de fabrication, afin d'« éliminer ou, à défaut, de réduire autant que possible la présence de ces substances, en particulier celles présentant des effets CMR, perturbateurs endocriniens ou sensibilisants cutanés ». A la différence des Etats-Unis, où la commercialisation des protections intimes – classées en dispositifs médicaux – est encadrée depuis la fin des années 1970, il

n'existe pas de réglementation spécifique en France. Dans le cadre du règlement européen Reach, l'Anses soutient un projet de restriction des substances CMR dans les produits d'hygiène féminine. Il est à l'étude à l'initiative de la Commission. Pour compléter son avis, l'Anses a lancé des essais supplémentaires. Ils visent à mieux caractériser la composition des tampons et des coupes menstruelles. Concernant ces dernières, les informations ne sont « pas suffisantes » pour en « apprécier les risques ». « Normalement, l'élastomère ou le silicone qui les composent sont de qualité médicale, mais certai-

Certaines des substances détectées se trouvent aussi dans la fumée de cigarette et les émissions diesel

nes coupes peuvent libérer des composés organiques volatils ou des phtalates, fait remarquer le professeur Gérard Lasfargues, directeur général délégué de l'Anses. On a d'autant plus besoin de données qu'elles sont de plus en plus utilisées, notamment par les jeunes femmes. »

« Colles et additifs »
Existe-t-il des alternatives sans résidus chimiques? Plusieurs marques proposent des protections « bio ». « Bien sûr, il y a moins de risques de retrouver des pesticides dans des produits conçus à partir de matière première bio, mais ils peuvent tout aussi bien être contaminés par des HAP, des dioxines et furanes ou des phtalates dans le processus de fabrication, via les colles ou les additifs, avertit le professeur Lasfargues. Aujourd'hui, on ne peut garantir l'absence de produit chimique dans aucun produit. » Ce que peuvent en revanche assurer les experts, c'est que le syndrome de choc toxique (SCT) menstruel, principal risque microbiologique – « rare mais potentiel-

lement grave » –, lié au port de protections intimes n'est pas dû à la présence de ces substances. Le risque de développer cette maladie causée par une toxine bactérienne augmentée avec une utilisation prolongée d'une protection interne ou l'usage d'une protection d'une capacité d'absorption plus forte que nécessaire. Aucune serviette ou protège-slip n'a été impliqué dans des cas de SCT, indique l'Anses. Le grand public avait découvert le syndrome de choc toxique en 2015 quand le mannequin américain Lauren Wasser avait été amputée de la jambe gauche à la suite d'un SCT. En France, une pétition avait alors été lancée pour demander de « rendre visibles les compositions des tampons de la marque Tampax ». Le leader du marché s'y est résolu depuis le printemps 2017. L'Anses préconise aujourd'hui que tous les fabricants affichent des indications claires relatives à ce risque sur les emballages et les notices d'utilisation des tampons et des coupes menstruelles. ■

STÉPHANE MANDARD

IMPOSTURES SCIENTIFIQUES

Alerte au business de la fausse science

Tous les ans, de pseudo-revues savantes publient des milliers d'articles qui n'ont pas de valeur scientifique

Le savoir, lui non plus, n'échappe pas à la contrefaçon. La part prise par la « fausse science » dans la production scientifique mondiale augmente de manière considérable depuis une dizaine d'années et aucun signe de pause ne semble poindre à l'horizon. Au sein d'une collaboration baptisée « Fake Science » et formée de 23 médias internationaux, dont la Norddeutscher Rundfunk (NDR), la Süddeutsche Zeitung, The New Yorker ou encore l'Aftenposten, Le Monde a enquêté sur l'ampleur et l'impact de ce phénomène, qui n'épargne pas la France.

A quoi peut ressembler de la science contrefaite ? Depuis une décennie, des dizaines de maisons d'édition peu scrupuleuses comme Omics et Science Domain (Inde), Waset (Turquie) ou encore Scientific Research Publishing (Chine) ont créé des centaines de revues en accès libre au nom ronflant, ayant toutes les atours de vraies revues savantes. Mais contrairement à celles-ci, ces journaux ne disposent pas d'un comité éditorial, ils facturent des frais aux chercheurs – de l'ordre de quelques centaines d'euros par article – et publient

les « travaux » sans contrôle et très rapidement. Ils ne soumettent pas les manuscrits des comptes rendus de recherche qu'ils reçoivent à la « revue par les pairs » (peer review, en anglais). Ce processus de contrôle qualité, préalable à toute publication savante, est l'une des étapes-clés de la construction de la science.

Le même mécanisme existe pour les conférences scientifiques : souvent sollicités par courriel, des chercheurs s'inscrivent, moyennant finance, pour présenter leurs travaux. Mais il n'y a bien souvent personne – ou pas grand monde – pour écouter ces simulacres de conférences.

Données fabriquées

De la diffusion de fausses informations à la promotion de médicaments en passant par l'activisme climatosceptique ou anti-vaccin, voire simplement la volonté de chercheurs de « gonfler » artificiellement un CV : les motivations des chercheurs sont nombreuses. En 2014, des « travaux » publiés dans de telles fausses revues ont par exemple été présentés sous les ors de l'Académie des sciences française, pour mettre en doute la responsabilité humaine dans le changement climatique en cours...

Les journalistes de la Süddeutsche Zeitung et de la NDR ont mis la main au portefeuille : ils ont soumis pour publication au Journal of Integrative Oncology, édité par la société Omics, les résultats d'une étude clinique montrant que de l'extrait de propolis était plus efficace sur le cancer colorectal que les chimiothérapies conventionnelles. L'étude était fictive, les données fabriquées, et les auteurs, affiliés à un institut de recherche imaginaire, n'existaient pas non plus. La publication fut néanmoins acceptée en moins de dix jours et publiée le 24 avril. Le patron d'Omics ayant été ensuite contacté par les journalistes de la collaboration Fake science, l'article a été retiré – il reste néanmoins visible dans le cache de Google.

Le documentaliste américain Jeffrey Beall (Aurora Library, à Denver) a dressé le premier, entre

Une étude imaginée par des journalistes fut acceptée en moins de dix jours et publiée le 24 avril

2012 et 2017, une liste de ces « journaux prédateurs », ainsi que les spécialistes les nomment. Elle est aujourd'hui utilisée par de nombreux chercheurs en « scientométrie ». M. Beall a recensé pas moins de 11 000 revues scientifiques douteuses. Cependant, cette liste est controversée : une zone grise existe entre journaux de médiocre réputation et publications frauduleuses.

D'autres estimations ont été proposées, aussi impressionnantes. Dans une étude publiée en 2015 dans la revue BMC Medicine, Cenyu Shen et Bo-Christer Björk (Hanken School of Economics, à Helsinki) estiment, pour leur part, à environ 8 000 le nombre de journaux prédateurs actifs en 2014. La quantité d'articles scientifiques douteux aurait été, selon les deux

chercheurs, multipliée par huit entre 2010 et 2014, passant de 50 000 à environ 400 000.

Accessibles librement sur le Web, ces articles sont aussi, parfois, indexés par les grandes bases de données de la littérature savante comme Web of Science, Scopus ou encore Google Scholar. Une situation plus que problématique, car ces bases de données sont utilisées par la communauté scientifique, les agences d'expertise, les administrations... Ivan Sterligov, directeur du Centre de scientométrie de la Higher School of Economics (HSE) de Moscou (Russie), a sondé la présence de « journaux potentiellement prédateurs » (JPP) dans la base Scopus. Selon ses résultats, présentés en conférence et en cours de publication, plus de 60 000 articles étaient concernés en 2015, soit 3 % environ du total d'articles indexés dans la base de données, gérée par le géant anglo-néerlandais de l'édition scientifique Elsevier.

« C'est un problème majeur et il ne montre pas de signes de ralentissement. Les conséquences les plus graves portent sur l'intégrité scientifique et sur le fait de baser des travaux de recherche sur des données fausses ou non vérifiées »,

estime de son côté une porte-parole de Clarivate Analytics, la société qui gère la base de données Web of Science. Les grandes bases se sont lancées dans une chasse aux faux journaux : Web of Science a tout récemment expurgé son index de 112 revues.

Impact sur les finances publiques

Pour Ivan Sterligov, même présents dans une base de données, les articles publiés dans des journaux potentiellement prédateurs sont moins cités que les autres. « Cela confirme que ce qui est recherché [par ceux qui publient dans des revues] est d'ajouter des lignes supplémentaires à leur liste de publications », estime-t-il. Et, ainsi, d'embellir leur CV.

Les chiffres sont parfois vertigineux. Selon les travaux de M. Sterligov, le Kazakhstan a eu jusqu'à 50 % de sa production scientifique publiée dans des revues douteuses en 2013. En 2015, l'Indonésie était en première place avec 32%. Deux ans plus tard, cette dernière demeurait à 30 % de sa production nationale dans des revues douteuses, tandis que le Kazakhstan reflétait à 15%. Les pays européens sont au-dessous de 1 %. La Chine ou l'Iran imposent depuis peu à leurs savants des règles limitant le

recours à ces éditeurs. Au total, la médecine, l'ingénierie et la pharmacologie sont les domaines les plus représentés et en croissance.

Cette production de fausse science pèse à l'évidence sur les finances publiques des pays les plus touchés : ce sont généralement des laboratoires publics qui alimentent le chiffre d'affaires des éditeurs frauduleux. « D'une manière générale, il est probable que ce sont les fausses conférences qui coûtent le plus cher, puisque outre l'inscription, il y a de nombreux frais associés : déplacement, hébergement... », estime Marin Dacos, conseiller « science ouverte » de la ministre de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation, Frédérique Vidal.

Aux États-Unis, la Commission fédérale du commerce a lancé des poursuites au printemps contre l'éditeur Omics pour tromperie. Selon le mémorandum des avocats de la FTC, le chiffre d'affaires de la société a été supérieur à 50 millions de dollars entre 2011 et 2017. Interrogé par les membres de la collaboration Fake science, le patron d'Omics défend bec et ongles l'intégrité de son activité. ■

STÉPHANE FOUCAUT
ET DAVID LAROUSSIERE

LE CONTEXTE

« FAKE SCIENCE »

Une enquête internationale regroupant 23 médias

Lancé à l'initiative de la Süddeutsche Zeitung et de son magazine, ainsi que de la Norddeutscher Rundfunk, le projet « Fake Science » (« fausse science ») a rassemblé 23 médias internationaux dont Le Monde, The New Yorker, The Indian Express et l'Aftenposten, qui ont partagé ressources informatiques – une base de données de 175 000 articles et présentations de conférences douteuses – et informations pendant plusieurs mois avant de publier, à partir du 19 juillet, le résultat de leurs enquêtes.

Les auteurs d'un trafic de faux médicaments jugés en novembre

LE SITE WEB DE DEUX SOCIÉTÉS, Immuno Biotech et First Immune, affichait un onglet « notre science ». D'un clic, l'internaute pouvait accéder aux « preuves scientifiques » de l'efficacité de ses médicaments stars dont les principes actifs – le GcMAF et la Goleic – avaient été validés par une quarantaine de publications dans des revues savantes comme Frontiers in Human Neuroscience, Nutrients, Journal of Multiple Sclerosis, Integrative Cancer Science & Therapeutics, ou encore American Journal of Immunology... Maladie de Parkinson, cancer du sein ou du sang, tumeur cérébrale, sclérose en plaques ou syndrome de fatigue chronique : ces produits miracles pouvaient tout soigner. Il suffisait aux patients de les commander en ligne.

En novembre 2018, une demi-douzaine de ressortissants britanniques, responsables de ce commerce, seront jugés à Londres pour – entre autres – escroquerie,

fabrication et vente illégales de produits pharmaceutiques. L'un des ateliers de fabrication de ces faux médicaments était installé dans un corps de ferme situé à Digosville, dans la Manche, et a été démantelé le 20 février 2017 par les enquêteurs de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (Oclaesp), ainsi que l'a révélé Le Parisien dans son édition du 25 février. Mais d'autres sites de production ont, depuis, été fermés en Allemagne, en Lituanie, aux Pays-Bas et en Espagne. Le site basé en Normandie avait, à lui seul, expédié plus de 5 000 colis dans toute l'Europe.

Guérisons spectaculaires

La stratégie de vente consistait à mettre en avant sur Facebook des faux témoignages de guérisons spectaculaires, mais aussi à proposer aux visiteurs des articles scientifiques ou des affiches de présentation de

travaux de recherche, tous publiés dans de fausses revues ou supposément présentés à de fausses conférences. Les articles de recherche indiquant les résultats spectaculaires du GcMAF sur différentes maladies étaient signés par des chercheurs parfois introuvables dans les laboratoires et les universités auxquels ils étaient censés appartenir. Des fois, les escrocs incluaient leurs propres noms dans les listes de signataires de ces fausses études, s'affiliant à la société Macro Innovations Ltd.

Les domaines de la médecine, de la pharmacologie sont parmi les plus représentés dans les revues scientifiques douteuses ou potentiellement prédatrices. Une simple recherche avec la phrase clé « thérapie contre le cancer », dans les bases de données de principaux éditeurs suspects de publier ces journaux, renvoie à pas moins de 4 500 occurrences. ■

S. FO.

« Je me suis fait doublement piéger »

Les titres « prédateurs » prospèrent sur l'injonction faite aux chercheurs de publier beaucoup. La France dit vouloir assainir ce climat

La France n'est pas épargnée par la contrefaçon scientifique. Les journalistes de la collaboration « Fake Science », qui regroupe une vingtaine de titres internationaux dont Le Monde, ont interrogé les bases de données des sociétés publiant des revues douteuses ou organisant de fausses conférences scientifiques.

La recherche française apparaît parmi les dix plus gros contributeurs dans l'index de la société Waset, basée en Turquie, avec quelque 1700 références sur 70 000 – articles et présentations à des colloques. Dans les index des éditeurs Omics et Scidom, la France figure parmi les vingt premiers contributeurs, avec respectivement 800 et 700 articles, sur des totaux respectifs de 58 400 et 74 000 articles.

Ces chiffres tranchent avec les estimations du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. « Nous avons un suivi très fin des frais de

publication engagés par les chercheurs français », explique Marin Dacos, conseiller science ouverte de la ministre Frédérique Vidal. En 2015, environ 60 000 articles ont été publiés par les chercheurs des universités et des organismes de recherche publics français, dont 2 500 ayant donné lieu à des frais de publication, pour quelque 4 millions d'euros. Mais moins de 50 de ces articles ont été publiés dans des revues douteuses, pour une somme de 46 000 euros. C'est bien sûr regrettable, mais c'est une proportion très mineure. »

Cependant, les chiffres du ministère ne tiennent pas compte des cas où les chercheurs paient les frais de publication de leur poche. Dans d'autres situations, des chercheurs français peuvent aussi signer des articles douteux comme auteurs secondaires – c'est généralement le premier auteur qui règle les frais – au côté de scientifiques étrangers. Les coûts d'ins-

cription à des fausses conférences sont, eux, plus difficiles à suivre.

La majorité des chercheurs français concernés contactés par Le Monde disent avoir été trompés. « Je me suis fait doublement piéger », témoigne Bernard Gay, professeur émérite de l'université de Bordeaux, ex-directeur du département de médecine générale. En 2013, il est sollicité, par courriel, pour publier dans le Journal of General Practice (du groupe Omics). Il répond favorablement mais proteste, huit jours plus tard, quand on lui demande de régler des frais de publication.

« Listes blanches »

La revue lui propose alors de les annuler s'il accepte de devenir membre du comité éditorial. « J'ai réalisé ma seconde erreur ! Je n'ai rien eu à faire dans ce comité, ni lecture ni avis à donner. Et je n'arrive pas à faire supprimer mon nom de cette instance », constate

« Les journaux dits "sérieux" sont parfois des entreprises de copinage, et y publier devient très difficile »

ÉRIC FILIOL
directeur de laboratoire

le médecin, qui se sert maintenant de sa mésaventure pour sensibiliser ses collègues.

Dans les bases de données des éditeurs douteux, on recense une trentaine d'articles cosignés par un membre de l'université d'Aix-Marseille. C'est l'une des institutions française les plus présentes dans ce corpus. « Certains chercheurs se font avoir car il y a encore de l'inculture numérique dans

cette profession », note Marie Masclet de Barbarin, vice-présidente de l'université. Nous avons vérifié qu'aucuns frais de publication versés par l'université n'allaient dans la poche de ces éditeurs prédateurs. Les frais de publication ont dû être payés par les autres institutions partenaires. »

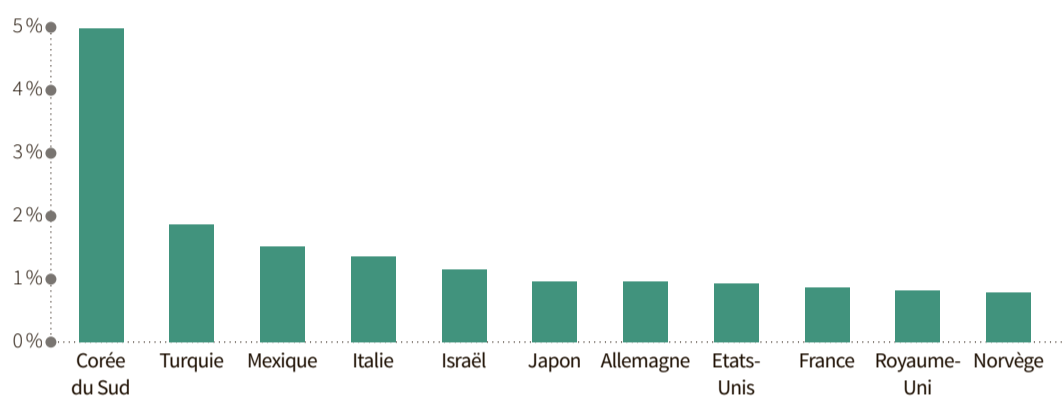
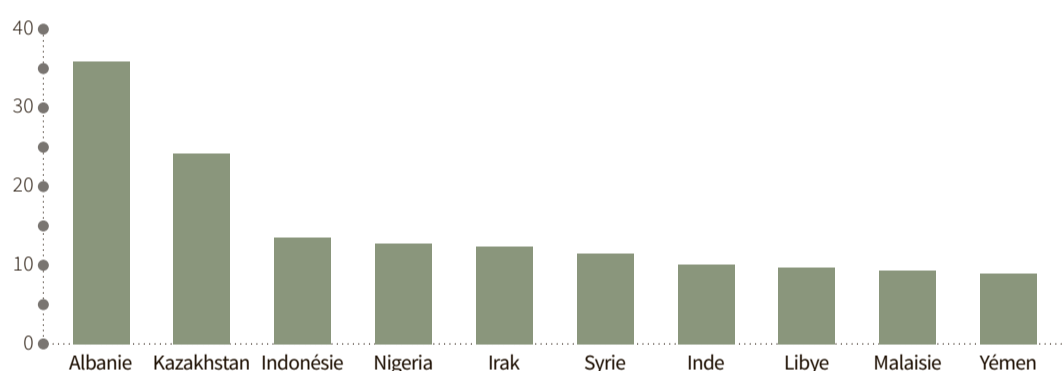
Eric Filiol, directeur du laboratoire de virologie et de cryptologie opérationnelles à l'Esiea Ouestr, une école d'ingénieurs du monde numérique, a un avis mitigé sur ces revues, dans lesquelles il a publié une poignée d'articles. Il juge certains journaux « malhonnêtes » car « ils utilisaient mon nom dans leur comité éditorial, sans mon autorisation, et j'ai dû être menaçant pour le faire enlever ». « Mais il faut comprendre pourquoi ces journaux prédateurs existent, ce qui en soit est un scandale », poursuit-il, évoquant la pression que subissent les chercheurs pour publier un grand nombre d'articles.

« Les conférences et journaux dits sérieux sont quelquefois de véritables entreprises de copinage, et y publier devient impossible ou très difficile, ajoute-t-il. Le monde académique est devenu fou, et ce ne sont plus le contenu et la qualité scientifique qui prévalent mais des tas d'autres choses qui n'ont rien à voir avec la science. Du coup, certains se tournent vers ces journaux, ce qui reste une erreur. »

« Nous faisons beaucoup de pédagogie auprès des chercheurs, assure de son côté M. Dacos, en nous appuyant sur des « listes blanches » de revues à privilégier. L'existence de revues prédatrices est favorisée par les méthodes actuelles d'évaluation de la recherche, qui sont très quantitatives. La ministre a annoncé une réforme de l'évaluation de la recherche, plus qualitative, qui aura notamment pour effet de rendre ces revues moins attractives. » ■

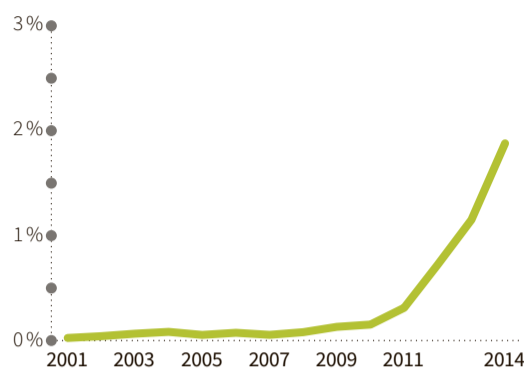
S. FO. ET D. L.

Fausse science : un phénomène en croissance rapide

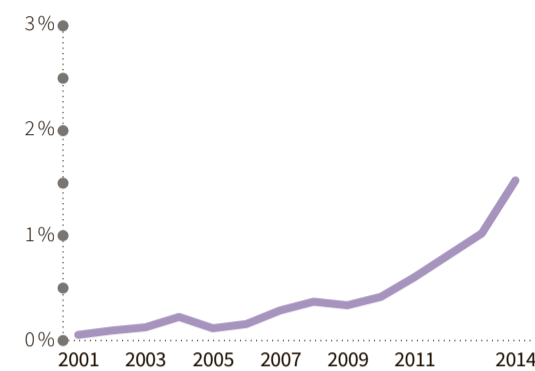
ÉVOLUTION DU TAUX D'ARTICLES SCIENTIFIQUES DOUTEUX DANS LA BASE DE DONNÉES SCOPUS
(L'UNE DES PRINCIPALES BASES DE DONNÉES DE LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE)PART D'ARTICLES DOUTEUX DANS LA PRODUCTION NATIONALE DES PAYS DE L'OCDE, EN %
À PARTIR DE LA BASE DE DONNÉES SCOPUSPART D'ARTICLES DOUTEUX DANS LA PRODUCTION NATIONALE DES PAYS LES PLUS TOUCHÉS, EN %
À PARTIR DE LA BASE DE DONNÉES SCOPUS

ÉVOLUTION DU TAUX DE REVUES PRÉDATRICES, PAR DISCIPLINE

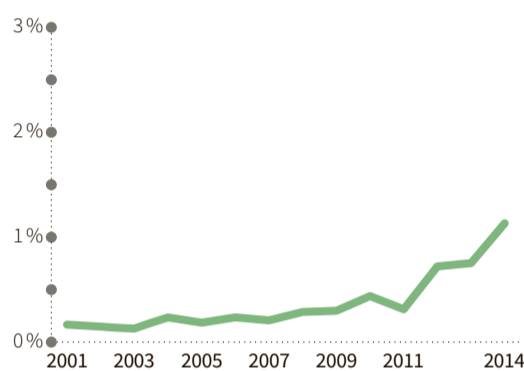
SCIENCES AGRICOLES



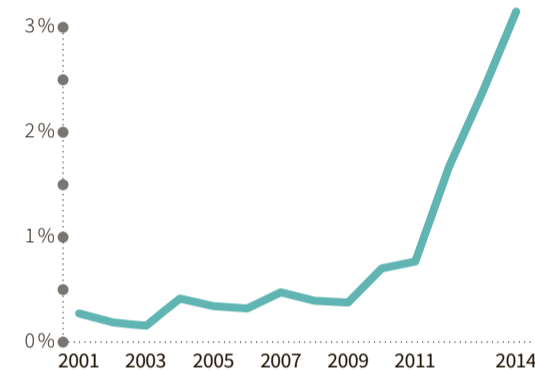
SCIENCES SOCIALES APPLIQUÉES



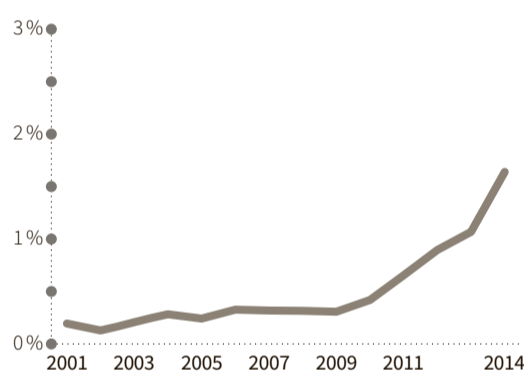
BIOLOGIE



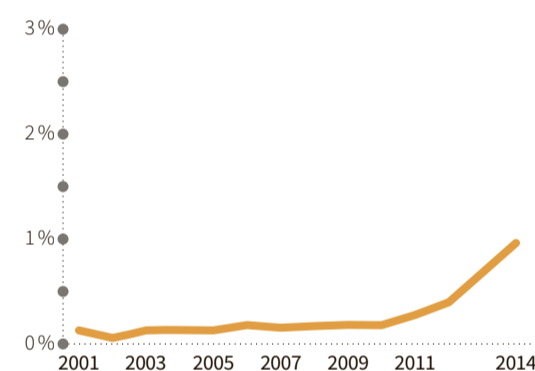
SCIENCES DE L'INGÉNIEUR



SCIENCE DE LA TERRE ET DE L'UNIVERS



SCIENCES BIOMÉDICALES



SOURCES : MACHACEK & SRHOLEC, 2017 ; PERLIN ET AL., 2018

Les parodies de conférences scientifiques, une affaire juteuse

Pour attirer les inscriptions à des rencontres factices ou de piètre qualité, des sociétés se prévalent de chercheurs à l'insu de ces derniers

REPORTAGE

Les 17 et 18 mai, Paris devait être la capitale mondiale des sciences. Pas moins de cinquante conférences dans les domaines de l'aérospatiale, la mécanique, l'énergie, l'environnement, le génie civil, l'économie, l'informatique, les sciences sociales ou encore la chimie, étaient prévues au même endroit. Le jour dit, dans un hôtel près de la gare Montparnasse, la baudruche se dégonfle : une salle de quelque 60 m², louée 500 euros pour une demi-journée seulement, et pas plus d'une trentaine de personnes présentes. Visiblement, autant ont annulé leur participation, comme en témoignent les badges restants, posés sur une table de bureau.

Cette parodie de conférence scientifique internationale était organisée par l'entreprise World Academy of Science, Engineering and Technology (Waset). La société multiplie ce genre d'événements, amortis avec deux ou trois participants, qui paient des frais d'inscription de quelques centaines d'euros. « Je ne le ferai pas une seconde fois ! L'organisation était nulle, et ce n'était pas une conférence scientifique, s'emporte Atilla Atli, enseignant-chercheur à l'École catholique des

arts et métiers de Lyon (ECAM-Lyon), une école d'ingénieurs. J'ai parlé cinq minutes devant des gens qui ne connaissaient pas mon sujet. » Son exposé avait été vite accepté, « sans aucune question technique », note-t-il.

Interrogée sur l'intérêt de sa présence, une autre participante française, thésarde, préfère ne pas répondre. Elle est, précise sa directrice de thèse, « affectée d'avoir utilisé sa bourse personnelle sur une conférence qui ne valait peut-être pas l'investissement qu'elle y a mis, et elle ne souhaite plus échanger là-dessus ». Tout le monde n'est pas déçu. Une jeune Kosovare, étudiante en management, salue sa sœur et sa cousine venues la voir à Paris. Impossible de poser trop de questions aux rares participants ; l'organisateur, sourcilieux, nous ramène poliment à l'accueil de l'hôtel.

« Il faut alerter »

Un mois plus tard, à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) – et non à Paris comme le claironnent les plaquettes de présentation –, un concurrent de Waset fait un peu mieux recette. La société Conference Series, filiale de l'entreprise indienne Omics Publishing Group, a réservé toute la semaine des salles dans un hôtel pour alterner conférences en

colologie, néphrologie, génie civil, chimie ou encore sciences du climat. Le 20 juin, néanmoins, petite surprise : les conférences de néphrologie et d'oncologie hématologique partagent la même salle et le même programme...

« Quand j'ai vu que mon nom apparaissait dans les organisateurs, sans l'avoir sollicité, je suis tombée de ma chaise et j'ai annulé ma venue, déclare la neuroendocrinologue Marie-Pierre Junier, directrice de recherche (Institut national de la santé et de la recherche médicale). Je vais demander le remboursement et alerter mes collègues sur ces mauvaises pratiques. »

Sur place, à peine plus de monde qu'à Paris. Une pathologiste, venue des États-Unis, assume d'être venue pour retrouver de la famille à Paris. Un collègue suisse, qui reconnaît qu'il n'y a guère de personnes intéressantes à cette conférence, s'est inscrit pour profiter de la Ville-lumière. « J'avais choisi Toronto l'an dernier pour la même raison », dit-il sans fard.

Autre étrangeté : ce jour-là, trois entreprises différentes partagent la même personne à l'accueil, qui navigue entre les badges de couleurs différentes. Omics, donc, mais aussi la singapourienne Meetings International et la britannique EuroSciCon. Les deux premières appartiennent

Tous les participants ne sont pas victimes de ces pratiques : certains y voient le moyen de voyager aux frais de leur institution

à la groupe Pulsus, tandis qu'EuroSciCon explique sur son site Internet être en contrat avec Meetings international pour certaines organisations.

« Il faut alerter sur ces pratiques. Trop de chercheurs les ignorent. Les organisateurs ne font pas cela pour la science, mais pour l'argent », selon Thibaut Sylvestre, directeur de recherche (CNRS) à l'Institut Femto-ST de Besançon (Doubs). Comme d'autres scientifiques, il a eu la désagréable surprise de découvrir son nom dans la liste des membres du comité d'organisation d'une conférence Omics sur l'optique et les lasers. Sans à aucun moment avoir été sollicité ni même prévenu. Malgré ses relances pour faire supprimer son nom, celui-ci est resté.

Cette tactique d'enrôlement de chercheurs à leur insu, dans les comités scientifiques de ces fausses conférences, est payante : ces appâts fonctionnent. « C'est parce que j'ai vu dans le comité d'organisation un chercheur que je connaissais que je me suis inscrite, témoigne Caroline Kulcsar, professeure à l'université Paris-Sud. Les organisateurs me proposaient d'être oratrice dans une conférence plénière, ce qui est une marque de reconnaissance. » Elle a finalement décidé de ne pas y participer et va alerter ses collègues de l'existence de telles pratiques. Elle a également demandé le remboursement de l'inscription, en vain.

Louanges

Les chercheurs qui s'inscrivent à ces conférences factices ne sont pas tous des victimes de ces agissements. Certains y voient un moyen de voyager aux frais de leur institution, de retrouver des proches à l'étranger, de faire du tourisme... Sans toujours réaliser que, d'une certaine manière, ils participent à un détournement de fonds publics – leurs frais étant généralement pris en charge par leur institution de rattachement (université, institut de recherche, etc.). La naïveté de certains est également surprenante, qui se laisse

seduire par des courriels promotionnels flatteurs, pleins de louanges pour leur production scientifique, leur promettant tarifs préférentiels pour la participation à telle ou telle conférence ou la publication d'un nouvel article.

Il n'est pourtant pas compliqué de flairer la supercherie : contrairement aux conférences scientifiques, les réunions douteuses organisées par quelques entreprises peu scrupuleuses ne sont pas soutenues par des sociétés savantes, des universités ou encore des entreprises ayant pignon sur rue. Elles ont rarement un comité local d'organisation et seulement un comité global – parfois factice. Un coup d'œil aux programmes précédents montre aussi qu'on n'y voit aucune « célébrité » scientifique.

Parfois, un simple coup d'œil sur le site de Waset suffit pour se faire une idée : les conférences organisées par la société – que Le Monde n'est pas parvenu à contacter – sont prévues jusqu'au début des années 2030. La dernière inscrite au programme se déroulera les 28 et 29 décembre 2031, à Paris. Les chercheurs qui souhaitent y présenter leurs travaux doivent soumettre le résumé de ceux-ci avant le 28 novembre 2031... ■

DAVID LAROUSSIERE

Un proche de Macron mis en cause pour violences

Alexandre Benalla, chargé de mission à l'Élysée, a frappé à terre un manifestant, le 1^{er} mai à Paris

ENQUÊTE

Une mise à pied de quinze jours et toujours un bureau à l'Élysée... C'est la simple sanction que s'est vu signifier, dans la plus grande discrétion, Alexandre Benalla, un proche collaborateur du président de la République, après s'être livré, le 1^{er} mai, à des violences restées inconnues jusqu'ici. Une sanction répétée publiquement, jeudi 19 juillet, par le porte-parole de l'Élysée, Bruno Roger-Petit, après les informations publiées la veille par *Le Monde*. Aussitôt les faits révélés par notre journal, en revanche, le parquet de Paris a ouvert, jeudi dans la matinée, une enquête pour chefs de violences par personne chargée d'une mission de service public, usurpation de fonctions, usurpation de signes réservés à l'autorité publique.

Tout se passe il y a deux mois, le 1^{er} mai. Ce jour-là, un chargé de mission d'Emmanuel Macron, équipé d'un casque à visière des forces de l'ordre, s'en est pris à un jeune homme qui se trouvait à terre lors d'une manifestation qui se tenait place de la Contrescarpe, dans le 5^e arrondissement de Paris. Il s'est vite éloigné, de peur d'être reconnu.

Selon la chronologie des faits, reconstituée par *Le Monde*, tout commence par un appel à rassemblement lancé sur Facebook. «*Alors que la grève risque de s'esouffler chez les cheminots, alors que les facs occupées tombent les unes après les autres, alors que les hôpitaux seront réformés courant mai*, écrivent les instigateurs de cet "apéro militant". Pas question de se contenter du "trajet court, déjà vu mille fois" », entre Bastille et place d'Italie.

Le Comité d'action inter-lycéen, proche de la mouvance autonome, propose de «*passer un moment convivial en partageant un apéro sur la place de la Contrescarpe, à la fin de la manif (du 1^{er} Mai), vers 18 heures* ». L'invitation est notamment relayée par le syndicat étudiant UNEF et par le parti La France insoumise (LFI). Près de 260 personnes répondent qu'elles y participeront. A l'heure dite, ils sont en fait moins d'une centaine sur cette place très touristique, entourée de cafés. Les jeunes sont assis par terre, les CRS, postés en haut de la rue Mouffetard, quand, d'un coup, la situation dégénère.

Sur les images d'une vidéo largement partagée sur Facebook et postée par un militant de LFI (mais aussi sur des films d'autres militants, non partagés, que *Le*



Monde s'est procurés), un homme portant un casque et un sweat-shirt clair tire par le cou une jeune fille aux cheveux châtains, puis revient s'en prendre violemment à un jeune homme, déjà à terre, entouré par des CRS. Dans l'une des vidéos, on entend le jeune homme le supplier de se calmer : «*Je vais vous expliquer* », lui crie-t-il. En vain. L'homme casqué, visiblement hors de lui, le traîne au sol, le saisit violemment au cou par derrière, puis le frappe à plusieurs reprises.

« Scène d'une grande violence »

Les témoins de la scène sont convaincus qu'il s'agit d'un policier en civil, son casque est orné d'un écusson, et les CRS, présents en nombre, le laissent agir. «*C'était une scène d'une grande violence, qui semblait sans raison et hors sol*,

raconte un manifestant, Jérémie Ferrer-Bartomeu, chercheur en histoire à l'université de Nanterre, spécialiste de la Renaissance et des guerres de religion. *Les policiers ne visaient pas des manifestants engagés en noir, ils étaient d'ailleurs quasi inexistantes. Pas non plus des anarchistes coutumiers de ce genre de manifestations.* »

«*Ce garçon et cette fille, personne ne les connaissait. Étaient-ils tout simplement attablés à la terrasse de l'un des cafés ? On avait l'impression d'une scène de théâtre dont on ne comprenait pas l'intrigue* », poursuit M. Ferrer-Bartomeu.

Le Monde n'a pas pu retrouver leur trace, mais les images confirment la violence de la séquence. Sur la vidéo, on entend la voix outrée d'un témoin qui lance à propos de l'agresseur : «*Regardez bien sa tête ! Il l'a tabassé par*



Ci-dessus et à gauche : Captures d'écran de la vidéo diffusée sur YouTube T.B./YOUTUBE

terre ! » Sans doute par crainte d'être reconnu, l'homme casqué disparaît. Personne sur la place ne l'a identifié. Ni les organisateurs ni les militants, pas davantage les réseaux sociaux, où la vidéo est pourtant largement diffusée. Il s'agit en fait d'Alexandre Benalla, un homme que M. Macron connaît bien puisqu'il a participé, comme responsable de la sécurité, à sa campagne présidentielle. M. Benalla a par la suite été recruté à l'Élysée en tant que chargé de mission, adjoint au chef de cabinet du président, François-Xavier Lauch.

Sollicité par *Le Monde*, mercredi 18 juillet, M. Benalla a refusé d'infirmer ou de confirmer sa présence place de la Contrescarpe. Mais le directeur de cabinet de M. Macron, Patrick Strzoda, nous a, lui, confirmé que

M. Benalla était bien l'homme de la vidéo, impliqué dans les violences du 1^{er} mai.

Comment un collaborateur de l'Élysée, très proche du président, a-t-il pu se retrouver ce jour-là dans une manifestation, et agir de la sorte ? M. Strzoda livre l'explication suivante : «*Alexandre Benalla m'avait prévenu deux jours plus tôt qu'il souhaitait participer à une intervention auprès de la Préfecture de police pour voir comment se gérait une grande manifestation, à l'occasion du 1^{er}-Mai. Il m'en a demandé l'autorisation, je la lui ai donnée, mais en précisant bien qu'il y allait en observateur. Le lendemain de la manifestation, j'ai été avisé par un collaborateur que M. Benalla avait été reconnu sur le terrain en train de participer à des opérations de maintien de l'ordre. J'ai vu les vidéos, je l'ai convo-*

Le goût pour les démonstrations de force d'Alexandre Benalla

Peu connaissent ce proche du chef de l'Etat, mais son caractère ne passe pas inaperçu à l'Élysée

C'est la règle pour les «*chargés de mission* » auprès de la présidence de la République : leur nom n'a pas besoin d'être publié au *Journal officiel* (JO). Alexandre Benalla, l'homme qui a frappé, le 1^{er} mai, un jeune manifestant place de la Contrescarpe, à Paris, coiffé d'un casque de policier – ce qui lui a valu une mise à pied de quinze jours –, n'apparaît pas dans l'organigramme officiel de l'Élysée.

Rares sont ceux, hormis les chargés de la sécurité de ministres, les journalistes, les conseillers et le personnel de l'Élysée – où il dispose d'un bureau – qui connaissent le visage, voire l'existence, de «*l'adjoint au chef de cabinet* » d'Emmanuel Macron. Les premières armes politiques d'Alexandre Benalla remontent à 2011. «*Il était tout jeune, 20 ans à peine*, se souvient Eric Plumer, ancien responsable du service d'ordre national du PS. *Il avait fait la sécurité de plusieurs artistes, il en voulait, il était intelligent et compétent, dans mon souvenir, posé.*

Nous sommes en pleines primaires socialistes, je le charge de la protection de Martine Aubry. Puis je le prends dans mon service d'ordre durant la campagne 2012 de François Hollande. »

Il se met ensuite au service d'Arnaud Montebourg, avant d'être «*viré manu militari* » par ce dernier : «*Le SPHP [le Service de protection des hautes personnalités] me l'avait proposé comme chauffeur en 2012, raconte au Monde l'ex-ministre du redressement productif. Je m'en suis séparé au bout d'une semaine après une faute professionnelle d'une première gravité : il avait provoqué un accident de voiture en ma présence et voulait prendre la fuite.* »

On retrouve enfin ce jeune homme au JO au printemps 2015. Par arrêté du premier ministre de François Hollande, ce titulaire d'un master de droit est admis dans la quarantaine d'étudiants et de professionnels de moins de 35 ans autorisés à suivre la session «*jeunes* » de l'Institut des hautes études de la sécurité et de la jus-

stice, une semaine de formation de haut niveau organisée à l'école des officiers de la gendarmerie à Melun. Un an et demi plus tard, il rejoint la campagne de M. Macron, où il est nommé responsable de la sécurité du candidat, pour un salaire de 3500 euros net.

Pistolets, Flash-Ball et boucliers

Selon des indiscrétions de lettres confidentielles, *La Lettre A* et *Maghreb Confidentiel*, il a travaillé plusieurs années pour le groupe Velours, spécialisé dans la sécurité privée et fondé par d'anciens policiers. D'après le registre du commerce marocain, il devient le codirigeant d'une antenne montée par l'entreprise à Casablanca, en octobre 2015, qui cesse vite son activité avant d'être dissoute en 2017.

Comme l'entourage du nouveau chef de l'Etat, son nom apparaît ensuite à plusieurs reprises dans les «*MacronLeaks* », les courriels et documents internes d'En marche ! dérobés par des hackers anonymes et postés sur WikiLeaks à l'été 2017. Durant la campagne

présidentielle, plusieurs conseillers proches de M. Macron s'interrogent. Par exemple, lorsque M. Benalla, du moins selon les «*MacronLeaks* », fait établir pour son équipe un devis pour deux pistolets lanceurs de balles en caoutchouc, un Flash-Ball et des boucliers antiémeute.

«*Je n'ai jamais entendu dire que les partis politiques avaient des vigiles armés, je trouve même ça dangereux* », rétorque alors par e-mail Cédric O., trésorier de la campagne et aujourd'hui conseiller à l'Élysée chargé des participations de l'Etat et de l'économie numérique.

Le responsable de la sécurité du candidat Macron ne manque en effet pas d'imagination. Le 17 avril 2017, 20 000 personnes sont réunies à l'AccorHotels Arena de Paris, le plus gros meeting de la campagne. On craint une opération terroriste. M. Benalla a une idée. «*Une trappe avait été sciée*, racontera à *Midi Libre*, Ludovic Chaker, coordinateur des meetings. *En cas de tir, le pupitre devait basculer et M. Macron, se retrouver*

dans la partie creuse de la scène où avaient été placés un kit de secours et un gilet pare-balles. »

Même les professionnels de la sécurité privée connaissent mal M. Benalla. En avril 2016, le consultant a pourtant créé une Fédération française de la sécurité privée avec une connaissance, Vincent Crase, lui aussi présent lors des violences place de la Contrescarpe le 1^{er} mai. Cet officier de réserve de la gendarmerie de 45 ans, basé dans l'Eure et reconverti dans la sécurité privée serait, selon les «*MacronLeaks* », l'un des prestataires du service de sécurité de la campagne présidentielle. C'est avec lui que M. Benalla commande les pistolets qui inquiétaient Cédric O.

«*La commande a été refusée par la direction d'En marche !* », confie au *Monde* Vincent Crase. Cette association, selon les statuts déposés à la Préfecture de police de Paris, se voulait «*un lieu d'échange entre les différents acteurs de la sécurité privée* » et entendait régler «*tous les différends entre les pro-*

fessionnels du secteur et les pouvoirs publics ou les clients ». Les activités de cette fédération n'ont laissées aucune trace : elle a vite été dissoute.

A l'Élysée, en revanche, le caractère d'«*Alexandre* » et son goût pour les démonstrations de force ne passent pas inaperçus. Lors d'un meeting à Caen du candidat Macron, le 4 mars 2017, des témoins se souviennent l'avoir vu soulever de terre et évacuer manu militari un photographe local, qui s'était approché trop près à son goût de l'ancien ministre de l'économie.

Et, à l'occasion d'un déplacement de M. Macron dans un centre de formation des apprentis de Tours, le 15 mars, le «*M. Sécurité* » du président s'en était pris à un commissaire de police en tenue, accusé de ne pas libérer assez vite le passage au chef de l'Etat. «*Alexandre, faut pas l'embêter* », avait soufflé un proche de M. Macron qui assistait à la scène. ■

AR. CH., FRANÇOIS KRUG
ET CÉDRIC PIETRALUNGA

Vincent Crase, le deuxième homme

Le porte-parole de l'Élysée a révélé qu'un autre collaborateur, « très ponctuellement », de l'Élysée, Vincent Crase, un gendarme réserviste proche d'Alexandre Benalla, était lui aussi présent à la manifestation – il apparaît d'ailleurs sur la vidéo filmée place de la Contrescarpe. L'Élysée a révélé avoir mis fin à la collaboration avec M. Crase, contrairement à M. Benalla.

« Je ne suis pas à l'Élysée. Je travaille dans le privé. Je n'ai pas de commentaire à faire sur le 1^{er} mai. Ce n'est pas moi. Pas de commentaire », a indiqué au Monde Vincent Crase, 45 ans.

Le porte-parole de l'Élysée expliquait qu'il était bien le « deuxième homme » de la Contrescarpe et qu'il « était très ponctuellement mobilisé » par le commandement militaire de la présidence de la République. Capitaine de réserve de la gendarmerie, il a commandé le peloton de soutien à l'action territoriale dans l'Eure, le département où a grandi Alexandre Benalla. « Je ne sais pas ce qu'il faisait dans la vie et comment il a rejoint En marche ! », nous assurait M. Crase, mercredi. Pendant la campagne, Vincent Crase a travaillé pour le service d'ordre d'En marche !. Selon une facture figurant dans les Macronleaks, il a notamment oeuvré « à la sécurisation du QG », à un meeting à Lyon, à un autre à Bobino, pour un déplacement à Londres ou encore à Angers... Selon le registre du commerce, il serait le gérant et seul actionnaire d'une société « de conseil » spécialisée dans la sécurité privée, baptisée Mars.

FRANÇOIS KRUG

qu'il le jour même, je lui ai demandé si c'était lui.»

Suspension temporaire

Le directeur de cabinet prévient aussitôt le président de la République, alors en déplacement en Australie. « Si les faits sont avérés, il faut prendre des sanctions », lui répond M. Macron. Devant M. Strzoda, M. Benalla reconnaît être l'homme casqué. Le préfet rédige alors une lettre à son attention. Dans ce courrier, que Le Monde a consulté, le directeur de cabinet évoque un « comportement manifestement inapproprié » ayant « porté atteinte à l'exemplarité qui est attendue, en toutes circonstances, des agents de la présidence de la République ». Le courrier restera dans son dossier et en cas de nouvel écart, il sera licencié.

La lettre annonce aussi la sanction : une simple suspension temporaire, du 4 au 19 mai. Le délai de deux semaines s'écoule sans que l'information « fuite ». M. Benalla, « réserviste de la gendarmerie », selon l'Élysée, reste dès lors chargé de mission auprès du président de la République, quoique désormais affecté à un poste administratif, où il s'occupe de la sécurité d'événements organisés « à l'intérieur du palais », comme des rencontres avec des entreprises, mais aussi la célébration de la victoire des Bleus au Mondial, lundi 16 juillet, sur les Champs-Élysées, ou encore pour le 14-juillet, à Paris, place de la Concorde – deux manifestations qui se tenaient à distance du Palais. Selon nos informations, le procureur de la République de Paris n'aurait été saisi de l'affaire (au titre de l'article 40 du code de procédure pénale) ni par la hiérarchie policière ni par l'Élysée. ■

ARIANE CHEMIN

L'opposition dénonce un « scandale d'Etat » et un « climat d'impunité »

La droite, LFI et le PS s'étonnent que l'Élysée n'ait pas transmis les faits à la justice

Scandale d'Etat», « honte », « impunité ». Depuis que Le Monde a révélé mercredi soir l'identité du conseiller d'Emmanuel Macron frappant un manifestant le 1^{er} mai, les responsables politiques de tous bords ont fait part de leur indignation.

La France insoumise est très vite montée au créneau. « Ces faits sont scandaleux et méritent sanction. C'est un délit pénal », estime Alexis Corbière qui dénonce « deux poids deux mesures ». « En Seine-Saint Denis, la justice n'est pas clémentine avec ceux qui enfreignent la loi, mais quand on est proche du président de la République, on est intouchable », poursuit le député La France insoumise du département.

Même approche pour le premier secrétaire du Parti socialiste : « On ne peut pas vouloir une République exemplaire et considérer qu'un collaborateur du président de la République n'a pas à répondre des mêmes règles que n'importe quel Français », a critiqué Olivier Faure, jeudi, sur France 2. L'un de ses secrétaires nationaux, Sébastien Denaja, a été plus loin sur Twitter, en évoquant « un scandale d'Etat » et en réclamant la démission d'Alexandre Benalla.

La droite n'est pas en reste. Sur Europe 1, Laurent Wauquiez a demandé officiellement « à Emmanuel Macron de s'exprimer pour faire la lumière sur ces faits ». Et le président du parti Les Républicains (LR) de s'interroger : « Qui était au courant à l'Élysée ? Y a-t-il eu des manœuvres pour étouffer cette affaire ? Aujourd'hui on a le sentiment que l'Élysée se croit au-dessus de tout », a pointé le responsable. Sur Twitter, le député LR des Alpes-Maritimes Eric Ciotti a abondé : « La justice doit se saisir de toute urgence de cette affaire qui abîme l'Etat de droit ».

« Inquiet pour la démocratie »

Les membres du gouvernement ont défendu l'Élysée tout en condamnant le comportement de M. Benalla. Interrogée à l'Assemblée pendant le débat sur la réforme constitutionnelle, la garde des sceaux, Nicole Belloubet, a dénoncé des « gestes absolument inadaptes ». « C'est un comportement inacceptable. Des sanctions ont été prises immédiatement : une mise à pied et un changement

Emmanuel Macron et Alexandre Benalla, à La Seine musicale, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le 12 décembre 2017. OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP POUR « LE MONDE »



de sanction. Il n'y a pas d'impunité », a déclaré Julien Denormandie, secrétaire d'Etat, sur France Inter. Une ligne qui semble déjà contestée par des membres de la majorité, comme le député La République en Marche, Laurent Saint-Martin : « Ne me demandez pas de lui trouver une excuse, il n'y en a aucune. Après un tel comportement, à mon avis, on ne peut plus travailler auprès du Président

de la République », tacle l'élu du Val-de-Marne.

Nombreux sont ceux qui s'étonnent que les faits, qui étaient connus de la présidence de la République, n'aient pas été transmis au procureur de la République au titre de l'article 40 du code de la procédure pénale. Celui-ci prévoit que « Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exer-

cice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République ».

« En ne saisissant pas le Parquet, on dissimule des faits », accuse Benoît Hamon, chef de file de Génération.s qui se dit « inquiet pour la démocratie française et le climat d'impunité que cette affaire révèle ».

L'ancien candidat à la présidentielle espère « que le Parlement se saisisse et qu'une enquête parlementaire soit ouverte ». « C'est une évidence que le procureur de la République aurait dû être saisi », abonde M. Corbière qui parle de faits « d'une extrême gravité ».

Le Rassemblement national (RN) est resté d'abord discret sur cette affaire. Marine Le Pen n'a pas réagi. Le parti s'est contenté d'envoyer un communiqué de l'un de ses porte-parole, Julien Sanchez, dénonçant « l'instauration d'un régime autocratique bafouant les règles de droit » et les

« dérives » du gouvernement. Le député RN du Nord, Sébastien Chenu, a quant à lui observé sur Twitter « une déconnexion totale entre Macron, sa cour et les Français » et ajouté que cette vidéo « porte atteinte à l'image des forces de l'ordre ». ■

ASTRID DE VILLAINES

VERBATIM

« Monsieur, J'ai été informé de votre participation aux opérations de maintien de l'ordre, aux côtés des effectifs de la préfecture de police, lors des manifestations qui se sont déroulées à Paris le 1^{er} mai dernier. Votre initiative ne peut en aucune manière se rattacher à la mission qui vous a été confiée au sein des services de la présidence de la République. A cette occasion, vous avez eu un comportement manifestement inapproprié. Votre comportement a porté atteinte à l'exemplarité qui est attendue, en toutes circonstances, des agents de la présidence de la République. En conséquence, j'ai décidé de vous suspendre de vos fonctions, à compter du 4 mai 2018, pour une durée de quinze jours. Vous reprendrez vos fonctions le 19 mai 2018. Je vous invite à tirer toutes les conséquences de ces incidents et de faire preuve, à l'avenir, d'un comportement exemplaire. A défaut, je mettrai fin définitivement à votre collaboration au sein des services de la présidence de la République. Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. »

Patrick Strzoda directeur de cabinet du président de la République, dans une lettre adressée à Alexandre Benalla, chargé de mission, adjoint au chef de cabinet, présidence de la République. A Paris, le 3 mai.

L'Élysée justifie sa position

Le porte-parole de la présidence de la République, Bruno Roger-Petit, a été contraint jeudi à 9h30 de réagir en urgence depuis l'Élysée. Il a confirmé qu'Alexandre Benalla avait été autorisé à se rendre à la manifestation du 1^{er} mai. « Cette autorisation lui a été donnée puisqu'il agissait dans le cadre d'un de ses jours de congés et qu'il ne devait avoir qu'un rôle d'observateur. Il a largement dépassé cette autorisation », a commenté M. Roger-Petit avant de justifier la sanction prise. « Alexandre Benalla a été mis à pied pendant quinze jours avec suspension de salaire. Il a été démis de ses fonctions en matière d'organisation de la sécurité des déplacements du président. Cette sanction vient punir un comportement inacceptable qui est un dernier avertissement avant licenciement. C'est la sanction la plus grave jamais prononcée contre un chargé de mission. »

Le parquet ouvre une enquête préliminaire

L'AFFAIRE « BENALLA », révélée mercredi 18 juillet par Le Monde, a trouvé un prolongement judiciaire avec l'ouverture d'une enquête, jeudi matin, par le parquet de Paris. Cette enquête pour « violences par personne chargée d'une mission de service public », « usurpation de fonctions » et « usurpation de signes réservés à l'autorité publique », a été confiée à la Brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP), a déclaré au Monde le parquet de Paris.

En marge des cortèges du 1^{er} mai, une centaine de personnes s'étaient rassemblées pour manifester place de la Contrescarpe, dans le 5^e arrondissement de Paris. La situation avait dégénéré, et une vidéo, largement partagée sur Facebook, montrait un homme portant un casque s'en prendre violemment à un jeune homme à terre, entouré par des CRS. Cet homme a été identifié par Le Monde comme étant Alexandre Benalla, chargé de mission, ad-

joint au chef de cabinet du président de la République. Une information confirmée par le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda.

Après avoir reconnu les faits devant Patrick Strzoda, qui en avait référé au président de la République, Alexandre Benalla s'était vu infliger une simple sanction administrative : une mise à pied de quinze jours. Le chargé de mission, qui a depuis retrouvé un bureau à l'Élysée, est toujours chargé de mission auprès de la présidence de la République, mais il a été muté à des fonctions administratives puisqu'il s'occupe désormais de la sécurité d'événements organisés au Palais de l'Élysée.

La ministre de la justice, Nicole Belloubet, a commenté l'affaire, jeudi, à l'Assemblée nationale. Interpellée dans l'hémicycle par Eric Ciotti (LR) lors des débats sur la révision constitutionnelle, la ministre a affirmé que « les éléments qui ont été révélés par les films qui ont été diffusés témoignent

effectivement de gestes absolument inadaptes », ajoutant que « si cela paraît nécessaire, le procureur prendra de sa propre initiative les décisions qui s'imposent ».

Toutefois, l'enquête ouverte par le parquet ne vise pas de faits de non-dénonciation. Les membres du cabinet de l'Élysée ayant eu connaissance des actes de violence commis par M. Benalla auraient pourtant dû, au titre de l'article 40 du code pénal, en informer le parquet. Cet article précise en effet que « toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République ».

Cependant, explique au Monde une source judiciaire, les cas de non-dénonciation sanctionnés pénalement concernent uniquement les crimes ou les mauvais traitements sur personne vulnérable. ■

SOREN SELOW

Bruxelles inflige une amende record à Google

L'américain, condamné à payer 4,3 milliards d'euros pour abus de position dominante, entend faire appel

BRUXELLES - bureau européen

La « Tax Lady », comme la qualifie Donald Trump, a encore frappé. Mercredi 18 juillet, la commissaire à la concurrence européenne, Margrethe Vestager, a conclu une enquête ouverte trois ans plus tôt pour abus de position dominante en condamnant Google et Android, son système d'exploitation pour smartphone, à une amende record de 4,34 milliards d'euros. M^{me} Vestager a déclaré : « Google utilise Android comme un véhicule pour consolider la position dominante de son moteur de recherche. Ces pratiques ont privé ses concurrents de la possibilité d'innover et de lui livrer concurrence par leurs mérites. Elles ont privé les consommateurs européens des avantages d'une concurrence effective sur le marché important des appareils mobiles. Cette pratique est illégale au regard des règles de l'Union européenne en matière de pratiques anticoncurrentielles. »

Par conséquent, « Google doit cesser ses pratiques dans les quatre-vingt-dix jours, sinon elle encourt de nouvelles pénalités », a précisé la commissaire danoise. Quant au montant de l'amende, inédit, il s'explique par le fait que « les infractions durent depuis 2011, qu'elles sont très graves et que les revenus de Google [tirés d'Android] ont progressé dans l'intervalle », a-t-elle précisé.

Google a immédiatement annoncé dans un communiqué son intention de faire appel de cette décision : « Android a créé davantage de choix pour tout le monde, pas moins. Ainsi qu'un écosystème vivant, des innovations incessantes et des prix plus faibles qui sont des marqueurs classiques d'une concurrence robuste », a répliqué Al Verney, porte-parole du groupe californien.

Un actif crucial

L'amende infligée est la plus importante jamais prononcée par Bruxelles dans ce type d'infraction. Le précédent record était déjà détenu par Google, qui s'est vu infliger une pénalité de 2,4 milliards d'euros en juin 2017 pour avoir favorisé son comparateur commercial, Google Shopping, sur son moteur de recherche. Avant Google, la Commission avait condamné le géant des microprocesseurs Intel à une amende d'un peu plus de 1 milliard d'euros, en 2009, pour avoir entravé le développement de son concurrent AMD. Microsoft a aussi été condamné par trois fois, entre 2004 et 2013,

avec à la clé des pénalités cumulées de 1,9 milliard d'euros.

Outre le montant record de l'amende, pénalisant même pour une société ultraprofitable (Alphabet, la maison mère de Google, a engrangé 12,7 milliards de dollars de profits en 2017), la décision concernant Android est un coup dur pour Google, car ce système d'exploitation représente pour lui un actif crucial dans le secteur, stratégique, de la mobilité. Lancé en 2007, Android équipe 80 % des smartphones dans le monde et assure à Google une diffusion inédite de l'ensemble de ses autres services. En tout, 2,2 milliards de smartphones tournent aujourd'hui sur Android.

En avril 2016, M^{me} Vestager avait lancé un acte d'accusation contre Android, soulignant trois types de comportements jugés illégaux. Ses arguments sont restés les mêmes : Google a « exigé des fabricants qu'ils préinstallent l'ap-

plication Google Search et son navigateur (Chrome) comme condition à l'octroi de la licence pour sa boutique d'applications en ligne (Play Store) », rappelle ainsi le communiqué de la Commission.

Le groupe a par ailleurs « payé certains grands fabricants et certains grands opérateurs de réseaux mobiles pour qu'ils préinstallent en exclusivité l'application Google Search sur leurs appareils ». Enfin, Google a « empêché les fabricants souhaitant préinstaller les applications Google de vendre ne serait-ce qu'un seul appareil mobile intelligent fonctionnant sur d'autres versions d'Android non approuvées par Google ».

A l'époque, la Commission craignait déjà que ces pratiques n'entravent le développement de moteurs concurrents de Google Search et d'autres systèmes d'exploitation qu'Android. Google s'est toujours défendu de fausser la concurrence en Europe, ar-

quant que cette dernière reste encore vive, et qu'Android a contribué à la baisse significative du prix des smartphones et à la démocratisation du marché. « Il existe plus de 24 000 modèles de smartphones [fonctionnant grâce à Android], à tous les prix » souligne dans un post de blog Sundar Pichai, le PDG de Google.

Les ennuis pour le géant californien à Bruxelles ont commencé en 2010, avec l'ouverture d'une enquête officielle concernant son moteur de recherche. Mais il n'a été vraiment inquiété qu'avec l'arrivée de M^{me} Vestager, fin 2014, dans la Commission Juncker. Le prédécesseur de la libérale danoise, l'Espagnol Joaquín Almunia, avait préféré chercher des compromis : en vain, Google n'ayant modifié en rien ses pratiques. Le géant californien reste dans le collimateur bruxellois : les services de M^{me} Vestager enquêtent encore sur sa

« Google utilise Android pour consolider la position dominante de son moteur de recherche »

MARGRETHE VESTAGER
commissaire européenne

régie publicitaire AdSense, ultra-dominante en ligne.

La « décision Android » aura-t-elle un impact sur le marché des smartphones ? Sur le modèle économique de Google, basé sur des services gratuits en échange de données à exploiter ? « Nous avons besoin de davantage de concurrence, et pas d'exploser une société pour cela », a précisé M^{me} Vestager en réponse à la question récur-

rente de savoir s'il faut démanteler Google. S'il veut éviter des centaines de millions d'euros d'amende supplémentaires, le groupe va, à tout le moins, devoir cesser d'imposer la préinstallation de Google Search et de Chrome sur les appareils Android.

A une semaine d'une rencontre entre le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et Donald Trump, placée sous le signe du commerce, la décision européenne pourrait aggraver les tensions entre Bruxelles et Washington. L'administration américaine accuse régulièrement Bruxelles de s'en prendre aux géants des technologies californiens pour des raisons protectionnistes. Margrethe Vestager s'en est toujours défendue. « J'aime beaucoup les États-Unis. Mais ici, nous appliquons le droit de la concurrence sans tenir compte du contexte politique », a-t-elle réaffirmé mercredi. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

L'exécutif tente d'accélérer dans les technologies de rupture

Bruno Le Maire annonce un investissement de 1,6 milliard d'euros et lance un Conseil national à l'innovation, censé mieux piloter les aides

Miser à fond sur les technologies de demain sans bouleverser le millefeuille français des aides à l'innovation, contrairement à ce que le gouvernement avait laissé entendre en octobre 2017 : telle est, en substance, la ligne adoptée par Bruno Le Maire, qui annonçait jeudi 19 juillet la mise en place du Conseil national à l'innovation.

Cette nouvelle instance, composée de 5 ministres et secrétaires d'Etat, dont ceux de l'économie, du numérique et de la recherche, et de 6 personnalités qualifiées parmi lesquelles Benoît Potier, le PDG d'Air liquide, et Eric Carreel, le fondateur de la start-up Withings, est censée mieux piloter les aides à l'innova-

tion, qui coûtent chaque année 10 milliards d'euros à la France, et dont la complexité est régulièrement critiquée. « Il ne s'agit pas de tailler dans le vif, à l'aveugle, mais d'y remettre de la cohérence », a lancé le ministre de l'économie, depuis les locaux de Collectis à Paris, une entreprise française

Premier « défi » identifié, l'établissement de diagnostics médicaux grâce à l'intelligence artificielle

spécialisée dans le développement d'immunothérapies, au bord de la faillite il y a cinq ans, mais qui s'est redressée notamment grâce notamment au soutien de Bpifrance.

Si le ministre avait choisi ce lieu, c'est pour illustrer le virage qu'il souhaite faire prendre à la France. « Notre pays a pris du retard dans l'innovation de rupture qui prépare le futur. Nous sommes déterminés à combler ce retard », a martelé M. Le Maire. En tout, le gouvernement a prévu d'injecter 1,6 milliard d'euros sur l'ensemble du quinquennat, en capital ou sous forme de subventions dans ces technologies de rupture, à la fois très risquées et compliquées à rentabiliser. Il espère que les acteurs privés compléteront cette manne,

afin d'obtenir un investissement total de 4,5 milliards d'euros.

Le nouveau fonds à l'innovation devrait contribuer à ces financements à hauteur de 250 millions d'euros par an, soit le rendement issu du placement des 10 milliards d'euros de capital dont il est pourvu. Sur ce montant, 150 millions d'euros serviront à financer des « grands défis » définis par le nouveau Conseil national à l'innovation, et censés résoudre une problématique sociétale ou technologique. Chaque « défi » sera doté de 30 millions d'euros sur trois ans, et fera contribuer entreprises, instituts de recherche, etc.

Le premier défi porte sur l'établissement de diagnostics médicaux grâce à l'intelligence artificielle. Objectif : pouvoir établir

des diagnostics prénataux afin d'identifier des maladies rares, ou améliorer le traitement d'Alzheimer. Le second défi repose sur « la fiabilisation et la certification des systèmes d'information de l'intelligence artificielle ». Il s'agit, par exemple, de « garantir que les algorithmes des voitures autonomes prennent la bonne décision », a expliqué le ministre de l'économie et des finances.

Loin de la simplification espérée

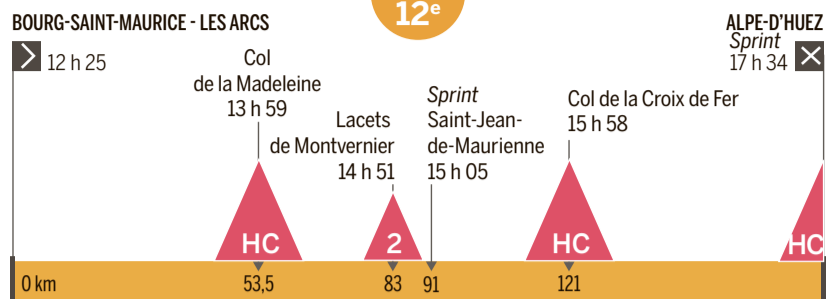
En parallèle, chaque année, 70 millions d'euros seront injectés dans les start-up de la « deep tech », une autre terminologie qui désigne ces technologies de rupture. Ces sommes, qui seront versées soit sous forme de bourses, d'avances remboursables, de

prêts ou de concours, s'ajoutent au fonds French Tech Seed doté de 400 millions d'euros d'argent public, lancé en juin, et censé apporter les premiers financements en capital aux start-up.

Bpifrance a été chargé de gérer à la fois la partie subvention et le nouveau fonds French Tech Seed. La banque publique, qui s'apprête à lancer un « grand plan deep tech », afin de passer à la « phase 2 de la French Tech », selon Paul-François Fournier, son directeur innovation, compte investir sur 5 ans pour son compte entre 500 et 600 millions d'euros en capital dans ces technologies, somme qui vient s'ajouter au fonds French Tech Seed. On est loin de la simplification un temps espérée. ■

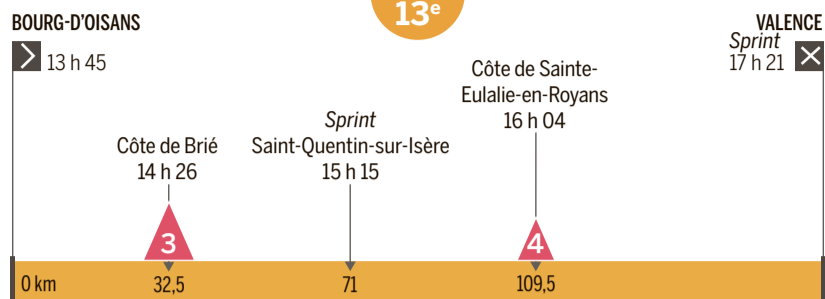
SANDRINE CASSINI

Jeudi 19 juillet **ÉTAPE DE MONTAGNE** 175,5 km



▲ Catégorie de l'ascension (XX h XX : passage au plus tôt)

Vendredi 20 juillet **ÉTAPE DE PLAINE** 169,5 km



SOURCE : ASO

CLASSEMENT

VAINQUEUR DE LA 11 ^e ÉTAPE		
Geraint Thomas Royaume-Uni, Team Sky		
CLASSEMENT GÉNÉRAL		
1	Geraint Thomas	44 h 06' 16"
	Royaume-Uni, Team Sky	
2	Chris Froome	à 01' 25"
	Royaume-Uni, Team Sky	
3	Tom Dumoulin	à 01' 44"
	Pays-Bas, Team Sunweb	

En attendant Gaudu

David Gaudu, grimpeur et un des grands espoirs du cyclisme français, découvre le Tour avec insouciance

BOURG-SAINTE-MAURICE (SAVOIE) - envoyé spécial

Mais que fait cet enfant au milieu du peloton ? Voilà deux semaines que David Gaudu promène de ville en ville son allure juvénile, ses lunettes à grosse monture, l'œil espiègle qui se trouve derrière, et on pourrait croire qu'un junior tente de s'incruster dans une course d'adultes. Mais non, cette silhouette fluette et ces trois poils de barbe sur un visage glabre qui tentent l'échappée en solitaire appartiennent bien à un coureur du Tour de France.

David Gaudu, sur ses terres à Lorient, le 11 juillet.
BENOIT TESSIER / REUTERS



« C'est un gamin simple, mais qui a de l'ambition. Il n'a pas envie de rester un coureur anonyme, ça, c'est clair »

MARC MADIOT
patron de l'équipe FDJ

peloton, je n'ose pas froter pour me frayer un chemin. Et s'il est derrière et demande à passer, oui, je le laisse passer... » Guillaume Martin, l'un de ses congénères de moins de 25 ans sur le Tour, a tout même bien remarqué la « giclette impressionnante » de cette « petite crevette qui frétille pour remonter le peloton ».

« Sur certaines photos où il pose avec des enfants, on ne sait pas qui est le plus jeune », taquine au bout du fil Thibaut Pinot, le leader de l'équipe française Groupama-FDJ, qui compte dans ses rangs « le petit Gaudu » (1,73 m quand même). Cela dit, avec sa tête d'enfant modèle, on ne croirait pas, mais c'est un coureur avec beaucoup de caractère. Et heureusement. Sur un vélo, l'œil espiègle disparaît. Un de ses entraîneurs de jeunesse disait : « Quand il est en course, il ne faut pas lui demander l'heure... »

A 21 ans, David Gaudu pourrait aujourd'hui répondre que la sienne est arrivée un peu plus tôt que prévu. Le quasi-benjamin du Tour 2018 – seul Egan Bernal, équipier colombien de Chris Froome, est plus jeune – n'aurait pas dû en être. Mais Thibaut Pinot a été victime d'une pneumonie un mois avant le départ. Et voilà comment « le Moustique » est devenu l'un des 35 néophytes du 105^e Tour de France à prendre la route à Noirmoutier, avec aucun autre objectif que d'ouvrir grand les mirettes.

« Il est en phase de découverte et d'apprentissage, disons qu'il est en formation accélérée sur ce Tour », explique Marc Madiot, patron de l'équipe FDJ, qui tient à calmer le jeu autour de sa pépite : « Il n'est pas à maturité, il faut le laisser se développer. C'est un gamin simple,

mais qui a de l'ambition. Il n'a pas envie de rester un coureur anonyme, ça, c'est clair. A priori, il est bien parti pour ne pas le rester. »

Il ne l'est déjà plus vraiment. Tout le milieu avait eu vent des résultats de l'adolescent Gaudu, et l'équipe FDJ lui a mis le grappin dessus alors qu'il avait 17 ans, et pas encore son bac ES. Sa victoire en 2016 au Tour de l'Avenir, modèle réduit du Tour de France pour les moins de 23 ans, l'a fait connaître des suiveurs occasionnels. Et le grand public, avant de le découvrir cet été, avait eu, dès sa première saison pro, un aperçu du phénomène sur la Flèche wallonne 2017, qu'il avait finie à la 9^e place après avoir chatouillé les favoris dans le mur final.

« Il en est encore aux balbutiements de son métier, annonce

Yvon Madiot, frère de Marc, et directeur sportif à la FDJ, mais ce sera sûrement un des « top grimpeurs » dans les deux ou trois ans qui viennent. » Et pas le genre à « lisser » son effort, le nez collé sur son compteur de watts ou l'oreillette vissée au tympan, non, plutôt « un coureur un peu à l'ancienne, spectaculaire, capable de longues échappées ».

« Un poil au-dessus »
« Son parcours est à peu près le même que celui de Romain Bardet ou Thibaut Pinot, raconte Pierre-Yves Chatelon, sélectionneur de l'équipe de France Espoirs. Mais pour les avoir tous vus passer au même âge, sur l'aspect grimpeur pur, il est un poil au-dessus. Ce sera vraiment un coureur de grands Tours. » Thibaut Pinot

anticipe : « David est dans les temps de passage pour être un crack. Dans quelques années, c'est peut-être moi qui l'aiderai, pourquoi pas, à gagner le Tour de France. »

L'intéressé n'en est pas encore à ce stade de l'ambition, il se contente d'être « en kif » après ses premiers coups de pédale sur la Grande Boucle ; ravi d'avoir traversé son Finistère natal lors de la 6^e étape sur les routes de sa jeunesse, où il se prenait pour Contador ou Valverde ; ébahé par la foule massée sur le bas-côté ; pas effrayé par l'étape électrique des pavés du Nord, pourtant pas faite pour ses 53 kilos ; impressionné par la nervosité permanente au sein du peloton, et le combat sans fin pour être bien placé et éviter les chutes.

Le Tour, « c'est autre chose », dit-il, heureux que celui qui l'intéresse, celui de la montagne, ait enfin débuté. Avant de s'attaquer, jeudi 19 juillet, aux 21 lacets de l'Alpe d'Huez, où il comptait briller lors de la 12^e étape, David Gaudu a vécu un moment de grâce, mardi, lors de la première étape alpiniste entre Annecy et Le Grand-Bornand, achevée à la 9^e place : « Sur le plateau des Glières, j'ai tout fait dans la roue de Greg Van Avermaet [alors maillot jaune], et je me disais "putain, je cours sur un chemin de terre, je suis dans la roue d'un champion !" »

« Il est un peu timide par moments, observe le bienveillant Yvon Madiot, il n'ose pas trop aller dans la bagarre. » Gaudu l'admet volontiers : « C'est sûr que quand je suis à côté de Peter Sagan dans le

CHRONIQUE | PAR GUILLAUME MARTIN

Le coureur dans son effort est un animal

Que se passe-t-il dans la tête d'un cycliste, au paroxysme de l'effort, en pleine ascension, dans les pourcentages les plus raides de l'Alpe-d'Huez, quand les forces viennent à manquer, quand la douleur semble insoutenable ? Cette question fascine tous les suiveurs.

J'aimerais pouvoir répondre que je pense alors à l'histoire de mon sport, à tous ces champions légendaires qui ont souffert avant moi, comme moi, dans ces mêmes pentes abruptes. J'aimerais pouvoir expliquer que mon esprit s'échappe dans des envolées lyriques, en même temps que je gravis les derniers mètres me séparant des cimes. J'aimerais pouvoir affirmer que l'effort physique encourage à philosopher.

Mais en réalité je dois avouer que, la plupart du temps, je ne pense à rien pendant que je m'époumone. Je suis là simplement, pur

corps, pure souffrance, présent au monde, incapable de prendre une quelconque distance avec mon action ou ce qui m'entoure, quasi inconscient. Le cyclisme n'est pas un art de la réflexion, mais un art de l'instinct. Le coureur dans son effort est un animal. Le grimpeur, un aigle ou un serpent, vif et altier. Les autres, des chameaux ou des lions, lourds et acharnés. Tous sont vivants, en prise directe avec l'existence.

L'autonomie originelle du corps
Sur le vélo, il y a pourtant des moments où je m'extrait de moi-même, où je prends un ironique recul sur mon existence immédiate. Parfois, quand la douleur se fait si intense qu'elle en devient absurde, j'en viens à me considérer moi-même comme un autre. Je regarde mes jambes pédalant mécaniquement. Je me demande : pourquoi donc continuent-elles à appuyer sur les pédales ? Quel est le

sens de tout cela, de ce supplice volontaire, de cette torture recherchée ? Je pourrais comme beaucoup avoir une existence paisible et rangée, un travail stable. Je pourrais être assis sur une chaise, et m'amuser à écrire. Je pourrais être en vacances, comme tous ces spectateurs, à boire des bières en regardant passer la caravane du Tour. De l'autre côté de la barrière... Au lieu de quoi, je me laisse martyriser par l'Alpe-d'Huez, cette montée en forme de chemin de croix. A quoi bon ?

Ici, la pensée se fait omniprésente. Est-ce là la preuve d'un quelconque dualisme ? Est-ce là le signe que le corps, au bout du compte, au bout de l'effort, s'éteint devant l'esprit ? Je crois au contraire que cela signifie que mon corps, grâce au sport, a retrouvé son autonomie originelle. Il n'a plus besoin d'une instance supérieure qui le commande. Le mouvement a été incorporé. L'esprit peut s'échapper. Il peut bien penser ce qu'il veut. Il n'est

pas moi. Moi, je suis un corps, en lui-même parfaitement fonctionnel.

La pente se raidit encore, la douleur est de plus en plus insupportable. Je devrais ordonner à mon corps de cesser toute activité. Je devrais arrêter là cette stupide automutilation. Mais mon corps ne répond plus. Mieux encore : paradoxalement, il est heureux de cette souffrance. Il appelle même à son recommencement, à son éternel retour. Si la tête du cycliste lui dit « plus jamais ça », son corps en demande toujours plus. C'est ainsi que dès un Tour fini, le coureur se tourne vers le suivant. C'est ainsi que dès un col franchi, il se précipite vers celui d'après, tel Sisyphe remontant inlassablement sa pierre au sommet de la montagne. Il faut imaginer le cycliste heureux. ■

Guillaume Martin (Wanty-Groupe Gobert), coureur cycliste, est actuellement 24^e au classement général du Tour de France

SI LA TÊTE DU CYCLISTE LUI DIT « PLUS JAMAIS ÇA », SON CORPS, EN REVANCHE, EN DEMANDE TOUJOURS PLUS

Gordon Matta-Clark, la découpe du monde

Le Jeu de paume, à Paris, consacre une rétrospective à l'artiste américain, figure de proue de « l'anarchitecture »

EXPOSITION

Qui n'a jamais ressenti un pincement au cœur devant ces patchworks de papier peint, de peinture écaillée, de traînées de ciment qui s'étalent sur les murs de certains immeubles désossés, exhibant aux yeux de tous la mémoire des vies qu'ils ont un jour abritées ? Chez Gordon Matta-Clark, comète qui brûla pendant dix ans le ciel de la scène artistique new-yorkaise avant de s'éteindre, en 1978, foudroyé par un cancer à l'âge de 35 ans, cette émotion a engendré des interventions dans des immeubles abandonnés du Bronx. Ils donnent le « la » de la rétrospective que lui consacre, jusqu'au 23 septembre, le Jeu de paume, à Paris.

S'emparant de ces bâtiments comme d'une matière à sculpter, le jeune artiste en perça les cloisons, en découpa les planchers, en arracha les revêtements... Les structures éventrées, dont les séries de photos *Bronx Floors* (1972-1973) et *Walls* (1972) conservent la mémoire, jetaient leur lumière crue sur la transformation à la fois plus insidieuse et plus brutale de ce quartier pauvre new-yorkais, mal desservi par les transports, que la municipalité laissait à l'époque se dégrader jusqu'à la décomposition.

Formé comme architecte, influencé par le land art et l'esthétique de la performance, Gordon Matta-Clark inscrivait son art dans le tissu de la ville, s'engageant lui-même physiquement dans un corps-à-corps avec sa matière. De ce geste politique joyeusement enragé ne restent aujourd'hui que les traces documentaires qui, si elles en diluent nécessairement la charge subversive, n'en constituent pas moins des œuvres autonomes, d'une puissance plastique stupéfiante.

Première rétrospective française depuis celle qui consacra, en 1993, le Musée Cantini de Marseille, l'exposition du Jeu de paume donne un bel aperçu de l'ensemble, bien qu'un peu figé. On regrette que l'accrochage ne tire par plus de fils avec le présent, tant certaines pièces résonnent avec notre époque ; qu'il ne fasse pas plus de place à la personnalité solitaire de cet artiste qui, en fondant ensemble l'art et la vie, croyait dans sa capacité à transformer le monde ; qu'il n'explore pas, non plus, son influence chez les architectes (de Frank Gehry à Rem Koolhaas) et les artis-

tes (de Thomas Hirschhorn à Mike Kelley). Ces réserves posées, l'exposition est efficace, et le catalogue qui l'accompagne, de belle tenue. Ensemble, ils éclairent cette œuvre au parfum d'inachevé à la lumière du contexte sociopolitique qui l'a inspirée, tout en faisant la part belle à des photographies et à des vidéos qui en cristallisent la dimension secrètement magique.

Perspectives chamboulées

« *Quand on vit dans une ville, tout, en un sens, est architectural* », résumait Matta-Clark dans un entretien. Le virus lui a été transmis par son père, le peintre surréaliste chilien Roberto Matta, communiste engagé qui avait travaillé, dans sa jeunesse, dans l'atelier de Le Corbusier. S'il n'a pas souhaité la pratiquer en professionnel, l'architecture, « *zone intermédiaire* » entre le sous-sol et le ciel, comme il aimait à la

considérer, est restée le prisme à travers lequel il appréhendait le monde.

Or, en 1969, quand il s'installe à New York, le monde est chaos. La guerre du Vietnam fait rage ; le combat pour les droits civiques a pris un tour violent ; la ville, frappée par le déclin économique, est en proie à toutes sortes de troubles sociaux. L'utopie moderniste qui promettait aux masses un avenir radieux dans un paradis de béton a désormais du plomb dans l'aile, et Gordon Matta-Clark s'entoure d'un groupe d'artistes amis pour en esquisser une critique radicale.

Le temps est venu de l'« anarchitecture ». Une pratique qui anarchiserait l'architecture. Ou architecturerait l'anarchie. Ou peut-être tout cela à la fois et plus encore, les choses conservant toujours une forme d'ambivalence chez Matta-Clark. En 1974, l'anarchitecture donne lieu à une

exposition collective dans laquelle Matta-Clark présente un polyptyque de photos en noir et blanc, *Untitled (Anarchitecture)*. On y voit des trains déraillés en rase campagne, des ponts éventrés, jonchés de voitures abandonnées sur place, des carrefours déserts, des autoroutes saturées d'embouteillages, des immeubles en ruine, des carcasses de véhicules défoncées... Le paysage est réduit à l'état de friche, dont les humains ont disparu. Gordon Matta-Clark va en faire son terrain de jeu.

Investissant des espaces à l'abandon, il les reconfigure au gré de découpes monumentales à même les murs, qui rendent visibles les décors urbains, et les mettent en crise. Qu'il perce les murs d'un immeuble parisien du XVII^e siècle pour ouvrir le chantier futuriste du Centre Pompidou sur l'activité de la rue Beaubourg (*Conical Intcept*, 1975),

Entre ses mains, l'architecture devient un langage, révélateur de l'inconscient des villes

qu'il construise une façade d'habitation en s'inspirant du travail d'un SDF (*Garbage Wall*, 1970), qu'il reconstruise une coupe transversale de Paris depuis les sous-sols de l'Opéra Garnier jusqu'au sommet de sa coupole (*Sous-sols de Paris*, 1977), l'anarchitecte chamboule les perspectives. A coups de pioche, il ouvre grandes les portes de l'imagination.

Entre ses mains, l'architecture devient un langage, révélateur de l'inconscient des villes. Elle est aussi un chantier métaphysique.

Sa fragilité renvoie à celle de l'existence humaine. La lumière s'engouffre dans ses brèches comme à travers les vitraux d'une église.

Dans *Descending Steps for Bataan*, et *L'Echelle de Jacob*, une performance et une installation qu'il réalise en hommage à son frère jumeau, Sebastian, qui s'est jeté de la fenêtre de son propre appartement en 1976, cette dimension spirituelle prend un tour tragique. Elle témoigne, chez l'auteur, d'une sensibilité à vif qui, si elle n'est pas le sujet évident de la plupart de ses œuvres, en constitue sans aucun doute le carburant. Ignorer cet aspect de son travail, c'est manquer d'en saisir la puissance tellurique. ■

ISABELLE REGNIER

Gordon Matta-Clark :
Anarchitecte, Musée du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. Jeudepau.org



Gordon Matta-Clark et Gerry Hovagimyan travaillant à « Conical Intersect », rue Beaubourg, à Paris, en 1975. HARRY GRUYAERT/MAGNUM PHOTOS

A Bobigny, Jean-François Sivadier met l'opéra sens dessus dessous

A la MC93, pour l'ouverture du festival Paris l'été, le metteur en scène reprend « Italienne scène et orchestre » ou « La Traviata »

THÉÂTRE

L'amateur éclairé échappé du Festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence comme à l'aficionado d'Avignon, « in » et « off » confondus, le festival Paris l'été offre malicieusement à la MC93 de Bobigny (Seine-Saint-Denis), en ouverture de ses festivités, un fort joli pied de nez : *Italienne scène et orchestre*, de Jean-François Sivadier, dans lequel le spectateur est invité à assister aux répétitions d'un opéra, en l'occurrence *La Traviata*, de Verdi... Et ce n'est pas piqué des hannetons.

Mais, avant le lever de rideau, l'histoire réclame un flash-back. 1997, le dramaturge Didier-Georges Gabilly, dont Jean-François Sivadier était très proche, vient de mourir prématurément. Le met-

teur en scène n'a encore jamais monté de spectacle à lui. Laurent Pelly, qui dirige alors le centre culturel Le Cargo, à Grenoble (rebaptisé depuis MC2), lui propose de monter un spectacle, avec trois contraintes : cela doit être court – 1h30 au maximum –, réunir pas plus de trois-quatre acteurs, et se passer n'importe où dans le théâtre... sauf sur le plateau.

En une nuit, le comédien-metteur en scène va imaginer la chose : le public placé dans la fosse d'orchestre devant les pupitres des musiciens, à qui il est donné de voir les attermolements, caprices de divas et cabotinages d'acteurs, conflits entre metteur en scène et chef d'orchestre... Voire d'y participer. Succès de cet *Italienne avec orchestre*. Vingt ans après, on rigole toujours autant

« C'est tellement juste ! C'est exactement ce qu'on vit dans notre métier »

LAURENT NAOURI
baryton

aux facéties de Sivadier, qui prend la baguette et, semblant improviser (alors que tout est méticuleusement travaillé), emmène la danse, vous bouscule, vous divertit, et, ce qui est plus rare, vous donne à réfléchir.

Six ans plus tard, en 2003, avec la même équipe, il invente un deuxième acte (qui évidemment devient le premier, sinon ça serait

trop simple), où le spectateur n'est plus musicien mais choriste. Et c'est ainsi que quand le rideau se lève dans la petite salle où l'on vous a installé, vous vous retrouvez en fond de scène à faire face aux gradins de la salle vide et la proie d'un metteur en scène (Nicolas Bouchaud) exalté et dépassé.

Une mise en abyme

Complicité des comédiens – les mêmes aujourd'hui que toujours (Marie Cariès, Charlotte Clamens, Vincent Guédon et Nadia Vonderheyden entourent Nicolas Bouchaud et Jean-François Sivadier), plaisir que l'on sent chez eux d'être là. « *Jean-François a toujours rêvé d'être chef d'orchestre* », affirme Nicolas Bouchaud d'un air entendu après la représentation. « *Je connais bien la mu-*

sique, mais je ne sais pas la lire », sourit à regret ce dernier qui, à 20 ans, au Mans, s'était vu offrir pour la première fois un rôle parlé par ses camarades de l'Atelier lyrique du Maine dans *King Arthur*, de Purcell.

Italienne scène et orchestre n'a plus été joué depuis 2006. A l'époque, Natalie Dessay était venue la voir avec son mari, le baryton Laurent Naouri. « *C'est tellement juste ! C'est exactement ce qu'on vit dans notre métier* », confie aujourd'hui ce dernier. « *Maintenant, vous devez monter une Traviata* », avait alors suggéré la cantatrice à Sivadier. Ce sera chose faite en 2011, quand Bernard Foccroulle, le directeur du Festival d'Aix-en-Provence, appréciant le travail que le metteur en scène mène depuis avec

l'Opéra de Lille, les réunira. Le spectacle qu'on retrouve aujourd'hui, assis derrière un pupitre, au fond de la fosse, dans une mise en abyme de ce qu'est le théâtre, n'en prend que plus de saveur... « *Hep, vous, là, oui vous là, vous voulez bien arrêter d'écrire et vous concentrer un peu sur ma baguette. Taaaaa ta taaa ta ta, c'est ça, c'est ça...* » ■

LAURENT CARPENTIER

Italienne scène et orchestre, de Jean-François Sivadier, à la MC93, Bobigny, tous les jours sauf dimanche jusqu'au 28 juillet, à 19 heures (le samedi à 16 heures). Durée : 3h30 avec entracte. Tarifs : de 9 € à 25 €. Tél. : 01-41-60-72-72. Dans le cadre du festival Paris l'été. Parislette.fr

Qui fut vraiment Gottfried Wilhelm Leibniz (1646-1716)? D'abord, l'un des plus grands philosophes de tous les temps, un des plus géniaux savants de son époque, qui développa – simultanément avec Newton – le calcul infinitésimal. Mathématicien, géologue, passionné de machines arithmétiques, Leibniz incarne la figure de l'optimiste à tous crins ridiculisé par le personnage de Pangloss, le songe-creux de *Candide*, de Voltaire (1759). Pourtant, son existence dément le mythe du philosophe la tête dans les étoiles qui tombe dans un puits. Juriste de formation, il exerce la profession de diplomate, mais aussi d'informateur, au service des princes allemands, qui lui ouvrent, malgré ses origines bourgeoises, le chemin des diverses cours d'Europe où se joue la politique de l'âge classique. On devrait même à ce féru de néologismes l'invention du terme « géopolitique ».

Leibniz, dont nombre d'opuscules et de traités (comme sa *Théodicée* de 1710) sont écrits dans notre langue – alors celle des lettrés, à égalité avec le latin –, n'en professe pas moins un amour sans faille pour sa patrie allemande, morcelée en 360 États souverains. Luthérien, il milite ardemment pour la « réunion » des Eglises catholique et protestante. Cet « irénisme », son souci de pacification du continent européen, va d'ailleurs de pair avec son idéal philosophique d'« harmonie préétablie », ou « concomitance » entre l'âme et le corps garantie par Dieu, et que notre nature bornée, ne voyant qu'une partie du tableau de l'Univers, nous interdit seule de percevoir. Cela ne l'empêche pas de brocarder Louis XIV et ses ambitions hégémoniques dans un pamphlet satirique (*Mars christianissimus*, « Mars très chrétien », 1684), destiné à mettre au moins les rieurs de son côté. Le patriote Leibniz est « à jamais (...) francophobe », affirme le spécialiste Yvon Belaval dans son précieux *Leibniz. Initiation à sa philosophie* (Vrin, 2005).

MANŒUVRE DE DIVERSION

Au début des années 1670, les visées du Roi-Soleil inquiètent le jeune génie encore inconnu, tout comme son protecteur, l'évêque de Mayence. Leibniz concocte un *Mémoire sur la conquête de l'Égypte* pour Louis XIV. Était-il destiné à convaincre le belliqueux monarque français de tourner ses armes loin de l'Allemagne et de la Hollande, vers l'Orient? Cette thèse traditionnelle est séduisante. Mais elle sous-estime le flair politique de Louis XIV, qui ne se serait pas aussi facilement laissé duper par une manœuvre de diversion. Le contexte français se prête pourtant à une telle proposition et Leibniz sait jouer sur des points sensibles. Colbert s'intéresse depuis longtemps au commerce de la mer Rouge et à la route des Indes, et la vocation supposée de la monarchie franque à régner sur la Terre sainte ou sur l'Égypte nourrit en France un messianisme dynastique depuis la Renaissance. La piraterie endémique en Méditerranée, les affronts réguliers infligés par le sultan ottoman aux ambassadeurs de France, créent en outre un climat favorable à ce genre de projet, moins fantaisiste et intempestif qu'il ne nous paraît à quelques siècles de distance.

Leibniz a-t-il acquis le goût de la négociation et des intrigues occultes auprès des Rose-Croix de Nuremberg, auquel il s'affilie deux ans, à partir de 1666? Même s'il prend assez vite ses distances avec cette société secrète et avec l'alchimie, il y a peut-être rencontré son premier mentor, le baron Jean de Boinebourg, conseiller de l'évêque de Mayence. Leibniz, devenu secrétaire de Boinebourg, part donc pour Paris le 18 mars 1672 dans l'espoir de présenter en personne au roi son argumentaire en faveur de la conquête du Nil. Mais Louis XIV, qui n'a vraisemblablement pas eu communication du

LEIBNIZ S'INSINUE DANS LE CERCLE DE COLBERT POUR PRATIQUER UNE SORTIE D'ESPIONNAGE INDUSTRIEL AVANT LA LETTRE. IL HANTE AINSI LES SOIERIES ET LES MANUFACTURES



MILES HYMAN

Leibniz, au service de l'Allemagne

ÉCRIVAINS ESPIONS, ESPIONS ÉCRIVAINS 115

Il n'y a pas que John le Carré : lumière sur les activités de renseignement de quelques figures de la littérature ou de la pensée. Le philosophe Leibniz (1646-1716) a ainsi été l'agent secret de Mayence à la cour de Louis XIV

mémoire, ne le reçoit pas et, le 6 avril, déclare la guerre à la Hollande. Le ministre des affaires étrangères, Simon Arnauld de Pomponne, signifie à Boinebourg l'enterrement du plan : « *Je ne vous dis rien sur les projets d'une guerre sainte; mais vous savez qu'ils ont cessé d'être à la mode depuis Saint Louis.* » Enfoui dans les archives de Hanovre, le mémoire égyptien de Leibniz n'en sera exhumé qu'en 1803, lors de l'occupation de cette ville par les Français – soit après l'expédition d'Égypte menée par Bonaparte en 1798, à qui il a échoué de faire passer dans la réalité ce rêve des Lumières, lequel s'est d'ailleurs vite mué en cauchemar colonial et politique.

L'échec du projet égyptien ne met fin ni au séjour de Leibniz à Paris, lequel se prolonge jusqu'en 1676, ni à son activité d'infiltration de divers réseaux. Il y rencontre les « intellectuels », parmi lesquels Antoine Arnauld, le chef de file des jansénistes, et parvient à se faire communiquer les manuscrits de Blaise Pascal (1623-1662) : les *Pensées*, parues en 1670, mais aussi un traité sur les coniques, aujourd'hui perdu. Le protégé de l'évêque de Mayence fouille également la Bibliothèque du roi de fond en comble pour en recopier les ordonnances censées permettre d'organiser une levée en masse de la nation allemande.

Il s'intéresse de près à la production de fonte et de fer, s'insinue dans le cercle de Colbert pour pratiquer une sorte d'espionnage industriel avant la lettre. Leibniz hante ainsi les soieries et les manufactures pour

soutirer aux artisans et aux mécaniciens leurs procédés de fabrication, dans l'intention de les reproduire outre-Rhin. Le voilà qui rapporte à ses mandants le décalage entre une capitale florissante et une province écrasée d'impôts et en mal de crédit, et ne recule même pas devant le trafic d'influence pour extorquer des informations. « *Il serait important de pêcher d'ici le fin et le délicat de leurs secrets, ce qu'on peut faire quelquefois avec adresse mêlée de quelque petite libéralité* », confie-t-il à ses protecteurs. Il tire également les vers du nez aux soldats qui ont participé à la campagne au cours de laquelle, en 1674, le Palatinat frontalier subit une atroce mise à sac par l'armée de Turenne.

GRANDE POLITIQUE LEIBNIZIENNE

Ce travail inlassable de renseignement suscite la méfiance de ses contemporains, comme Spinoza, lequel, en 1675, répond, agacé, à l'un de ses correspondants qui l'adjure d'envoyer ses écrits à Leibniz : « *Je voudrais d'abord savoir ce qu'il fait en France.* » Ce dernier quitte Paris en 1676 et devient bibliothécaire à la cour de Hanovre. Mais la grande politique leibnizienne ne s'interrompt pas, et les projets visionnaires s'accumulent, jamais détachés des idées métaphysiques. L'auteur des *Nouveaux essais sur l'entendement humain* cultive, par exemple, un intérêt érudit pour la Chine, penchant étudié en détail par l'islamologue Olivier Roy dans son premier ouvrage, *Leibniz et la Chine* (Vrin, 1972). Un intérêt qui accompagne sa foi en

Repères

1646 Leibniz naît à Leipzig, en pleine guerre de Trente Ans (1618-1648).

1672-1676 Séjour à Paris, durant lequel il pratique le renseignement pour le compte de l'évêque de Mayence.

1676 Il devient bibliothécaire à Hanovre et historien de la famille Brunswick.

1692 L'Etat de Hanovre devient un électorat (un pays participant à l'élection de l'empereur d'Allemagne) grâce à Leibniz.

1710 Publication des *Essais de théodicée*.

1716 Isolé à Hanovre, célibataire, Leibniz meurt de la goutte.

une « religion naturelle », excédant les différences confessionnelles et favorisant un rapprochement politique, commercial autant que spirituel entre l'empire du Milieu et la chrétienté. Il ira jusqu'à soutenir les jésuites qui acceptent d'intégrer des rites chinois à la liturgie catholique afin d'encourager les conversions...

Ce goût de la Chine explique également l'attrait du philosophe-diplomate pour l'un des dirigeants de son temps dont l'empire confine avec le territoire chinois, le tzar Pierre I^{er} (1672-1725). Faute d'avoir rencontré Louis XIV, il s'entretient à plusieurs reprises, à partir de 1711, avec le modernisateur de la Russie, qui le nomme conseiller privé. Leibniz envoie mémoire sur mémoire au tzar et à ses ministres, prônant des réformes administratives, économiques et la fondation d'une académie à Moscou et à Saint-Petersbourg, une expédition vers le pôle Nord, proposant d'utiliser ses observations sur les déclinaisons magnétiques pour apprendre « si l'Asie est rattachée à l'Amérique ». « *Gagner l'esprit d'un seul homme, tel que le Tzar ou tel que le monarque de la Chine, et le tourner aux véritables biens en lui inspirant un zèle pour la gloire de Dieu et la perfection des hommes, c'est plus faire que de gagner cent batailles* », note Leibniz, en un autre dessein pharaonique pour ces temps où le philosophe ambitionnait d'être presque roi. ■

NICOLAS WEILL

Prochain épisode *Aphra Behn*

Le nouveau « Tour de France »

Pierre Adrian et Philibert Humm, jeunes écrivains, racontent six mois sur les routes

RÉCIT

Allez, pour un peu, ils pourraient chanter le fameux duo de *Ciboulette*, l'opérette de Reynaldo Hahn (1923). « Nous avons fait un beau voyage/ Nous arrêtant à tous les pas. » De la Lorraine à la Provence, de l'Aquitaine à la Bretagne, jusqu'aux Flandres et à Paris, Pierre Adrian et Philibert Humm, les auteurs du *Tour de France par deux enfants d'aujourd'hui*, ont exploré tout le pays en prenant le chemin des écoliers.

Ou plutôt ils ont suivi pas à pas, ou presque, celui qu'avaient emprunté André et Julien Volden, les petits protagonistes du *Tour de France par deux enfants*, publié en 1877 chez Belin et toujours disponible chez le même éditeur. Avec plus de 9 millions d'exemplaires vendus, ce livre de lecture destiné aux élèves du cours moyen est resté jusque dans les années 1950 un parfait manuel de géographie, d'histoire, de leçons de choses et de morale. Un best-seller scolaire rédigé, sous le pseudonyme de G. Bruno, par Augustine Fouillée (1833-1923).

Après la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace et de la Lorraine, André et Julien, 14 et 7 ans, tout juste orphelins, fuient Phalsbourg sous domination prussienne pour rejoindre leur oncle à Marseille. Leur odyssée, de coups du sort en rebondissements, va les entraîner bien plus loin qu'ils n'imaginaient. Le texte exalte le devoir et la patrie. Au-delà, il enseigne aussi que l'apprentissage des connaissances et des vertus est indissociable de la rencontre avec les autres.



Dans une cité de Corbeil-Essonnes, banlieue parisienne, juin 2009. ALEXANDRE TABASTE

CONTINUER À JOUER

Pierre Adrian et Philibert Humm ont 27 ans chacun. Le premier est déjà l'auteur de deux récits (*La Piste Pasolini* et *Des âmes simples*, Equateurs, 2015 et 2017), le second, journaliste littéraire, a été le préfacier de la réédition de *Fausse route*, de Pierre Mérimond (Le Dilletante, 2016). Ils sont copains depuis la classe de 5^e. S'ils ne sont plus vrai-

ment des enfants, ils n'ont toutefois pas encore complètement poussé. Dans cette époque « de vaches tristes », ces deux-là ne sont pas vraiment pressés de franchir la frontière de la vie raisonnable. Tout ce qui peut différer ce passage est bienvenu. Aussi, cette expédition sur les traces des frères Volden est comme une manière de

continuer à jouer : on dirait que je serais et que tu serais... Ces bases jetées, l'aventure peut commencer.

André et Julien avaient quitté Phalsbourg à pied un soir de brouillard et, dans leur chemin, s'étaient égarés au milieu d'une forêt. Pierre et Philibert vont partir du même endroit au volant d'une Peugeot 204 de 1970. Eux aussi vont se perdre, mais dans le dédale d'une zone commerciale, entre les hypermarchés et les magasins de meubles et de bricolage, les ronds-points et les sens uniques. Le nouveau paysage de la France, si l'on veut. Elle a bien changé, même depuis leur naissance.

UNE FOULE DE RENCONTRES

Nos deux enfants du siècle tracent la route. Dijon, Nevers, Saint-Etienne. Ils laissent la voiture, fatiguée, à Clermont-Ferrand, prennent le TGV pour Marseille, vont à Sète en bateau-stop et rejoignent Bordeaux sur des vélos dégingolés avant de prendre l'autocar jusqu'à Quimper. Camion de livraison, BlaBlaCar. Ce sera Dieppe. Boulogne, Lens, Arras. Et enfin Paris.

En six mois de vagabondage, d'avril à septembre 2017, ils vont surtout faire

une foule de rencontres. Un architecte aux allures de Bob Marley, une patronne de bistrot qui préfère regarder *Les Mystères de l'amour* que le résultat de l'élection présidentielle, des pompiers en colère, des étudiants en goquette, une anarchiste accordéoniste, des vigneron d'Anjou, des supporters de foot, une voyante extralucide. Et même un député.

Ils musardent. Se laissent guider par une intuition, un mot d'écrivain, une idée, une envie de rire. L'esprit de *Trois hommes dans un bateau*, de Jerome K. Jerome (1889), ou des *Copains*, de Jules Romains (1913), traverse ce joli livre qui sait aussi parfois se montrer grave. Le paysage déteint sur les états d'âme. Mais on ne reste guère triste ou mélancolique. A leur suite, ces deux jeunes gens, plus tout à fait enfants, lancent une véritable invitation au voyage. En route? ■

XAVIER HOUSSIN

LE TOUR DE FRANCE PAR DEUX ENFANTS D'AUJOURD'HUI, de Pierre Adrian et Philibert Humm, Equateurs, 362 p., 20 €.

EXTRAIT

« Je lisais la mélancolie sur le visage de Philibert. Le pauvre sentait bien qu'approchait la fin du voyage. Et il s'y refusait. (...) Depuis des semaines, nous bouignons sur une terre en mouvement. On découvrait des villes à l'aube, quand les dockers déchargent le poisson sur la criée. (...) On prenait l'apéro avec les retraités et les chômeurs. Le temps passait, et nous avec. Sur la route de Dieppe, nous avons longé un terrain vague. Quelqu'un avait peint à la bombe noire, sur un mur ruiné : "Vivons libres." A côté, le panneau d'un promoteur promettait : "Ici bientôt : 50 appartements F3, cuisine, salle d'eau, rez-de-jardin..." (...) La friche deviendrait un lotissement, et la contradiction entre l'utopie d'un slogan et la réalité du monde m'avait foutu un coup. Elle résumait aussi notre voyage. "Vivons libres", avait-on clamé avec Philibert, haut les cœurs. Mais notre liberté était limitée. »

LE TOUR DE LA FRANCE PAR DEUX ENFANTS D'AUJOURD'HUI, PAGES 277-278

MÉLANGE

RÉCIT

Une carrière au « New Yorker »

Elle s'appelle Janet. On la découvre en 1957, avec un diplôme de l'université du Minnesota, un chignon et l'ambition sympathique de « devenir un écrivain riche et célèbre ». A défaut, elle se retrouve à la réception du fameux hebdomadaire *The New Yorker*, où elle restera vingt et un ans. Pas exactement ce qu'elle voulait mais parfait pour observer ces drôles d'oiseaux que

sont les auteurs habitués de la rédaction. Elle les considère comme « siens », arrose leurs plantes, répond à leurs fans, recueille leurs confidences. Amusant de danser dans Spring Street avec Muriel Spark ou d'approcher E. B. White, à la timidité maladroite. On est dans les coulisses d'un temple, mais d'un temple décidément peu concerné par les ressources humaines – vingt ans de réception avec une thèse d'anglais ! Et pour son départ, en 1978, le journal lui a offert... une rose rouge. ■

FLORENCE NOUVILLE

► *La Réceptionniste du « New Yorker »* (The Receptionist. An Education at The New Yorker), de Janet Groth, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Hélène Cohen, Le Sous-sol, 272 p., 21,50 €.

PHILOSOPHIE

Facettes de Guy Lardreau

Philosophe, professeur de khâgne, esprit acéré, plume échevelée, Guy Lardreau, né en 1947, a disparu il y a juste dix ans. Coauteur avec Christian Jambet de *L'Ange* (Grasset, 1976), il a publié ensuite de nombreux essais. Les éditions Le Centurion rééditent l'un des principaux, *Discours philosophique et discours spirituel* (278 p., 18,90 €) et publient sous le titre *Facettes de l'ange déchu* une série de textes, pour la plu-

part inédits, consacrés à la question du destin de la révolution. La question qu'affronte Lardreau n'est pas mince : comment expliquer que la rébellion pure, celle qui veut métamorphoser l'humain, se termine en terreur et en totalitarisme ? Lardreau, mal et vite catalogué penseur du maoïsme français, fut un penseur et écrivain à facettes qu'on n'a pas fini de redécouvrir. Le même éditeur annonce en effet pour les temps qui viennent des *Lettres sur le bonheur*, ainsi qu'une pièce de théâtre et un roman. ■ ROGER-POL DROIT

► *Facettes de l'ange déchu*, de Guy Lardreau, Le Centurion, 272 p., 19,90 €.

RÉCIT

L'autre, ce fou

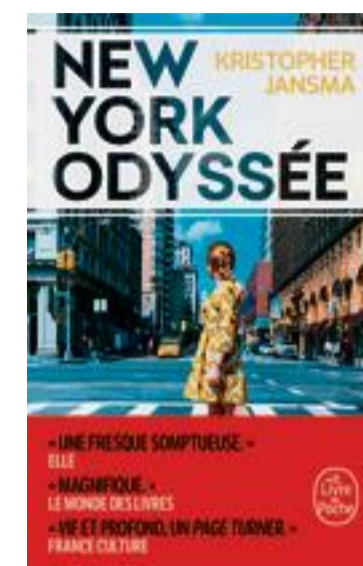
Continuant à creuser le sillon dans lequel, encore infirmière psychiatrique, elle s'était engagée avec *Le présent infini s'arrête* (P.O.L., 2015), Mary Dorsan choisit cette fois-ci d'écrire « un hommage bref à ceux qu'elle veut garder en vie, à ceux qui la gardent en vie ». Une passion pour le Y relate une rencontre – véritable ou fictive, peu importe – avec la souffrance et l'humanité d'un patient délirant. Pour se protéger du monde et de lui-

même, l'homme avait développé un goût exclusif pour l'avant-dernière lettre de l'alphabet. Une solution pas plus absurde qu'une autre. Que faire face à des malades à l'évidence incurables ? Comment ne pas renoncer à les écouter et à les aider ? En écrivant. Non afin de chercher dans l'écriture une quelconque consolation, mais bien plutôt de recueillir « des joyaux qui resteront secrets pour ceux qui ne sont pas prêts à explorer la relation à l'autre et ses étrangetés les plus fantastiques ». ■

FLORENCE BOUCHY

► *Une passion pour le Y*, de Mary Dorsan, P.O.L., 160 p., 13 €.

UN POCHE



Un aède à Manhattan

Faune branchée et Jacuzzi sur le toit, avec vue sur Manhattan. L'ambiance dans laquelle baigne le premier chapitre de *New York Odyssee*, (traduit de l'anglais par Sophie Troff, Livre de poche, 608 p., 8,90 €) et la fête durant laquelle nous sont présentés les personnages (profil : 20 ans et des poussières, amis depuis la fac) pourraient donner au lecteur l'impression d'être chez un épigone de Jay McInerney.

Mais le titre ne ment pas : l'inspiration de ce magnifique roman de Kristopher Jansma est à chercher du côté d'Homère et de la poésie épique. Rien de plus contemporain, cependant, que l'histoire de Sara, George, Irene, Jacob et William, ces jeunes gens persuadés que le plus dur à affronter pour eux, dans les prochaines années, sera la crise économique de 2008, qui se met entre eux et leurs ambitions. Mais Irene se découvre un cancer des os.

ANALOGIES SUBTILES

Le combat qu'elle mène contre les cellules malignes, accompagnée par les siens, est sa guerre de Troie – on comprend vite qu'elle la perdra. A cette *Iliade* succède l'*Odyssee* de ses amis, traversée du deuil et du chagrin, expérimentée par chacun à sa manière.

Les analogies subtiles, les allusions pertinentes au modèle antique font l'originalité de ce roman où se télescope constamment l'ironie new-yorkaise des personnages et la poésie stupéfiante de certains passages, du réalisme cru et la justesse des images. Kristopher Jansma parvient à glisser tant de douceur dans la tristesse de son roman du deuil que celle-ci finit par avoir quelque chose d'apaisant. ■

RAPHAËLE LEYRIS

MÉLANGE

ENFANCE Ce matin un lapin...

UN JEUNE LAPIN, portant chapeau et bottes de jardinier, entreprend d'arracher une carotte plantée au milieu d'un carré de potager. Le légume résiste, se cabre, obligeant l'animal à tirer sur ses bras en grimaçant. Le tubercule se révèle de belle taille, au point qu'il faille bientôt toute la verticalité de la page pour représenter ce lapin accroché aux fanes, les pieds dans le vide.

« Une fourmi de dix-huit mètres (...) / Ça n'existe pas », poétisait Robert Desnos. Une carotte de dix mètres de hauteur, si, montre l'illustratrice Aki, dans cet album initialement publié

en 2017 par la maison québécoise Comme des géants. Toutes les autres saynètes en une planche du *Quotidien extraordinaire* – oxymore de circonstance – ont pareillement recours à l'absurde et au non-sens, notions naturellement développées chez les petits lecteurs à qui cet ouvrage est destiné. Qui n'a jamais vu des nuages jouer au tennis dans le ciel, ni redouté de se faire renverser par des filaments de fromage sur une pizza, se précipitera sur ce livre. ■ F. P.

► *Le Quotidien extraordinaire*, d'Aki, Gallimard Jeunesse, 44 p., 12,90 €. Dès 5 ans.



Carotte et lapin extraits du « Quotidien extraordinaire ». GALLIMARD

MANGA Osamu Tezuka, lucide

AYAKO EST LA PETITE SŒUR douce et attachante, fruit d'une union adultérine et sordide, que Jiro Tengé découvre en 1949 lorsque, détenu après la guerre entre le Japon et les États-Unis, il est libéré. Devenu agent double à la solde de l'occupant, il retrouve un cocon familial vérolé et en train d'exploser. Autrefois puissant propriétaire terrien, le clan Tengé subit de plein fouet les réformes imposées par les Américains comme les conséquences de sa propre cupidité. Pour garder la face, et un lourd secret, Ayako vit enfermée jusqu'à l'âge de 20 ans, dans une cave...

Œuvre emblématique mais peu connue de la fin de carrière du grand mangaka Osamu Tezuka (1928-1989), Ayako se lit,

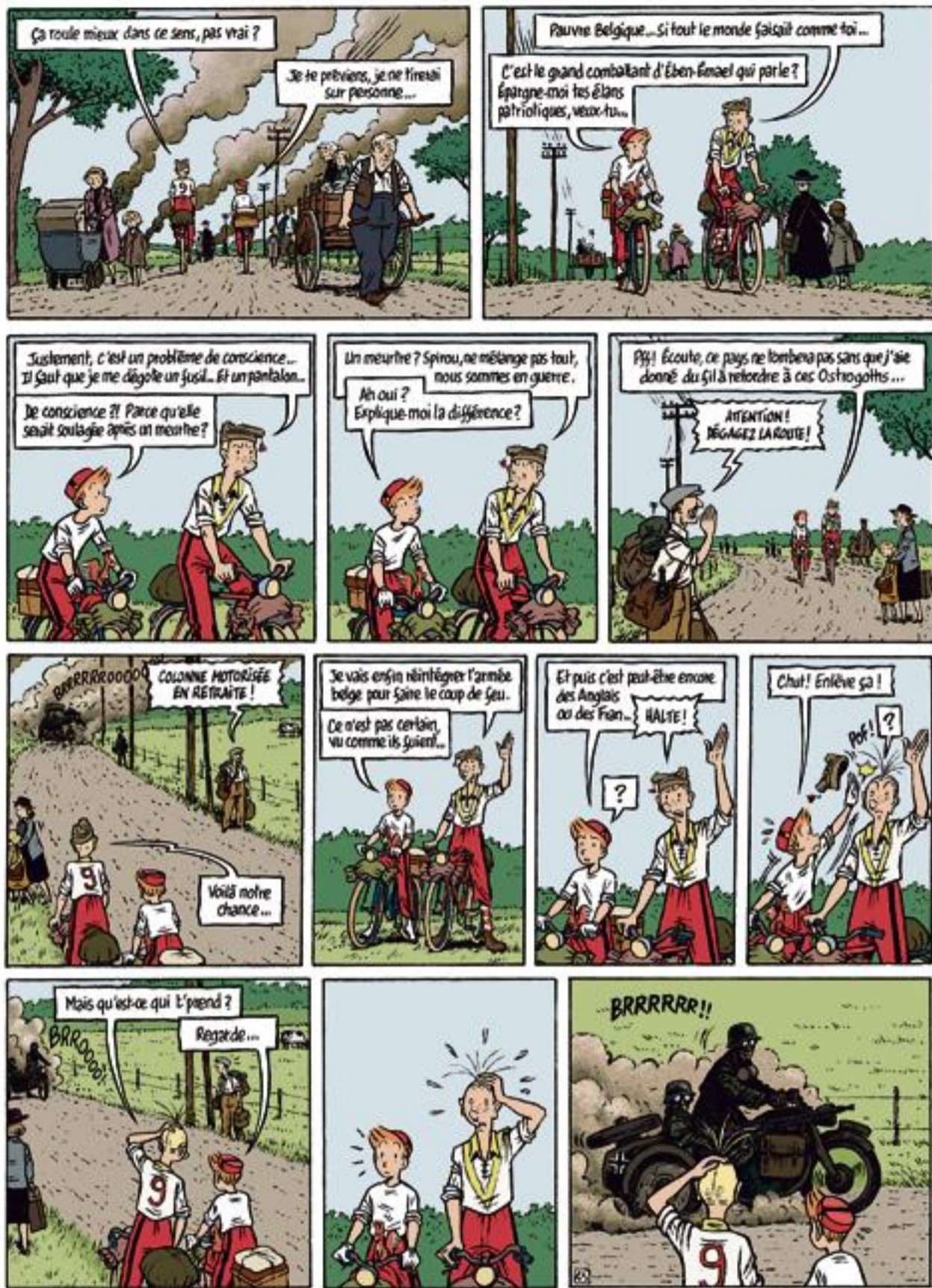
quarante-cinq ans après sa création au début des années 1970, comme une fresque sociale abrupte mais pleine d'enseignements sur la société japonaise d'après-guerre. En mélangeant politique et fiction sous le prisme de l'intimité familiale, l'auteur fait montre d'une extrême liberté et de lucidité, lui qui s'était fait connaître dans les années 1950 pour ses mangas enfantins et positifs.

A redécouvrir dans une superbe réédition qui salue le 90^e anniversaire de la naissance de Tezuka, et qui présente une fin alternative inédite en France. ■ PAULINE CROQUET

► *Ayako*, d'Osamu Tezuka, traduit du japonais par Jacques Laloz, Delcourt, « Tonkam », 704 p., 30 €.



Ayako surprise. Extrait « d'Ayako ». DELCOURT



L'avancée de la Wehrmacht. Une planche extraite de « Spirou ou l'espoir malgré tout ». EXPRESSION

Emile Bravo fait traverser la guerre à Spirou et Fantasio

UNE PLANCHE DE BD DE LA RENTRÉE 115

Dans « Spirou ou l'espoir malgré tout », qui paraît le 5 octobre, la Belgique tombe aux mains des Allemands, en 1940

Héros iconique de la bande dessinée, Spirou présente la caractéristique de ne pas appartenir à un auteur mais à une maison d'édition, Dupuis. Celle-ci peut ainsi, à loisir, confier les aventures du jeune groom à des scénaristes et des dessinateurs différents, soit pour les besoins de la série mère (55 tomes à ce jour), soit pour des cartes blanches permettant d'exprimer un point de vue personnel sur le personnage et son acolyte, Fantasio.

Ce gage de liberté a engendré quelques réussites dont la plus notable reste, sans conteste, le *Journal d'un ingénu*, d'Emile Bravo. Dans cet album, paru en 2008, le dessinateur transporte l'emploi du Moustic Hôtel en 1939 à Bruxelles, à la veille de la seconde guerre mondiale.

Spirou, l'innocence incarnée, va alors faire l'apprentissage de l'âge adulte en tentant de comprendre les événements qui agitent le monde.

Il aura fallu dix ans à Emile Bravo pour donner une suite à cet ouvrage aux multiples récompenses, encensé par la critique et le public (100 000 exemplaires vendus). Attendu en librairie le 5 octobre, *Spirou ou l'espoir malgré tout* s'ouvre en janvier 1940 ; Bruxelles est bien morose, et à raison : en mai, les nazis s'enfoncent dans le territoire belge. Spirou et le désinvolte Fantasio (engagé, lui, dans les forces armées du royaume), vont se trouver emportés dans la tourmente de l'Histoire, au fil d'un récit qui n'oublie pas de combiner ces deux ingrédients fondamentaux de la bande dessinée franco-belge que sont l'humour et l'aventure.

Le projet d'Emile Bravo est audacieux : son récit – 330 pages réparties en quatre tomes dont la parution s'étagera jusqu'en 2020 – entend couvrir toute la guerre, jusqu'à l'armistice, sans occulter la Shoah, un thème auquel la littérature de jeunesse a toujours eu du mal à se

confronter. « Il n'est pas interdit de raconter des histoires fortes à des enfants », confie l'illustrateur, fils d'un républicain espagnol réfugié en France en 1939.

Ce premier volume ne manque pas, au passage, de faire allusion à la crise des migrants qui secoue actuellement l'Europe. Bruxelles oblige, l'auteur en profite également pour évoquer le passé trouble d'un prometteur auteur de BD de l'époque, un certain Hergé, qui sera plus tard accusé de compromission avec l'occupant allemand.

Héritier de la ligne claire chère au maître bruxellois, Bravo n'en clame pas moins son admiration pour celui-ci en s'amusant, l'instant de quelques cases, à grimer Spirou en Tintin – géniale transgression. Avec son humanisme à fleur de peau, que l'avancée progressive vers l'horreur va renforcer, le groom à la houppette poursuit son chemin vers la maturité. Là est aussi la véritable ambition d'Emile Bravo : « Raconter comment un traumatisme peut construire un jeune homme. » Qui a dit que les héros de papier de notre enfance n'avaient pas droit à une certaine complexité ? ■

FREDERIC POTET

« IL N'EST PAS INTERDIT DE RACONTER DES HISTOIRES FORTES À DES ENFANTS », CONFIE L'ILLUSTRATEUR

Cet été, lisez l'intégralité de « Spirou ou l'espoir malgré tout », d'Emile Bravo, sur Lemonde.fr/bande-dessinee

Prochain épisode « Prendre refuge », de Mathias Enard et Zeina Abirached

L'agonie des Habsbourg

1918, LE DERNIER JOUR 4/6 A Vienne, le jeune empereur Charles, dont les troupes sont en déroute depuis un mois, ne peut se résoudre à quitter le pouvoir. « Abdiquer, jamais, jamais, jamais ! », tempête l'impératrice Zita. Pressé par ses ministres et son secrétaire, Karl Werkmann, Charles finit par céder. Vieux de sept siècles, l'Empire austro-hongrois s'effondre

A Paris, les cloches de la victoire sonnent à toute volée. A Vienne, au matin du 11 novembre, un silence lugubre pèse sur le château de Schönbrunn. L'empereur Charles sait que ses jours, ses heures même, sont comptés à la tête de la double monarchie d'Autriche-Hongrie. Dans la nuit du 9 au 10, il a appris l'abdication de son cousin Guillaume II d'Allemagne et la proclamation de la République à Berlin. Devant son secrétaire, Karl Werkmann, sa conclusion est immédiate et lucide : « *L'exemple donné par la révolution allemande causera l'effondrement de l'Autriche. On imposera la République, on ne défendra pas la monarchie.* » Jusqu'à la dernière minute, pourtant, Charles va refuser l'inéluctable. « *Je n'abdiquerai pas, ni ne fuirai* », assure-t-il bravement à Werkmann.

Il est ainsi, à la fois obstiné et fataliste, ce jeune empereur couronné à 29 ans, le 30 décembre 1916. Un mois plus tôt, François-Joseph, son grand-oncle, est mort après soixante-huit ans de règne. Les aléas dynastiques ont fait de Charles son successeur. Regard placide, moustache élégante, catholique fervent, fort simple de manières, il est très novice dans les affaires de l'Etat et son idéalisme confine à l'irréalisme. Deux ans durant, convaincu que cette guerre finira par miner l'unité de son empire, il a rêvé de s'émanciper de l'alliance avec l'Allemagne, voire de conclure une paix séparée avec la France et la Grande-Bretagne. Mais sans en avoir réellement ni la liberté ni l'audace, tant l'emprise économique et militaire de Berlin est implacable.

Depuis le début de l'automne 1918, Charles assiste, impuissant, à l'agonie de cet empire patiemment édifié par les Habsbourg depuis sept siècles et qui s'étendait encore, en 1914, de l'Italie à l'Ukraine et de la Pologne aux Balkans. La guerre impose sa loi, le sens de l'Histoire la sienne. Fatidiques, les catastrophes s'enchaînent.

A la mi-septembre, les troupes franco-serbes de « l'armée d'Orient » commandée par le général Franchet d'Espèrey déclenchent une offensive audacieuse au cœur des montagnes macédoniennes, percent le front méridional, menacent de prendre les Bulgares à revers, acculent Sofia à capituler le 29 septembre et poussent leur avantage, en octobre, jusqu'aux rives du Danube et aux frontières hongroises. Cette victoire éclair achève de déstabiliser un autre allié des puissances centrales, l'Empire ottoman, attaqué en Palestine par les Anglais et désormais menacé à l'Ouest par la défection bulgare. Le 30 octobre, la Turquie, à son tour, dépose les armes.

C'est en Italie que l'armée impériale reçoit le coup de grâce. Encore traumatisés par la déculottée que les Autrichiens leur ont infligée à Caporetto en 1917, les Italiens rechignent depuis des mois à repartir au combat. Mais le 24 octobre, vigoureusement encouragés et épaulés par les Français et les Anglais, ils se décident enfin à passer à l'offensive. Il est plus que temps de participer à la victoire s'ils veulent en tirer les bénéfices promis par les Alliés – l'annexion de Trieste et du Trentin jusqu'au col du Brenner.

En quelques jours, minée par l'épuisement, le manque terrible de ravitaillement, les désertions en masse et la défection des divisions hongroises, l'armée autrichienne se désintègre. Le 3 novembre, Charles est contraint à un armistice d'autant plus humiliant que les Alliés ont exigé le droit de passage en Autriche pour pouvoir attaquer l'Allemagne à revers, en Bavière.

LE DERNIER VESTIGE

En même temps que son armée – son creuset depuis des siècles –, c'est l'empire lui-même qui s'effondre comme un château de cartes. Charles a cru possible de sauver les meubles en promettant, le 17 octobre, de le transformer en une fédération. Trop tardive, cette proposition a l'effet inverse : elle accélère l'explosion de la mosaïque de nationalités (Allemands, Hongrois, Tchèques, Slovaques, Polonais, Croates, Slovènes, Bosniaques, Italiens...) qui coexistaient dans la monarchie danubienne. Encouragé par les Alliés, président américain en tête, le mouvement centrifuge est vertigineux.

Le 21 octobre, 210 députés réunis à Vienne se constituent en assemblée nationale provisoire de l'Autriche allemande, et bon nombre d'entre eux réclament leur rattachement à l'Allemagne, l'Anschluss [*l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie, en 1938*] avant l'heure. Le 24, un conseil national hongrois est instauré à Budapest. Le 28, les Tchèques en liesse annexent les Slovaques et proclament leur indépendance. Le 29, les Slovènes, les Croates et les Serbes annoncent leur sécession et leur union au sein de la Yougoslavie. Le 29 encore, un comité national est créé à Cracovie et prépare son rattachement à l'Etat polonais en voie de reconstitution. Le 30, la révolution éclate à Budapest, menace à Vienne, et l'Autriche allemande se dote d'un gouvernement.

En réalité, le 11 novembre, Charles n'est plus que le dernier vestige d'un empire englouti. A 11 heures du matin, à l'heure même où Paris fête l'armistice signé par les Allemands, deux hommes se présentent au château de Schönbrunn. Quinze jours auparavant, Heinrich Lammasch et le chevalier de Gayer



L'empereur Charles I^{er} d'Autriche, en 1918.
RUE DES ARCHIVES/TALLANDIER

« N'Y A-T-IL DONC AUCUNE FORCE, SI PETITE SOIT-ELLE, QUI SERAIT DISPOSÉE À DÉFENDRE LA MONARCHIE ? »

L'EMPEREUR CHARLES

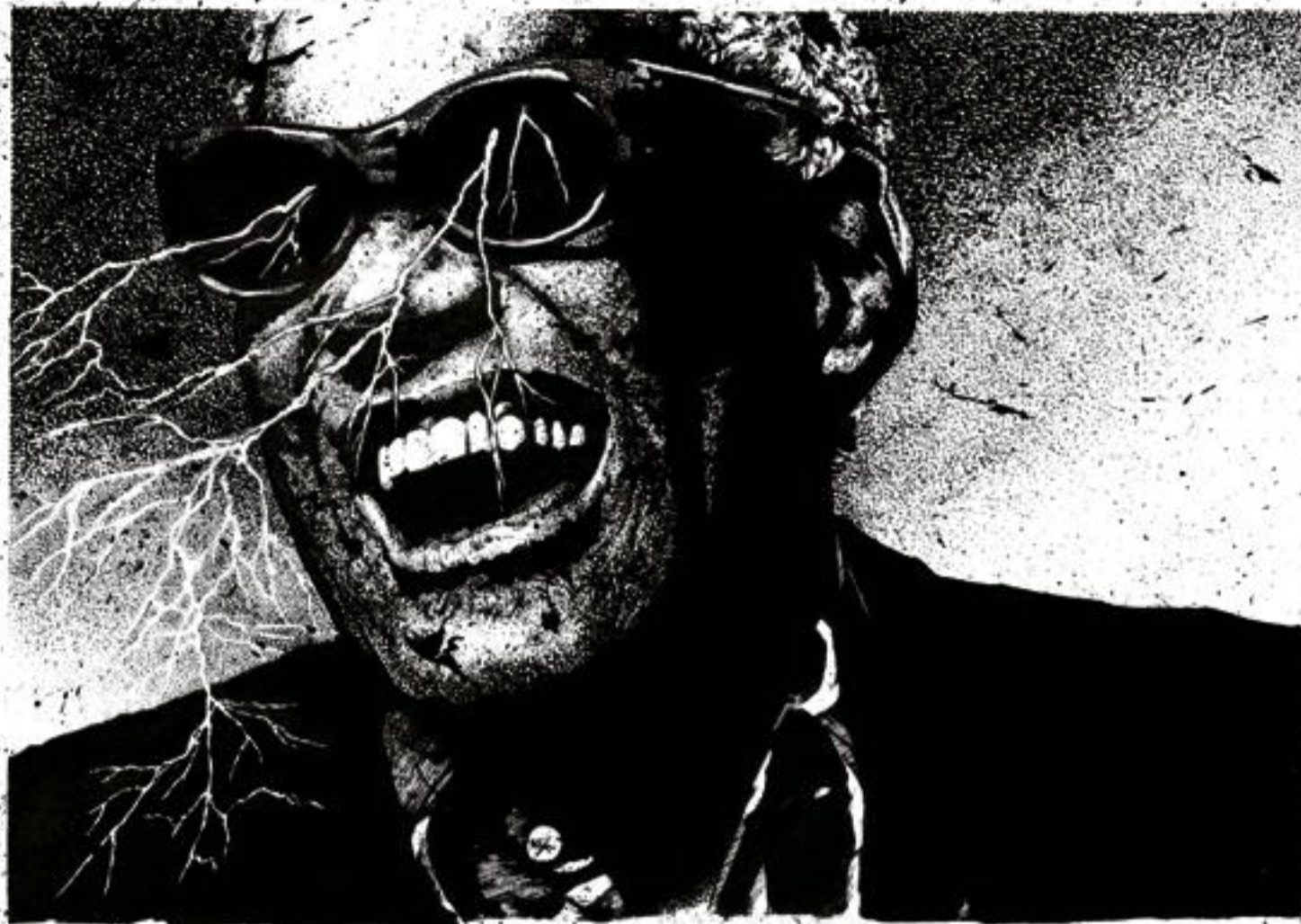
ont été nommés chancelier et ministre de l'intérieur du cabinet impérial. Leur mission est plus que délicate. Le gouvernement concurrent de l'Autriche allemande réclame l'abdication de l'empereur, est favorable à l'instauration de la République et a convoqué l'Assemblée nationale le lendemain pour la proclamer. Le cabinet impérial n'a pas eu trop de deux réunions dans la nuit précédente pour trouver une porte de sortie un peu moins humiliante. Mais cela revient au même : ils viennent demander à Charles de signer un manifeste annonçant qu'il « *renonce à toute participation aux affaires de l'Etat* ». Au moins le mot abdication n'est-il pas formulé.

LA MENACE DE LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE

Le secrétaire Karl Werkmann raconte : « *Leur arrivée, leur mine, tout cela est resté gravé dans ma mémoire. Lammasch agité, défait, nerveux, n'arrivant pas à achever ses phrases. Le chevalier de Gayer, habituellement si calme, fort ému.* » Le chevalier de Gayer se jette à l'eau : « *Si Votre Majesté tarde à donner sa signature, la décision sera prise aujourd'hui et contre Votre Majesté.* » Il y met les formes, mais la mise en garde est sans ambiguïté : « *Votre Majesté verra cet après-midi des masses d'ouvriers devant Schönbrunn. On n'abandonnera certes pas Votre Majesté. Mais les quelques personnes*

qui resteront auprès d'elle finiront par tomber et, avec Votre Majesté, la famille impériale. Il ne reste d'autre issue que le manifeste. Il nous le faut tout de suite, à l'instant même. Seule cette publication pourra encore arrêter ceux qui ne reculent devant rien. » Lammasch, ajoute Werkmann, « *paraissait avoir complètement perdu la tête, haletant : "Oui, il le faut... il me faut ce papier... je vous en prie, signez-le."* »

L'empereur demande qu'on le laisse seul un moment avec son secrétaire. Celui-ci le supplie à son tour de signer. « *Dans ce cas, je veux que l'impératrice vous entende aussi.* » Zita, princesse de Bourbon-Parme, a épousé Charles le 21 octobre 1911. Dans la vie comme sur le trône, ils forment un couple très soudé, lié par leurs cinq enfants (les archiducs et duchesse Otto, Adélaïde, Robert, Félix et Charles-Louis), mais aussi par leurs échanges constants sur la situation et l'avenir de l'empire. Toute la nuit, ils ont évalué la situation et prié ensemble. L'impératrice se présente donc. C'est une femme de tête. Mais l'heure est dramatique et, avant même d'avoir lu le texte du manifeste, elle s'empare : « *Jamais ! Tu ne peux pas abdiquer. Un souverain peut être déposé, être déchu de ses droits. Mais abdiquer, jamais, jamais, jamais ! J'aime mieux tomber avec toi ici.* » Ajoutant à la tension, un aide de camp frappe à la porte : les ministres sont dans



Ray Charles, cagade à Marciac

PASSION JAZZ 4/6 Francis Marmande a partagé l'intimité des plus grands musiciens d'un genre en perpétuelle révolution. Aujourd'hui, « The Genius » et ses « Géants », à l'affiche du festival gersois, en 1997

Lundi 11 août 1997. Un couple de randonneurs australiens, équipés pour franchir l'Himalaya, sac à dos, short, bob Ricard sur la tête (des vieux restes du Tour de France), fait son entrée dans la petite ville d'Auch (Gers). Les cloches de la cathédrale sonnent 18 heures. Canicule, ruelles muettes, les deux oiseaux ignorent qu'ils sont à 48 kilomètres de Marciac: quelque 1200 âmes en hiver, dix fois plus le 11 août. Un des plus grands festivals de jazz du monde, Jazz in Marciac. Une mine de grandes souvenirs, qu'on s'en veut un peu de flétrir par la scène qui va suivre. Pur signe d'une authentique vitalité. *That's all jazz.*

Nos deux tourtereaux exsangues s'engagent dans la minuscule rue Edgar-Quinet. Rien ne peut leur indiquer qu'au milieu, ce mur blanc avec une immense porte-fenêtre en hauteur, c'est le fond de scène du théâtre municipal. La porte des décors est ouverte dans l'espoir d'un courant d'air. Hagards, venant de couvrir 20 kilomètres dans l'un des plus beaux paysages du monde grillé par le feu du ciel, ils entendent et reconnaissent de loin quelques échos de *What'd I Say...* Douze mesures, coupures, reprises, une voix qui ressemble à Ray Charles... Quelle répétition d'amateurs locaux? Une surboum de campagne?

Le son grandit, rue Edgar-Quinet. Les deux têtes arrivent à peine à la hauteur de la porte-fenêtre. Les deux bobs Ricard tendent le cou, reconnaissent Ray Charles en personne. Lunettes noires, sourire éclatant, devant son clavier Yamaha KX88. Plus six nuques de souffleurs assis sur des chaises rouges, une rythmique dans l'ombre, et, face à leurs quatre yeux incrédules, tout ce petit théâtre vide, ses sièges pourpres, son balcon, la loge du préfet... Cette vision les achève. Ils récapitulent. Champignons, moustaches de maïs qu'ils ont eu la curiosité de fumer, datura que l'on trouve en veux-tu en voilà, au pied de la grotte de Lourdes, les raisons ne manquent pas. Peine perdue. L'hallucinogène, c'est Ray Charles, « The Genius », et ses « Géants du jazz ».

L'orchestre siffle du champagne. Répétition très cool. On leur a prêté le théâtre. Les Géants le sont vraiment: Johnny Griffin, le ténor qu'on appelle « Little Giant »,

Phil Woods, Leroy Cooper et David Newman, vieux complice du « Genius »; plus, aux trompettes, un gros et un ludion, Nicholas Payton et Roy Hargrove (en maillot des Girondins de Bordeaux!); un batteur, un guitariste et le magnifique Niels-Henning Orsted Pedersen à la contrebasse.

Ray Charles invité à retrouver son passé de jazzman (notamment à l'alto) est une idée à la fois généreuse, audacieuse, habile du festival de Marciac. Une idée hautement explosive. Pourtant, à la fin de la répétition, Ray Charles, dont on sait l'exigence et l'oreille intraitables, se déclare content: « Messieurs, j'ai vraiment une immense joie de jouer avec vous. Pour terminer, nous jouerons Straight, No Chaser, et là, j'aimerais que chacun de vous prenne deux chorus pour moi, en y pensant, thank you, gentlemen, one-two and one-and-two... » Ils prennent *Straight, No Chaser*, la composition de Thelonious Sphere Monk, au cordeau. Prévu pour le lendemain, 12 août, sous l'immense chapiteau de Marciac planté au milieu du terrain de rugby, le concert s'annonce grandiose.

MICMACS DE DROITS TÉLÉVISÉS

Il n'est pas fréquent que Jazz in Marciac, le festival villageois promu référence internationale, rate une marche. Mais tant que cette musique reste à vif, pas systématiquement formatée, tout arrive. Les « festivals de jazz », mascottes festives des étés français depuis la fin des années 1970, jusqu'à 365 au milieu des années 1990, autant que de fromages, ont tous leur personnalité. Ils en auront connu de toutes les couleurs.

Ou l'on joue le jeu à fond, relax, comme en répétition. Ou l'on découvre, au moment de monter en scène, des micmacs de droits télévisés, de cachets cachés, et pas mal de blessures, ravivées par la coexistence moins pacifique qu'il n'y paraît la veille. Ray Charles est connu pour ne pas faire de cadeaux. Les géants ne le voient pas forcément de la même oreille. Le très inspiré fondateur de Jazz in Marciac, Jean-Louis Guilhaumon, aurait-il joué avec le feu? Je ne lui ai jamais demandé.

Sous la houlette de Guy Lafitte (1927-1998) et Bill Coleman (1904-1981), qui repose dans le Gers, à Cadeillan, Marciac avait débuté dans un esprit à dominante traditionaliste. Ce qui oblige à un flash-

back d'une trentaine d'années autour du tremblement de terre Ray Charles en France, et particulièrement dans le Sud-Ouest. A la toute fin des années 1950, l'irruption de Ray Charles est un coup de tonnerre, une explosion de joie: plus R'n'B que rock, pas yé-yé pour un sou, ni vraiment « jazz », pourtant reconnaissable par tous. Changement d'échelle, de public, de profanation, d'inversion des codes, on écoute *I Got A Woman* à Atlanta (Géorgie), devant un auditoire afro-américain (1954), comme une nouvelle révélation.

Là-bas, tous les ans, au Musée basque, à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), dans une salle avec armoiries et armes, Hugues Panassié, « le pape du jazz », venait dire la messe (1960-1962). Comme je n'allais pas à la messe, j'allais à celle-là. Dans les travées, nous étions immuablement 21. Six archiprêtres du Hot Club local, au premier rang, entourant Madeleine Gauthier dans son rôle d'égérie pomponnée; douze médecins et pharmaciens, ceux-ci se sachant méprisés par ceux-là; plus le professeur de philosophie du lycée de Biarritz et nous deux en style de passagers clandestins, ma sœur Anne-Marie et moi, 16 et 15 ans.

En dehors des trois derniers mentionnés, la tonalité générale tournait autour de ce que nous appellerons poliment un puissant conservatisme assez ferme sur les prix. La guerre d'Algérie n'est pas finie. Je ne connaissais pas le prof de philo, j'étais dans les classes scientifiques du lycée de Bayonne. Prof de philo de province à l'époque, c'était quelque chose. Ils avaient tous les droits: s'habiller en guignol, vivre avec leur gouvernante, écou-

TOUS LES ANS, AU MUSÉE BASQUE, À BAYONNE, DANS UNE SALLE AVEC ARMOIRIES ET ARMES, HUGUES PANASSIÉ, « LE PAPE DU JAZZ », VENAIT DIRE LA MESSE (1960-1962). COMME JE N'ALLAIS PAS À LA MESSE, J'ALLAIS À CELLE-LÀ

ter Charlie Parker, lire Sartre, se laisser pousser les ongles, et parfois les cheveux.

De Panassié et Madame, je savais tout. Nous avions très peu de disques. Vraiment très peu. Et pas de télévision. La Rhune n'était pas encore équipée en son sommet de 905 mètres de l'antenne-relais nécessaire. A onze exceptions près (dont Jacques Acarregui), tous les gars du lycée détestaient le jazz. Ils ne savaient pas beaucoup plus que nous de quoi ça parlait, mais ils détestaient. Je savais « tout » par les livres, les bons, les mauvais, les revues, les pages spéciales des journaux et magazines – drogue, scandales, prison et compagnie, tout. Je savais qu'aimer, c'est savoir.

ÇA, « C'EST DE VRAI JAZZ »

De Panassié, je savais l'intelligence, l'érudition, l'aficion, la passion, le prosélytisme, son rôle historique de découvreur, son imprenable amour, son conservatisme abruti, la secte qu'il avait fondée avec la Madeleine après schisme dans « son » Hot Club de France à la Libération, les bulles qu'il lançait depuis Montauban, sa bêtise crasse, tout. Que c'est complexe un être humain! Un passionné de jazz, je ne vous dis pas. Un fondateur, alors...

Car Panassié – si l'on ne se met pas cette idée simple en tête, on rate l'essentiel – aura, avec d'autres, fondé l'idée de possibilité d'une « critique de jazz ». Critique qui saurait proposer ses axes et ses définitions. Où commence le jazz et ce qui n'en est pas. Et là, comme dépassé par son titanique effort, Panassié s'arrête. Décrète que le jazz s'arrête avec lui, excommunie à tout-va, dit des gros mots, vire fascinant, ce qu'il n'avait cessé d'être, et se fait déborder, soit en théorie (Charles Delaunay, André Hodeir, Lucien Malson, Frank Ténor, etc.), soit avec une drôlerie, une impertinence qui font encore rire (Boris Vian). La scission concerne aussi bien les Etats-Unis et les mondes habités. Musiciens, public, elle engage la survie de cet art que tout menace: industrie, inertie, routine, rentabilité.

Les « Raisins verts » s'emballent pour les révolutionnaires (harmonie, mélodie, rythme), « Bird », Bud, Gillespie, Miles, Monk... Panassié les traite de marxistes – il y a du vrai, mais sans plus. D'intellectuels aussi – ce n'est pas encore une insulte. De pédérastes – qui n'était qu'une insulte (et un délit). A quoi Vian répondit dans son courrier de la revue *Jazz Hot*: « Quant à l'imputation de pédéraste, je dois vous dire que je n'en suis pas et que je le regrette – il paraît que c'est formidable. »

Pour en revenir au Musée basque, Panassié nous faisait entendre des trésors. Des merveilles. Des fables inouïes.

Des sons insensés. Il démarrait avec le Reverend Kelsey, *preaching* au début vite changé en incantation, en transe, et là, pardonnez-moi, je l'ai vécu dans ma chair, le Musée basque partait en orbite et son public en vrille.

Fixé à son fauteuil roulant, Panassié mimait la musique. Armstrong et Mezz Mezzrow étaient ses amis. Inspiré, comique autant qu'exact, il mimait les entrées de trombones, les pêches sur la cymbale de Sonny Payne, le phrasé d'Erroll Garner, le pavillon de « Satchmo ». Nous, on voyait la musique. Bouleversant. Il nous donnait à voir la musique. Ainsi font les musiciens. Puis, rituellement, pour la route: « Avez-vous des questions? » Suivaient quelques remerciements mouillés des archiprêtres.

Le philosophe biarrot entraînait alors en piste. D'une voix très pondérée, jeune, une écharpe blanche en écharpe: « *Que pensez-vous de Charlie Parker?* » Saut de tension cul sec, de 15,5 à 28, Panassié érucitait, vermillonnait, s'étouffait. Passait, non pas par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, mais juste par celles en bout de spectre, à droite, vers l'indigo, pour finir au violet. On le croyait perdu. Apoplectique, il bafouillait que Charlie Parker, « c'était pas du jazz ». Il perdait sa syntaxe. Il perdait les pédales. Tapaît avec sa canne. Un comparse, alors, lançait à point nommé: « *Et Ray Charles...* »

Au seul nom de Ray Charles, le « Genius » d'Albany (Géorgie), tout rentrait dans l'ordre. Nous fondions en larmes. De vieux apothicaires décatés embrassaient leurs docteurs sur la bouche. Panassié hurlait oui, ça, « c'est de vrai jazz ». Il ne disait pas « du vrai jazz ». Il savait les méandres de la grammaire et ceux du saxophone. Car il nous rappelait (nous faisons comme si nous l'ignorions) que Ray Charles jouait aussi de l'alto. Sacré Panassié, il avait failli nous claquer dans les doigts...

Le concert de Marciac du 12 août 1997? Cette fable en tête et tout ce qui s'ensuit. Sinon, on va au concert comme d'autres à la station d'essence. Floués par de sombres histoires de droits, les modestes mais véridiques « géants du jazz » sabotent le concert du « Genius ». C'est très facile, pour des musiciens, de ne pas jouer le jeu. Encore plus pour de grands musiciens. Même le public s'en aperçoit. Wynton Marsalis, ange tutélaire de Marciac, tente à l'amiable de rattraper le coup. Deux jeunes Australiens se font placer en maison de repos, pour désordres mentaux. On dit qu'ils y seraient encore. ■

FRANCIS MARMANDE

Prochain épisode *Abbey Lincoln*



MA CHANSON
D'AMOUR

BERNARD CAZENEUVE
« VIENNE »
DE BARBARA

Bernard Cazeneuve fut maire de Cherbourg-Octeville, député, ministre de l'intérieur et premier ministre de François Hollande. Après la défaite du PS à l'élection présidentielle de 2017, il a repris son métier d'avocat.

C'est pendant mon enfance, à l'âge où se construit la personnalité, que j'ai découvert la chanson d'amour, en cherchant l'émotion dans le répertoire des mélodies du XVI^e siècle et de la période baroque. J'ai écouté sans jamais m'en lasser les *Mille regretz* de Josquin des Prés, dont la prosodie du poème et la mélodie pleine de langueur me plongeait dans la mélancolie. La mort de Didon, dans l'opéra baroque d'Henry Purcell, acheva de me convaincre qu'il n'est de beauté des chants d'amour que dans l'infinie tristesse qu'ils répandent.

Dans un répertoire plus contemporain, j'ai aimé, au point d'en faire une référence, la chanson *Vienne*, de Barbara. Tout y est : une mélodie au piano court et un peu incertaine qui sert de prélude et qui ne révèle rien de la confusion des sentiments et des tourments de l'âme. On comprend assez vite que, dans un mélange de jeu et de tristesse amoureuse, une femme s'est astreinte à la solitude, car le ciel, pour elle, était devenu trop « *lourd* ».

PEUR DE L'OUBLI

A Vienne, où elle s'est isolée, elle goûte à la liberté retrouvée. Tout lui est faussement doux, jusqu'au décor de sa chambre où « *tombe de pourpre et d'ambre/ de lourdes tentures de soie* ». Dans des déambulations qui ont les apparences de la légèreté, avant de se transformer en errance à mesure que le temps passe, elle rencontre ses « *amis de Lountatchimo* » qui s'étonnent de la voir esseulée. Pour les autres, l'amour partagé, c'est d'abord un contexte. Lountatchimo n'existe pas. Mais peu importe. La solitude peut être l'état qui résulte du regard des autres, qui la rend plus difficile à supporter si l'on se l'est imposée.

Les lettres d'amour se croisent et se font plus rares, jusqu'à la peur de l'oubli. Alors, le rythme du piano s'accélère. Les violons sonnent d'amples mélodies pour révéler l'intensité d'un trouble qui a la profondeur du doute. Le manque est là, subitement, qui envahit tout comme une souffrance. Le rythme s'emballa encore et, dans un appel un peu désespéré, l'être seul, par choix, en appelle à l'autre, en cherchant à se convaincre qu'il est toujours là.

L'amour est plus doux s'il connaît ces tourments, pensent les êtres mélancoliques. Barbara est fragile. Perchée avec sa voix, elle a choisi le doute pour ne pas se le voir imposer, pour en finir avec lui définitivement par des preuves d'amour. Celles, précisément, qui peuvent venir trop tard ou ne jamais venir, vous condamnant à la nostalgie éternelle. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ASTRID DE VILLAINES

Prochain article Pénélope Bagieu : « *Don't Cry* », de Guns N'Roses.

Alexis Ohanian, le stratège du forum controversé Reddit

TALENTS DU NET 4/6 A la tête de sites, d'applications, de forums ou de réseaux sociaux florissants, ils développent la Toile avec efficacité et discrétion. Aujourd'hui, l'Américain Alexis Ohanian, 35 ans, connu pour avoir lancé l'un des sites les plus populaires d'Internet

C'est une histoire que l'Américain Alexis Ohanian semble un peu fatigué de raconter. En visite à Cannes, confortablement installé dans un restaurant de la Croisette, ce grand brun aux épaules larges et à la voix chaude explique, une énième fois, comment il a lancé Reddit, un des sites les plus populaires d'Internet, il y a treize ans. Bref, une éternité. Il préfère parler de sa nouvelle vie, aussi riche. A 35 ans, marié à la tennismen Serena Williams, père depuis moins d'un an, il gère à plein-temps un fonds d'investissement, Initialized Capital, lancé en 2011, et a déjà financé quarante start-up, à hauteur d'au moins un million de dollars chacune. Et en plus, il les conseille au quotidien. « *C'est comme un super boulot de professeur* », s'amuse-t-il. Le rôle lui sied. Alexis Ohanian est millionnaire, a une présence imposante, le contact facile et un franc-parler.

Mais pour comprendre ce qui l'a rendu célèbre, il faut remonter au début des années 2000. C'est l'époque où Facebook ne compte pas encore un milliard d'utilisateurs, et Twitter n'existe pas. C'est l'époque où on peut encore lancer un réseau social. Et c'est aussi l'époque où Alexis Ohanian, étudiant en histoire et en économie, rencontre Steve Huffman à l'université de Virginie. Le tandem affirme avoir été réuni par un intérêt commun pour les jeux vidéo et l'informatique. Ensemble, en 2005, avec la féroce envie de créer leur entreprise, ils lancent Reddit, la « page d'accueil d'Internet ». Alexis Ohanian a 22 ans. Ce forum de discussion a très peu changé depuis : les internautes choisissent un pseudonyme, et peuvent ouvrir des fils de discussion ou participer à ceux qui existent. Ils se rassemblent en « *subreddits* », des communautés consacrées à presque tous les sujets possibles et imaginables, de la guerre en Syrie aux jeux vidéo.

Tout est généré par les internautes – les communautés comme les contenus. Au tout début, c'est Steve Huffman qui est chargé de coder le site de A à Z. Alexis Ohanian était, de son propre aveu, « *un programmeur médiocre* », préférant s'occuper de l'aspect « *business* » et « *communautaire* » – il appelle ces deux domaines ses « *super-pouvoirs* ».

La jeune entreprise attire immédiatement les regards. Alexis Ohanian se souvient avoir décliné une offre de rachat de Google, mais aussi de Yahoo!. Il n'est pas tendre avec le cadre de Yahoo!, qu'il avait rencontré à l'époque et qui s'était – à ses yeux – mal comporté. Il dit que ce « *connard* » est longtemps resté une source de motivation pour lui. Il ajoute : « *Je ne sais pas où en est Yahoo! aujourd'hui, mais Reddit est plus gros* ». Finalement, Condé Nast, conglomérat américain de médias, rachète Reddit en 2006. Un an à peine après sa création.

Aujourd'hui, Reddit compte plus de 300 millions d'utilisateurs actifs chaque mois. Il est devenu le plus grand forum de discussion au monde, et de nombreuses personnalités, de Ba-

**IL ÉTAIT,
DE SON PROPRE AVEU,
« UN PROGRAMMEUR
MÉDIocre », PRÉFÉRANT
S'OCCUPER DE L'ASPECT
« BUSINESS »
ET « COMMUNAUTAIRE »**



Alexis Ohanian et le logo de Reddit. MISE EN SCÈNE MARTYNA PAWLAK POUR « LE MONDE » ET PORTRAIT JEROD HARRIS/GETTY IMAGES/AFP

rack Obama à Stephen Hawking, ont participé aux célèbres « *AMA* » (« *ask me anything* »), des séances de questions-réponses avec les internautes.

CONTENUS VIOLENTS

Il y a aussi la face noire de Reddit, cristallisée dans ses contenus violents et ses communautés qui manient l'insulte. Certains des forums étaient réservés à la haine des personnes souffrant d'obésité, d'autres étaient purement racistes et antisémites. Sur un forum, intitulé « *r/watchpeopledie* », on s'échange toujours aujourd'hui des vidéos d'accidents, de suicides et de cadavres. Un autre était consacré aux photos de femmes prises sans leur consentement. Beaucoup de ces forums ont été fermés après des scandales. C'est aussi sur Reddit que se rassemblaient les Incels (« *involuntarily celibates* », « *célibataires involontaires* » en français), une communauté misogyne dont s'est réclamé Alek Minassian, l'auteur présumé d'une attaque meurtrière à Toronto en avril. Le forum a été supprimé en 2017, mais un autre a été créé depuis, qui reste toujours actif.

Les communautés haineuses ne définissent pas tout Reddit. On trouve parmi les plus gros forums tout l'opposé. Certains utilisateurs ne viennent que pour les photos d'animaux, pour des photomontages au cœur de la culture Web, d'autres pour échanger des histoires drôles ou moins drôles, etc. On peut tomber sur un espace de parole extrêmement bienveillant, loin de la bile déversée ailleurs. La politique de modération a pour but d'éviter à tout prix que des groupes haineux ne viennent se déverser dans le reste du forum. Avec plus ou moins de succès : en 2015, les utilisatrices d'un forum réservé aux femmes noires expliquaient avoir été harcelées par les utilisateurs d'un large forum raciste, depuis supprimé.

Aujourd'hui, Alexis Ohanian assure que Reddit a appris des erreurs de ses concurrents, Facebook et Twitter, mais aussi des siennes. En 2014, quand des dizaines de photos intimes de célébrités ont été piratées et mises sur la Toile, c'est en partie sur Reddit

**L'AMÉRICAIN
SE SOUVIENT
AVOIR DÉCLINÉ
UNE OFFRE DE RACHAT
DE GOOGLE,
MAIS AUSSI DE YAHOO!**

qu'elles ont été partagées. A l'époque, le PDG, Yishan Wong, avait publié un post de blog défendant une modération floue, et expliquant qu'il n'était pas de son ressort de différencier le bien du mal. Un communiqué « *stupide et de mauvais goût* », juge aujourd'hui Alexis Ohanian.

Cette formule sans concession renvoie à la position et à l'influence, mouvantes, du cofondateur au sein de Reddit depuis sa création. Après le rachat par Condé Nast, il est resté au conseil d'administration. A la fin des années 2000, lui et Steve Huffman ont commencé à travailler sur Hipmunk, un service de réservations de vols d'avion, lancé en 2010. Mais en 2015, Alexis Ohanian revient en force au sein de Reddit. « *La première chose que j'ai faite fut d'interdire le "revenge porn"* [les photos et vidéos intimes diffusées sans le consentement d'une personne] », assure-t-il. 2015 fut pourtant la pire année de la courte vie de Reddit : la nouvelle PDG, Ellen Pao, a notamment subi une vague de harcèlements misogynes et racistes, et a fini par démissionner. Depuis, plusieurs forums haineux ont été supprimés ici et là, mais d'autres subsistent.

UN ENFANT DE L'IMMIGRATION

La démission d'Ellen Pao était symbolique, cette dernière étant une grande militante de la diversité dans une Silicon Valley trop masculine. A ce sujet, Alexis Ohanian brandit les chiffres de sa propre entreprise, Initialized Capital, qu'il a bien en tête : 40 % de femmes employées. « *Nous voulons avoir un impact positif sur*

l'industrie », poursuit-il. A la suite du triste épisode subi par Ellen Pao, et quelques mois après le retour de M. Ohanian, Steve Huffman quitte Hipmunk pour revenir à son tour chez Reddit et en devient PDG.

Aujourd'hui, Alexis Ohanian est au conseil d'administration de Reddit, mais a mis fin à toute fonction opérationnelle. Il ne souhaite plus commenter le quotidien de l'entreprise mais garde un attachement à ce qu'il a parfois décrit comme son enfant. « *Main tenant que j'ai vraiment un enfant, je me dis que c'était un peu stupide* ».

Alexis Ohanian a fait entendre sa voix en faveur de la neutralité du Net – un principe de non-discrimination des données par les fournisseurs d'accès à Internet. Un autre sujet lui tient particulièrement à cœur : l'immigration. « *Ma famille du côté de mon père était réfugiée après le génocide arménien. Ma mère, elle, était allemande, mais quand elle a immigré, son visa a expiré et elle est restée sans papiers pendant deux ans* », raconte-t-il. Il se dit scandalisé par les récentes images d'enfants séparés de leurs familles à la frontière mexicaine et placés en détention – un ordre de Donald Trump depuis révoqué. « *Que ce soit spirituellement ou littéralement, il est important de garder nos frontières ouvertes* », ajoute-t-il. Un positionnement qui n'est guère étonnant : « *Toutes les grandes entreprises de la Silicon Valley ont été fondées par des immigrants* ». Quand il était jeune, Alexis Ohanian voulait d'ailleurs être avocat spécialisé dans l'immigration.

En tant qu'investisseur, Alexis Ohanian est persuadé qu'il reste désormais peu d'espace pour de nouveaux réseaux sociaux, sauf pour des outils réservés à des communautés très spécifiques, comme le logiciel Discord destiné aux fans de jeux vidéo. Reddit pourrait bien être, avec Twitter, Facebook et Tumblr, un des derniers sites communautaires de masse. « *Il faudrait une idée vraiment nouvelle pour qu'elle s'impose* ». ■

FLORIAN REYNAUD

Prochain épisode Anne Wojcicki, à la tête du site 23andMe

FIN DU PATRIARCAT 415

Pour **Michael Kaufman**, écrivain canadien et promoteur d'une masculinité plus positive, le patriarcat est en train de tomber, notamment parce qu'une nouvelle génération de pères est plus investie dans la vie de famille

« Nous assistons à une chose extraordinaire, la transformation de la paternité »

ENTRETIEN

Le patriarcat est l'un des concepts les plus débattus depuis l'affaire Weinstein. Pouvez-vous nous dire de quoi il s'agit ?

Pris littéralement, le patriarcat renvoie au pouvoir du père. De façon plus générale, ce terme désigne une société où ce sont les hommes qui disposent du pouvoir. Cet ascendant s'exerce au sein des relations entre individus, mais il s'exprime aussi au sein d'idéologies. Nos religions monothéistes sont patriarcales, elles s'appuient sur cette image de la famille dominée par le père. Le dieu mâle trône au sommet et règne sur ses enfants.

En tant que concept, le patriarcat nous permet de mener un débat bien plus approfondi. Certaines féministes ne se préoccupent que d'égalité entre les genres. Pour elles, les femmes doivent pouvoir occuper les mêmes postes que les hommes et les choses s'arrêtent là. La directrice des opérations de Facebook, Sheryl Sandberg, est l'une des principales figures de ce mouvement en Amérique du Nord depuis la parution de son livre *En avant toutes* (Le Livre de poche, 2014). Et, bien entendu, je suis d'accord. Mais s'en tenir à cet objectif ne permet pas de remettre en cause l'ensemble des institutions patriarcales.

Le concept de patriarcat permet de s'en prendre à un système en place depuis huit mille à dix mille ans. L'humanité existe depuis un quart de millions d'années. Pour la plus grande partie de l'histoire humaine, les êtres humains ont probablement vécu dans des sociétés avec un haut degré d'égalité. Certes, il y avait une division du travail. Mais, selon les anthropologues que je lis, il n'y avait pas de hiérarchie.

Lorsque l'on pense au patriarcat, il faut également se rappeler qu'il ne s'agit pas seulement d'une domination masculine sur les femmes, mais aussi de certains

groupes d'hommes sur d'autres groupes d'hommes en fonction de critères socio-économiques, de la couleur de la peau, de la religion, de l'orientation sexuelle. Le patriarcat est donc une mauvaise chose pour les hommes, comme pour les femmes.

Le patriarcat renvoie à la figure paternelle. Et justement, à ce propos, quel est le rôle des pères dans la perpétuation de ce système ?

Ce passage entre les générations fonctionne de différentes manières en fonction des individus et des familles. Il faut donc être très prudent et ne pas dire « les pères font ceci », bornons-nous à dire ce que certains pères font. Ils utilisent la violence contre leur compagne, leurs enfants pour maintenir leur pouvoir. Cette formulation, « utiliser la violence », est pour moi très importante, car plusieurs des hommes qui frappent leur femme ou qui sont autoritaires ne sont pas des hommes réputés pour leur violence dans la vie de tous les jours. Ils sont votre voisin de bureau, des gens autour de vous. Ils peuvent être des gens aimables en d'autres circonstances. Mais ils font le choix d'utiliser la violence avec leur famille pour maintenir leur pouvoir et leurs privilèges.

Si vous parlez aux femmes victimes de violence, certaines vous diront : « Mon mari trouvait que le dîner était brûlé, ou que les enfants étaient bruyants. » Mais, en fait, on ne frappe pas quelqu'un pour de telles raisons, l'objectif est bien plutôt de contrôler l'autre. D'autres pères vont perpétuer le patriarcat en transmettant certaines idées sur la masculinité. Sans être violent, ce père se positionne comme celui qui dirige la famille, de façon plutôt bienveillante, mais il n'en reste pas moins qu'il est celui qui occupe la position prédominante. C'est lui qui conduit la voiture. C'est lui qui prend les décisions. Quand il a un déplacement professionnel, il se tourne vers son fils pour lui dire : « Tu es mainte-

nant l'homme de la famille. » Une autre façon par laquelle certains pères perpétuent le patriarcat, c'est en accomplissant moins de 50 % des tâches ménagères et de l'éducation des enfants. Ils transmettent ainsi l'idée que s'occuper des autres est le rôle des femmes. Toutes ces choses sont très importantes, car, dès l'âge de 5 ans, les enfants comprennent qu'il y a deux sexes et commencent à attribuer une signification à ces différences biologiques.

Revenons-en à cet exemple de la voiture conduite par papa. Vous avez cet énorme engin dont le fonctionnement est mystérieux et l'on vous dit : « C'est aux hommes de conduire. » Ce n'est qu'une petite chose, mais qui est lourde de sens. A l'église, qui prend la parole ? A la télé, qui incarne généralement l'autorité politique ? Un homme. Cela est en train de changer. Mais ces schémas existent toujours.

Qu'est-ce que les pères peuvent faire pour affaiblir le patriarcat ?

Mon intention n'est pas de réprimander les hommes, même si certaines choses sont bien entendu condamnables. Le plus simple est donc de dire ce qu'il ne faut pas faire. La violence, sous toutes ses formes, sexuelles, physiques, verbales a un impact durable sur vos enfants. La psychologie a démontré que les enfants qui grandissent dans un environnement violent vivent ces épisodes, même s'ils ne sont pas ceux qui reçoivent des coups, comme s'ils en étaient la victime. C'est profondément traumatisant. La violence doit donc être proscrite, et il faut également que le respect prévale en toutes circonstances. Car cela devient un modèle pour les enfants. Les pères doivent en outre savoir qu'il n'y a que deux choses que les hommes ne peuvent pas faire, porter un enfant et donner le sein. Mais, tout le reste, les hommes peuvent aussi bien le faire que les femmes. Les hommes manquent peut-être d'entraînement. Les filles grandissent encore en jouant avec un bébé en plastique, tandis que les garçons se tirent dessus avec de faux pistolets.

Comment interagir avec les enfants pour restreindre la portée de ces codes ?

Rappelons tout d'abord que filles et garçons ont les mêmes besoins : de l'affection, de l'amour, des câlins, du soutien. Il faut aussi jouer avec eux. Sur cette base, tâchons d'identifier les biais que nous portons en nous. Lorsque notre garçon pleure, va-t-on lui dire : « Les grands garçons ne pleurent pas » ; « Ne pleure pas comme une fille » ? Cette dernière remarque est particulièrement dommageable car elle dénigre les filles et humilie le garçon à qui l'on dit une telle chose.

L'humiliation reste malheureusement un aspect central de l'éducation des garçons, encore aujourd'hui. On répète donc à nos garçons : « Si tu ne te comportes pas en homme, on va se moquer de toi, tu vas te faire tabasser à l'école. » Il faut arrêter d'employer l'humiliation pour éduquer nos garçons. Il faut donner à nos enfants l'oppo-

« IL N'Y A QUE DEUX CHOSES QUE LES HOMMES NE PEUVENT PAS FAIRE, PORTER UN ENFANT ET DONNER LE SEIN. TOUT LE RESTE, LES HOMMES PEUVENT AUSSI BIEN LE FAIRE QUE LES FEMMES »

tunité d'exprimer leurs émotions. En tant que père, il faut donc donner l'exemple en exprimant certaines de nos émotions, en fonction de l'âge de l'enfant. Il faut en outre faire la moitié des tâches ménagères. Enfin, certains messages doivent être transmis de manière explicite. Les garçons vont rentrer de l'école et dire des choses à propos des filles, des homosexuels, etc., il faut les aider à dépasser ces clichés et ces préjugés.

La paternité reste-t-elle figée ou est-elle, selon vous, en train de changer ?

Je crois que nous assistons à une chose extraordinaire, la transformation de la paternité. A travers l'Europe et l'Amérique du Nord, on voit de plus en plus de jeunes pères très différents de leur propre père. Ils ne se contentent pas de filer un coup de main à leur compagne. Ils veulent être tout autant investis dans la vie de famille.

Ils font preuve d'une plus grande empathie que leurs aînés. Et ce changement est capital, car la principale aptitude qu'il faut développer en tant que parent est en effet l'empathie. Sinon, comment allez-vous comprendre votre bébé qui ne sait pas encore s'exprimer ? Si, de génération en génération, les femmes se sont occupées des enfants, elles ont généralement développé de meilleures aptitudes à l'empathie. A l'inverse, les hommes s'y sont moins adonnés, ce qui les rend davantage disposés à poser des gestes violents. Alors que nous sortons du patriarcat, notamment par la transformation de la paternité, nous créons une société plus empathique. La santé, le bien-être, l'équilibre mental vont s'améliorer.

Vous semblez croire à une fin prochaine du patriarcat, ou du moins à son recul. Comment, hors de ce système de valeurs, définir la virilité ?

D'une certaine manière, la virilité n'existe pas. C'est une construction sociale. Ce n'est pas la même chose que le sexe biologique. Etre un mâle signifie avoir certaines caractéristiques physiques et physiologiques. Mais la virilité, cela diffère d'un endroit à l'autre, d'une époque à l'autre. Dans le nord de l'Afrique, un fort patriarcat existe toujours, mais on peut voir des hommes marcher dans la rue en se tenant la main. Je ne sais pas ce que sera la virilité dans une société non patriarcale. Qui peut le dire ? Mais déjà, depuis cinquante ans, les choses ont beaucoup changé. Et nous allons vers un monde où l'on célébrera davantage les différences individuelles.

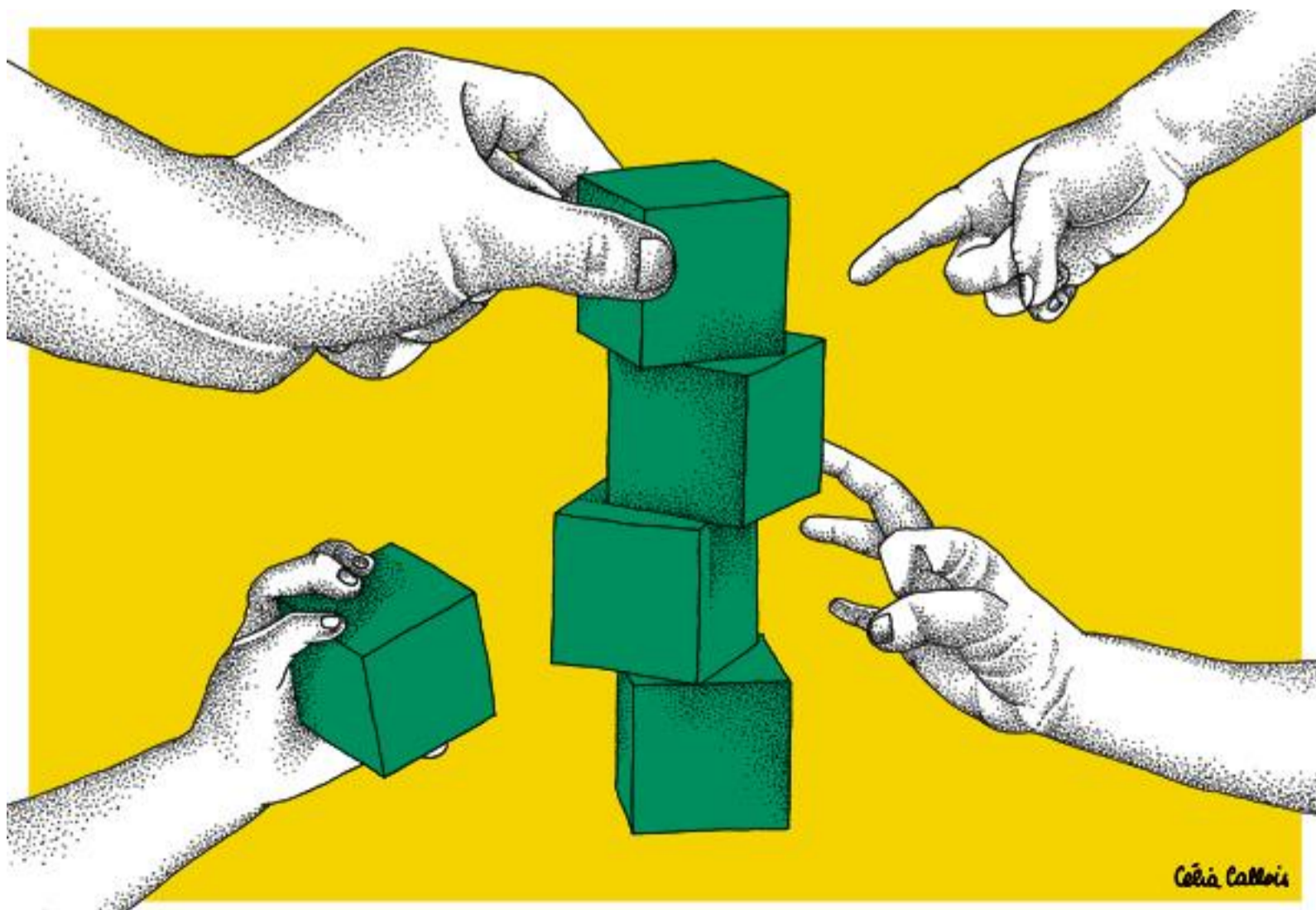
A la demande de Justin Trudeau, vous avez pris part aux travaux du Conseil consultatif sur l'égalité des genres en préparation du G7 qu'a accueilli le Canada en juin. Le premier ministre se revendique par ailleurs du féminisme. La politique qu'il met en œuvre est-elle à la hauteur de ses aspirations ?

Si je devais évaluer le travail de Justin Trudeau en la matière, je lui accorderais de très bonnes notes. Je n'approuve pas toutes ses décisions. Mais, pour ce qui a trait à l'égalité entre les genres, il m'impressionne. Le Canada conduit une politique étrangère qui vise de manière explicite à renforcer les droits des femmes. Le gouvernement a aussi demandé à chacun de ses ministères d'évaluer comment ses activités affectent les femmes. Le budget a donc été pensé avec cet objectif. Justin Trudeau compte aussi créer un congé parental dont certains jours seraient exclusivement à l'usage des pères, une initiative que je salue.

Et il est vrai que j'ai rejoint ce groupe de travail alors que le Canada se préparait à accueillir le G7 en juin. Son objectif était de faire en sorte que chaque discussion, chaque débat lors de ce sommet aborde la question de l'égalité entre les genres, ce qui est à mes yeux extraordinaire. Il est un véritable féministe. Il ne se contente pas de beaux discours, il met aussi en place des politiques au service de l'égalité entre les hommes et les femmes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARC-OLIVIER BHERER

Prochain épisode Laetitia Strauch-Bonart : « Les hommes font l'expérience d'une forme de déclin »



Michael Kaufman est conférencier et écrivain canadien. Après avoir enseigné à l'université York de Toronto, il est aujourd'hui chercheur associé au sein de l'Institut Promundo, une ONG qui promeut l'égalité des genres auprès des hommes. Michael Kaufman a également des activités de conseil auprès d'institutions internationales, telles que l'ONU, et de grandes entreprises. A la demande du premier ministre du Canada, Justin Trudeau, il a été membre du conseil consultatif sur l'égalité des genres du G7. Michael Kaufman est notamment l'auteur, avec Michael Kimmel, du « Guide du féminisme pour les hommes et par les hommes » (Massot Editions, 208 p., 18 euros).

LA GANGRÈNE
DE LA FAUSSE
SCIENCE

ÉDITORIAL **M**

C'est un mal discret qui ronge silencieusement la science, et qui s'étend avec une inquiétante célérité. Depuis un peu moins d'une décennie, des sociétés peu scrupuleuses créent à foison de fausses revues scientifiques qui acceptent de publier, moyennant finances, des travaux parfois fragiles, voire carrément frauduleux ou fantaisistes. Aux côtés d'une vingtaine de médias écrits et audiovisuels internationaux, qui se sont coordonnés pour publier simultanément le résultat de leurs travaux, *Le Monde* a enquêté sur cette science contrefaite.

Celle-ci est en pleine expansion: environ 10 000 revues dites « prédatrices » contribuent à construire une science « parallèle », suscepi-

ble de tromper les administrations publiques, les entreprises, et même parfois les institutions scientifiques elles-mêmes. Ces revues douteuses relaient parfois, en leur donnant le lustre de la scientificité, des « travaux » climatosceptiques, antivaccins, ou encore de fausses études cliniques vantant les mérites de faux médicaments. Selon des estimations récentes, cette production représente jusqu'à 2 % à 3 % de l'index de certaines grandes bases de données de la littérature savante. C'est six fois plus qu'il y a cinq ans.

Deux grands phénomènes ont nourri cette envolée. D'une part, la lutte contre le monopole des grands éditeurs scientifiques (Elsevier, Springer, etc.) et pour un accès libre aux résultats de la recherche. Porté par la communauté scientifique depuis presque deux décennies, ce combat légitime est passé par la création de nouvelles revues scientifiques, souvent de qualité, qui reposent sur le principe du « publieur-payeur »: c'est l'institution des chercheurs, qui soumettent leur travail pour être publiés, qui paie à la revue des frais de publication. En contrepartie, celle-ci s'engage à ne pas faire payer l'accès aux travaux publiés.

Ce modèle prend tout son sens lorsqu'on sait que les revues scientifiques « classiques » commercialisent à des tarifs prohibitifs les articles qu'elles publient, prospérant ainsi sur le commerce de connaissances souvent produites

grâce à la recherche publique, et ralentissant ainsi la libre circulation du savoir. Les éditeurs « prédateurs » ont détourné ce principe du publieur-payeur en faisant paraître complaisamment des articles qui ne sont pas préalablement expertisés (au terme de la sacro-sainte « revue par les pairs », ou *peer review*) tout en touchant toujours de juteux « frais de publication ».

D'autre part, les revues prédatrices prospèrent aussi grâce aux nouvelles formes d'évaluation de l'activité scientifique. Le travail des chercheurs est, de plus en plus, jugé en fonction de critères quantitatifs, et non qualitatifs. Il faut publier, toujours plus, toujours plus vite, et donc de plus en plus mal. Cette tendance est un pouce-au-crime – en particulier dans certains pays du Sud, où des primes à la publication ont parfois été instaurées pour le personnel académique. Soumettre son travail à une revue prédatrice garantit presque toujours une publication très rapide.

Face à ce fléau, les communautés scientifiques et les gouvernements s'organisent. En France, qui n'est pas le pays le plus touché, le ministère de la recherche prend la question au sérieux et promeut des « listes blanches » de revues à privilégier. Il faut maintenant infléchir les politiques d'évaluation de la recherche vers moins de quantitatif et plus de qualitatif. Seule une prise conscience mondiale pourra rendre son intégrité à la science. ■

Révolutions
chinoises



LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE: HISTOIRE GÉNÉRALE
DE LA CHINE (1949 À NOS JOURS)

de Gilles Guiheux,
Les Belles Lettres,
460 pages, 29,50 euros

Le livre

Par sa sobriété même, le titre de l'ouvrage *La République populaire de Chine* illustre l'ambition de l'auteur. Offrir une rétrospective globale de cette jeune République qui, à la veille de ses soixante-dix ans, ne cache plus ses ambitions: aborder son centenaire en grimant sur la première marche du podium mondial. De fait, cet essai s'adresse moins aux amateurs de lectures de plage qu'aux étudiants en sciences politiques. Deuxième volume d'un vaste projet éditorial – présenter en une douzaine d'ouvrages une « *histoire générale* » du pays –, l'essai de Gilles Guiheux, professeur au département des langues et civilisations de l'Asie orientale à l'université Paris-VII, offre une brillante synthèse des bouleversements politiques, économiques et sociaux que les maoïstes ont imposés à la Chine.

Assez classiquement, l'auteur, dont les travaux allient histoire et sociologie, propose d'abord quatre chapitres résumant l'histoire de la République populaire avant d'aborder six thématiques: le système politique, l'économie, les inégalités sociales, l'urbanisation, la démographie et la culture. L'ensemble est précis et documenté et l'on sent que l'auteur a eu à cœur de ne pas offrir une grille de lecture trop orientée de ce pays dont l'évolution suscite d'innombrables débats.

On est loin du dernier ouvrage du sinologue Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine: démocratie ou dictature?* (Gallimard, 304 pages, 22 euros) dont le titre vaut prise de position. C'est ce qui fait la force de l'ouvrage de Gilles Guiheux, mais aussi sa faiblesse. Certes, l'auteur aborde tous les aspects, y compris les moins reluisants, de la Chine actuelle, mais certains auraient mérité de plus amples développements. Il est significatif que les termes « corruption » et « pollution » n'aient pas droit de cité dans le glossaire qui comporte pourtant pas moins de dix pages. De même, le titre du cinquième chapitre, « Les Formes de gouvernement: de l'arbitraire à l'Etat de droit », laisse perplexe, même si le contenu de cet important chapitre est plus critique que ce titre ne le laisse supposer. Enfin, il est dommage qu'aucun chapitre ne porte sur la politique extérieure du pays. Consacrer six pages au développement des musées en Chine et aucune aux « nouvelles routes de la soie » est pour le moins étonnant.

Ces réserves mises à part, cet ouvrage décrit précisément les mécanismes économiques et politiques qui ont permis au pays le plus peuplé au monde de passer, en si peu de temps, d'une nation agricole et arriérée à un Etat où plus de la moitié de la population vit désormais dans des agglomérations modernes. « *Le plus spectaculaire est que ces évolutions ont eu lieu si rapidement, sans traumatisme social ni conflit de grande ampleur* », note Gilles Guiheux pour qui, finalement, Mao semble moins important que ses héritiers. ■

FREDERIC LEMAITRE

Virginie Calmels « La droite ne doit pas s'éloigner
du libéralisme économique »

La première adjointe à la mairie de Bordeaux et ex-numéro 2 du parti Les Républicains estime que la droite doit sortir des faux-semblants et s'inspirer d'un programme de réformes libérales à la façon de Reagan

Par VIRGINIE CALMELS

La droite française a les mêmes défauts que la gauche, prisonnière de ses vieux démons: l'étatisme, le culte du chef et la course après les électeurs de l'extrême. Comme l'indiquait déjà Benjamin Constant, et dans la tradition antique, ou peut-être monarchique, elle « *veut que les citoyens soient complètement assujettis pour que la nation soit souveraine, et que l'individu soit esclave pour que le peuple soit libre* ». Sous la V^e République, la droite française a toujours manqué de convictions libérales. L'étatisme et l'interventionnisme n'ont fait qu'affaiblir l'économie française. Cette politique a échoué. Cette attitude lui a fait perdre bien des élections, et l'avenir ne s'annonce guère différent.

Jean-François Revel ne cessait de rappeler que la droite française n'a jamais été libérale. Au pouvoir, elle a tout essayé, y compris des politiques de gauche, sauf les réformes libérales. Malheureusement, aujourd'hui encore, on se retrouve avec une droite déboussolée et paniquée, incapable de comprendre que la seule manière de récupérer ses électeurs est de leur promettre la liberté et de s'y atteler, incapable de résister à la tentation facile du populisme en adoptant cette rhétorique absurde de « cadeaux aux riches », de « hausse du smic » ou de « ravage de la concurrence ».

Car seul un vrai programme libéral et réformateur de la trempe de la politique menée par Reagan, voire par Thatcher, pourra s'opposer aux « marcheurs » et permettre de reprendre le pouvoir, sans pour autant s'abaisser à la démagogie ni à la facilité des consensus mous. La droite ne pourra pas réussir en continuant à se contenter de l'entre-soi d'une énarchie singulièrement pusillanime et loin des réalités de l'entreprise, de l'école ou des familles. Pour retrouver la croissance qui permettra de mieux combattre la pauvreté, la droite doit faire comprendre que la situation terrible dans laquelle se trouve l'économie française n'est pas due à l'« ultralibéralisme »,

à l'Europe, à la mondialisation, aux banques, aux riches ou aux patrons, mais aux mauvaises politiques publiques, à l'Etat omnipotent et souvent incompetent et faible sur ses missions régaliennes, aux syndicats marxisants et à l'interventionnisme économique.

Pour retrouver la confiance sans laquelle il n'y a ni identité ni prospérité possibles, la droite libérale doit rendre leurs libertés aux contribuables qui paient trop (les prélèvements obligatoires atteignant 47 % du PIB), aux entrepreneurs qui souffrent du coût du travail français (qui augmente encore du fait de la transformation du CICE), aux salariés pour négocier avec leurs employeurs, aux agriculteurs accompagnés par la PAC, mais empêchés par tant de réglementations de faire leur métier, aux enseignants astreints par le carcan statutaire comme tant d'autres fonctionnaires qui, des personnels administratifs aux employés d'entretien de voirie, pourraient être embauchés sous statut privé.

Nous, élus, n'avons pas à craindre d'engager des réformes libérales fortes. Pour autant que nous les expliquions bien. Les chances de réélection augmentent, au contraire, plutôt qu'en s'abandonnant à des politiques à l'eau de rose. En témoignent Thatcher réélue deux fois ou la réélection des libéraux de droite ou de gauche, qui, au Canada, en Suède, au Danemark, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Australie, en Nouvelle-Zélande, ont réalisé la transformation libérale de leur pays ces vingt dernières années: réduction significative des dépenses publiques, privatisations massives, baisse drastique du nombre de fonctionnaires et ouverture à la concurrence de pratiquement tous les services de l'Etat.

RESTAURATION DE L'ASCENSEUR SOCIAL

Bien sûr, en France nous avons à protéger notre sacro-saint « modèle social », et il n'est pas question de sombrer dans un libéralisme débridé à l'anglo-saxonne. Pourtant, l'important pour les citoyens n'est-il pas, non pas de protéger le service public mais bien de protéger le service au public? D'améliorer les services rendus tout en gagnant en efficacité de cette dépense publique? Même les militaires ne sont pas au statut de fonctionnaire, alors qu'ils accomplissent une des principales missions régaliennes. Nous devons donc redéfinir le périmètre d'intervention de l'Etat, sans tabou.

Une droite libérale et conservatrice doit afficher des convictions claires et fortes. Elle doit veiller de manière intransigeante au respect de l'Etat de droit, qui donne la même chance à chacun et le droit de s'exprimer et d'agir à tous, dans la seule limite du droit des autres et de la cohésion de la communauté nationale. Elle ne doit pas s'adonner à l'adoration stupide de l'égalité niveleuse par le bas, mais au contraire permettre la restauration de l'ascenseur social et promouvoir l'égalité des chances. Elle doit s'en remettre à la conception libérale de la liberté qui, écrivait Walter Lippmann, « *ne comporte manifestement pas la promesse de rendre tous les hommes également riches, également influents, également honorés et également sages. Au contraire, ce qu'elle promet, c'est que, si les inégalités extrinsèques dues aux privilè-*

UNE VRAIE DROITE
N'OCCULTERAIT PAS
LE PROBLÈME
DE L'IMMIGRATION,
ELLE EN FERAIT
AUSSI UN ENJEU
ÉCONOMIQUE

ges et aux prérogatives sont abolies, les supériorités intrinsèques pourront se manifester ».

Dans cet esprit, la droite libérale doit exprimer sans ambages son soutien aux familles et sa confiance dans leur éducation, ce qui justifierait qu'elle restitue aux parents le choix de l'école de leurs enfants au travers du « bon scolaire » ou « chèque éducation ». Une vraie droite libérale ne se contenterait pas de réformes paramétriques des retraites, fût-ce pour les égaliser, mais permettrait que chacun puisse cotiser plus librement tout en développant la capitalisation.

Elle oserait revoir le paritarisme et le « dialogue social » français, qui est en réalité un monologue confisqué par des syndicats nourris de tant d'argent public qu'ils n'ont plus besoin de rendre service à leurs rares membres. Une vraie droite serait en faveur d'une Europe des peuples et des libertés, une Europe de la concurrence saine, selon les règles du droit et selon les principes de réciprocité. Cette droite n'occulterait pas le problème de l'immigration, elle en ferait aussi un enjeu économique, comme c'est le cas dans d'autres pays comme l'Australie, les Etats-Unis et le Canada. Car ce que nous voulons, c'est une immigration maîtrisée et choisie. Elle encouragerait la société civile, l'entrepreneuriat et les droits individuels. Les Français savent mieux que les technocrates ce qui est bon pour eux!

Il est donc temps pour la droite française de comprendre qu'il faut sortir des faux-semblants. Elle doit lire ou relire Tocqueville et Bastiat, l'économiste de génie, méconnu en France, mais encensé à l'étranger. C'est sa seule chance pour réussir. Mais pour ce faire, il faut qu'elle porte haut ses convictions, avec courage et détermination. « *Croire en la démocratie*, disait Ludwig von Mises, *implique que l'on croie d'abord à des choses plus hautes que la démocratie.* » ■



Virginie Calmels
est présidente de DroiteLib
et première adjointe
au maire de Bordeaux

ON SE RETROUVE
AVEC UNE DROITE INCAPABLE
DE COMPRENDRE
QUE LA SEULE MANIÈRE
DE RÉCUPÉRER
SES ÉLECTEURS EST DE LEUR
PROMETTRE LA LIBERTÉ
ET DE S'Y ATTELER

PRÉCISION

L'illustration des pages Débats & analyses de notre édition datée du 19 juillet a été réalisée par Adria Fruitsos.

DIOR.COM - 01 40 73 73 73 PHOTOGRAPHIE RETOUCHÉE

Une femme est une femme © 1961 STUDIOCANAL - Euro International Films S.p.A. Tous droits réservés.



DIOR